

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PENSÉE POLITIQUE DE ROGER SCRUTON DANS L'ÉVOLUTION DU
CONSERVATISME BRITANNIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
PIERRE NORRIS

JANVIER 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

*Machiavelli distinguished three types of people: those who understand things unaided, those who need and know how to use help, and those who don't understand even when helped. We hope to belong to the second category.*¹

– Hannah Arendt

Je voudrais d'abord remercier mon directeur de maîtrise, Marc Chevrier. Durant mon parcours à l'UQAM, j'ai toujours pu compter sur sa rigueur, sa générosité et sa patience. Ce mémoire est le fruit d'un très long processus en montagnes russes durant lequel j'ai souvent douté de moi et de mon travail, mais jamais de la confiance de mon directeur. Je lui en serai toujours redevable et reconnaissant. Je souhaite aussi remercier les professeurs Charles Blattberg et Paul May, membres du comité d'évaluation, pour leurs commentaires généreux et constructifs.

J'ai la chance de pouvoir compter sur de nombreux proches, amis et collègues qui ont su m'aider, m'encourager ou me faire réfléchir. Dans l'impossibilité de dresser une liste exhaustive, je remercierai particulièrement Carl Bergeron, Benjamin Boivin, Willie Gagnon, Vincent-Gabriel Langlois, Maxime Paquin-Charbonneau, Alexis Tétreault, Jean-Philippe Trottier et Claude Veilleux pour les discussions, les conseils ou les relectures qui m'aidèrent énormément.

Les derniers remerciements – et non les moindres – iront à ma famille. Ma fiancée Flavie Lafrance, pour ses encouragements constants, sa compréhension, son écoute, ses petites et grandes attentions au quotidien. Enfin, mes parents Gilles Norris et Danielle Lévesque et mes frères Marc, Simon, Olivier et Jérémie Norris pour leur appui sans faille, démontré de mille et une manières depuis toujours, chacun à sa façon. Leur exemple me guide tous les jours et ma gratitude à leur égard est sans commune mesure.

¹ Arendt, Hannah. *Hannah Arendt Papers: Subject File, -1975; Courses; Cornell University, Ithaca, N.Y.; Machiavelli to Marx, 1965*. [En ligne] <https://www.loc.gov/item/mss1105600965/>

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
RÉSUMÉ.....	v
ABSTRACT	vi
INTRODUCTION.....	1
0.1. Problématique et objectifs	1
0.2. Revue de littérature	3
0.3. Hypothèse	7
0.4. Méthode	7
0.5. Cadre conceptuel	9
0.6. Présentation des chapitres	14
CHAPITRE I :	
L'ÉVOLUTION DU PARTI CONSERVATEUR BRITANNIQUE	16
1.1. Entre réformes prudentes et craintes de la modernité (19 ^e siècle)	17
1.2. Un parti interclassiste et consensuel (1900-1975)	24
CHAPITRE II :	
LA CRITIQUE DU CONSENSUS D'APRÈS-GUERRE.....	29
2.1. La primauté de l'autorité et de la tradition : la position traditionaliste	29
2.2. La primauté de la liberté et du marché : la position néo-libérale	33
2.3. Propositions de synthèses : <i>New Right</i> et « fusionnisme »	37
2.4. Le thatchérisme comme incarnation politique de la <i>New Right</i>	41
CHAPITRE III :	
ROGER SCRUTON, CONSERVATEUR DE COMBAT	44
3.1. L'adhésion au conservatisme	45
3.2. La relation avec le Parti conservateur : entre méfiance et fidélité	47
3.3. La lutte contre la « nouvelle gauche »	50

3.4. Séjours en Europe de l'Est et anticommunisme	53
CHAPITRE IV:	
L'AUTORITÉ FONDATRICE DE LA LIBERTÉ.....	57
4.1. Les théories libérales sur les fondements du droit et de la société	57
4.2. Le nécessaire enracinement de la liberté	62
4.3. Le caractère structurant de la nation	65
CHAPITRE V :	
SCRUTON, LES LIBÉRAUX ET UNE COMMUNE DÉFENSE DE LA LIBERTÉ?	71
5.1. La construction de la société et du marché par le bas	72
5.2. La distinction de la loi humaine et de la loi religieuse	79
5.3. Le rationalisme politique comme processus révolutionnaire	84
CONCLUSION	92
BIBLIOGRAPHIE	102

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose d'analyser la pensée politique du philosophe britannique Sir Roger Scruton et de la situer dans l'évolution du conservatisme britannique et occidental plus largement. Le conservatisme britannique a d'abord émergé en réaction à l'avènement de la démocratie libérale pour ensuite s'en proclamer le défenseur à travers un pragmatisme politique aux contours très variables, allant jusqu'à accepter une forme modérée d'interventionnisme économique que l'on a appelé le consensus d'après-guerre. Ce consensus a été pris à partie par des courants traditionalistes et néo-libéraux que Margaret Thatcher a tenté de synthétiser politiquement. Il en ressort une tension apparente et évolutive entre le conservatisme et le libéralisme, tension qui se trouve au cœur de la pensée politique de Scruton. Notre hypothèse est que Roger Scruton, loin d'être strictement un conservateur traditionaliste, a lui aussi effectué cette même synthèse dans le monde intellectuel. Scruton a certes offert une réponse traditionaliste et critique du libéralisme dans sa compréhension des fondements et des origines de l'ordre politique, de la nation, de l'autorité et de la liberté. En même temps, Scruton a aussi élaboré une pensée économique proche de l'école autrichienne d'économie et nettement critique de l'étatisme et du rationalisme politique en plus d'être partisan d'une séparation entre le sacré et le spirituel qui l'éloigne des courants nettement traditionalistes. Ce mémoire repose sur une méthodologie d'inspiration contextualiste, tâchant de comprendre la pensée et les ouvrages de Scruton à la lumière de son contexte politique et social plus large. Ce mémoire permet de comprendre la place occupée par Roger Scruton dans l'univers politique et intellectuel britannique. Il offre aussi une interprétation générale de l'évolution du conservatisme politique au Royaume-Uni et en Occident depuis le 19^e siècle.

Mots clés : Roger Scruton, conservatisme, libéralisme, Parti conservateur, Margaret Thatcher, Friedrich Hayek, Michael Oakeshott, Raymond Aron, Royaume-Uni

ABSTRACT

This master's thesis analyzes the political thought of the British philosopher Sir Roger Scruton and situates it in the evolution of British and Western conservatism more broadly. British conservatism first emerged as a reaction to the advent of liberal democracy, only to proclaim itself its defender through a political pragmatism with very variable contours, going so far as to accept a moderate form of economic interventionism known as the post-war consensus. This consensus was challenged by traditionalist and neo-liberal currents, which Margaret Thatcher attempted to synthesize politically. What emerges is an apparent and evolving tension between conservatism and liberalism, a tension that lies at the heart of Scruton's political thinking. Our hypothesis is that Roger Scruton, far from being strictly a traditionalist conservative, also achieved this same synthesis in the intellectual world. Scruton certainly offered a traditionalist and critical response to liberalism in his understanding of the foundations and origins of political order, nationhood, authority and freedom. At the same time, Scruton also developed an economic thought close to the Austrian school of economics and clearly critical of statism and political rationalism, as well as advocating a separation between the sacred and the spiritual that distances him from distinctly traditionalist currents. This thesis is based on a contextualist-inspired methodology, seeking to understand Scruton's thought and works in the light of his wider political and social context. The dissertation provides an understanding of Roger Scruton's place in the British political and intellectual universe. It also offers a general interpretation of the evolution of political conservatism in the United Kingdom and the West since the 19th century.

Key words: Roger Scruton, conservatism, liberalism, Conservative Party, Margaret Thatcher, Friedrich Hayek, Michael Oakeshott, Raymond Aron, United Kingdom

INTRODUCTION

For a variety of reasons, the outlook expressed in these articles is unfashionable (...); but, in reprinting these untimely thoughts, I reaffirm the conviction that gave rise to them – namely, that opinions which are out of fashion may nonetheless be true.²

– Roger Scruton

0.1. Problématique et objectifs

Le philosophe britannique Sir Roger Scruton³ (1944-2020) s'est imposé depuis le milieu des années 1970 comme l'un des principaux penseurs conservateurs de son époque. Professeur de philosophie au Collège Birkbeck de Londres de 1971 à 1992, puis brièvement professeur dans diverses universités au Royaume-Uni et aux États-Unis⁴, il a publié une impressionnante soixantaine d'ouvrages sur une foule de sujets allant de sa spécialité universitaire – l'esthétique, l'architecture, l'art et la beauté – à la religion, en passant par les relations internationales, la musique, les droits des animaux, la philosophie de Kant ou de Spinoza, la sexualité, l'environnement ou encore l'art de nourrir la discussion et la réflexion en buvant du vin, sans oublier des romans et un opéra. C'est cependant sa défense du conservatisme politique qui a surtout fait sa réputation et sa notoriété.

Surtout inspiré par Edmund Burke (1729-1797), Scruton croyait que la société était un assemblage complexe de traditions, de coutumes, de pratiques et d'institutions lentement construit au fil du temps. Puisque cet assemblage, comme toute création humaine, « [is] hard to build and easy to destroy » (Scruton, 1987a, p. 15), on ne devrait se permettre de le changer et de le réformer qu'à la

² Scruton, Roger. « Preface », *Untimely Tracts*, New York: St. Martin's Press, 1987, p. vii

³ Scruton a été fait chevalier en 2016, « for services to Philosophy, Teaching and Public Education ». (*The London Gazette*, 2016, p. B2).

⁴ Il a notamment enseigné à l'Université de Boston (1992-1995), à l'*Institute for the Psychological Sciences* de l'Université Divine Mercy en Virginie (2005-2009), à l'*American Enterprise Institute* (2009), à l'Université de St. Andrews (2011-2014) et à l'Université d'Oxford (2010-2013).

pièce, avec parcimonie et précaution. Le rôle des institutions politiques serait donc d'être les gardiennes de l'ordre social sans trop y insérer les mains, tandis que celui des citoyens serait de vivre libres d'intrusions politiques dans leur vie quotidienne, mais à la lumière néanmoins de l'autorité de leurs prédécesseurs. Les individus, croit Scruton, seraient les fiduciaires momentanés de la société, à la fois héritiers de ce qui leur a été légué et chargés de l'entretenir pour éventuellement le transmettre à leur tour aux prochaines générations. Leur liberté d'action est donc substantielle, mais balisée par une responsabilité morale et historique. (Scruton, 2015) Le conservatisme de Scruton s'oppose d'une part au libéralisme qui postule que les droits individuels sont antérieurs et constitutifs de l'ordre politique fondé par un contrat social chargé de faire respecter ces mêmes droits. Et d'autre part, il s'oppose également au socialisme qui souhaite une réforme profonde de l'ordre politique afin de casser ou restreindre les forces qui s'en serviraient pour protéger leur domination sociale, économique et culturelle.

La pensée de Roger Scruton est donc marquée par une tentative d'équilibre entre la tradition antérieure à l'ordre politique et la liberté individuelle qui anime l'ordre politique et social en Occident. Cette tension n'est pas différente de celle qui anime l'ensemble du mouvement conservateur britannique. Depuis le député *whig* Edmund Burke jusqu'au Parti conservateur contemporain, en passant par Robert Peel, Benjamin Disraeli, le marquis de Salisbury, Winston Churchill ou Margaret Thatcher, le conservatisme britannique a toujours tâché d'articuler tradition et réforme, autorité et liberté. Mais tous les penseurs s'intéressant au conservatisme ou les politiciens s'en réclamant n'en ont pas la même définition et n'accordent pas tous le même dosage aux différents concepts en tension. Ainsi, au 19^e siècle, Peel, Disraeli et Salisbury ont-ils chacun mis de l'avant leur propre version du conservatisme. Au 20^e siècle, la pensée et la pratique politiques de Churchill, Macmillan ou Thatcher avaient clairement des différences notables. L'objectif de ce mémoire sera donc double. Premièrement et préalablement, nous tâcherons de comprendre l'évolution historique et philosophique du conservatisme britannique. Deuxièmement, à la lumière de cette compréhension, nous tenterons de situer la pensée de Sir Scruton dans cette évolution. Nos deux objectifs seront toujours poursuivis en gardant en tête la place respective des notions de liberté et d'autorité dans les différentes interprétations du conservatisme.

0.2. Revue de littérature

La poursuite de nos deux objectifs a nécessité l'analyse d'un corpus primaire composé de travaux et ouvrages de Roger Scruton. Le philosophe britannique a abondamment écrit, aussi était-il impossible d'utiliser l'ensemble de ses livres et publications. Nous avons décidé de nous en tenir (sauf exception) à ses livres, chapitres d'ouvrages collectifs et articles de publications périodiques consacrés au conservatisme ou à certaines réflexions philosophiques plus générales si elles touchaient aussi au conservatisme sans qu'il en soit le sujet principal. Nous savons pertinemment que le conservatisme de Scruton ne se cantonnait pas à la politique et qu'il se déployait aussi dans une compréhension particulière et fouillée des arts, de la musique ou de la beauté. Mais comme l'objet de notre mémoire était l'étude précise des rapports entre conservatisme et libéralisme chez Scruton, nous avons fait le choix de laisser de côté ses écrits portant sur les arts et l'esthétique. Puisque Scruton était aussi le co-fondateur de la *Salisbury Review* et qu'il en a été l'éditeur de 1982 à 2000, nous avons effectué la lecture de chacun des éditoriaux de la revue durant cette période pour en extraire les éléments pertinents à notre recherche, une entreprise qui, sauf erreur, n'a pas été effectuée précédemment. Nous ne pouvions cependant pas nous limiter à l'étude des écrits de Scruton, aussi avons-nous analysé une imposante littérature secondaire portant sur la pensée politique de Scruton et sur le conservatisme, en particulier sur le conservatisme britannique.

Concernant d'abord Scruton, notons que la réputation du philosophe britannique dans le monde anglophone n'est plus à faire et qu'en conséquence on compte de nombreuses publications sur plusieurs aspects de sa pensée (Bardos-Féltotonyi, 2014; Bendle, 2014; Butterworth, 2012; Conway, 2012; Cullen, 2016; Dalrymple, 2018; Dolgoy, 2016; Dooley, 2009; Garnett et Hickson, 2009; Hancock, 2016; Harris, 1997; Ireland, 1997; Kavanagh, 1990; Kostamo, 2013; Lawler, 2003, 2015 et 2016; Levitas, 1986; Mahoney, 2010, 2016; McCann, 2018; Presser, 2018; Rayner, 1986; Rogers, 2017; Sandall, 2007; Spence, 2011; Wendelbeck, 1996; Wirls, 2016). Il en est autrement dans le monde francophone, où – en date de dépôt du présent mémoire – seulement cinq de ses nombreux ouvrages ont été traduits en français, dont trois dans les dix dernières années. Le philosophe (qui parlait français) n'y est pas non plus complètement inconnu, mais sa notoriété est relativement récente. Depuis le milieu des années 2010, une poignée de journalistes et chroniqueurs écrivant dans des revues et journaux français à tendance conservatrice ou libérale (surtout *Le Point* et *FigaroVox*) ont publié des analyses de la pensée de Scruton ou des entrevues réalisées avec lui

(Bastie, 2018a, 2018b et 2019; Couturier, 2016; Devecchio, 2018; Giesbert, 2019; Méheut, 2018; Strauch-Bonart, 2014, 2015a, 2015b, 2016a, 2016b, 2018, 2019). Au Québec, la principale trace substantielle des travaux de Scruton se veut un colloque organisé (en anglais) à l'Université McGill en 2014 à propos de la pensée religieuse de Roger Scruton. Les actes de ce colloque, lors duquel Scruton a débattu avec Charles Taylor des rapports entre le sacré et le séculier, ont été synthétisés dans un ouvrage collectif paru trois ans plus tard (Bryson, 2017). Autrement, une entrevue de Scruton a été publiée dans un ouvrage de Philippe Labrecque sur le conservatisme (Labrecque, 2016, p. 47-56). Scruton y explique certaines différences entre les conservatismes britannique et américain ainsi que ses réflexions sur l'état de la nation au 21^e siècle ou sur la place du conservatisme dans les universités. En dehors des sphères anglophones et francophones, on trouve aussi quelques traces d'études sur Scruton. Le philosophe britannique a notamment été l'objet d'études et de publications en Italie – tant dans le monde universitaire (Pupo, 2014 et 2015; Crespi, 2020) que plus militant (Arnaldi, 2022) – ou encore en Allemagne (Kraus, 2021). Dans tous les cas, le décès du philosophe anglais en 2020 a déclenché une nouvelle vague d'intérêt pour sa pensée, qu'il s'agisse de portraits intellectuels approfondis à l'annonce de sa mort (Bastie, 2020; Bock-Côté, 2020; Cullen, 2020; Dale, 2020; Devecchio, 2020; Gregg, 2020; Johnson, 2020; Laine, 2020; Martin, 2020; Strauch-Bonart, 2020; Techera, 2020; Valentin, 2020) ou d'études plus spécifiques dans les années suivantes, que ce soit dans des périodiques ou des monographies (Bryson, 2020; Burgos, 2024; Dreher, 2024; Grove, 2022 et 2024; Hankins, 2022; Hörcher, 2023 et 2024; Mahoney, 2022a et 2022b; McTague, 2024; Mohadesh et Asghar, 2021; Morrissey, 2023; Rouvillois, 2021; Spanakos, 2023).

L'étude de cette littérature secondaire permet de dégager deux compréhensions différentes et opposées de la pensée politique de Scruton. Un premier courant considère Scruton comme étant un conservateur traditionaliste, d'abord et avant tout opposé au libéralisme, qu'il soit social ou classique (Aughey, 2015; Bardos-Féltotonyi, 2014; Bendle, 2014; Cullen, 2016 et 2020; Dolgoy, 2016; Dooley, 2009; Garnett et Hickson, 2009; George, 2020; Hoover, 1987; Kavanagh, 1990). En particulier, Dooley voit surtout dans la pensée de Scruton l'influence de Burke et de Hegel. Il le présente comme un traditionaliste, défenseur d'un ordre naturel que l'on comprend « not through individual choice, but through the practices and cultural customs of the social organism to which you belong. » (Dooley, 2009, p. 121) Hoover considère même Scruton comme le pendant

britannique du traditionaliste américain Russell Kirk et que les deux seraient réunis par un rejet commun du capitalisme industriel et de la primauté du marché. Pour ce courant d'interprétation, c'est donc surtout la liberté qui serait la cible de Scruton: « He believed that the essential problem of the 1970s was not the loss of freedom as neo-liberals were asserting, but rather the excess of freedom. » (Garnett et Hickson, 2009, p. 114). D'autres jugent que Scruton serait tellement anti-libéral qu'il serait même en partie favorable à l'État-providence mis sur pied par les gouvernements travaillistes et à une intervention de l'État dans les affaires économiques (Bardos-Féltoronyi, 2014).

Un deuxième courant minimise ou relativise pour sa part l'opposition de Roger Scruton au libéralisme (Barry, 2005; Devigne, 1994; Hancock, 2016; Harris, 1997; Ireland, 1997; Lawler, 2003 et 2016; Levitas, 1986; Martin, 2023; McCann, 2018; Mahoney, 2010, 2016, 2022a et 2022b; Vincent, 2016; Wirls, 2016). Loin d'être complètement anti-libéral, le philosophe anglais leur apparaît comme un penseur alliant traditionalisme et libéralisme et cherchant à intégrer la plupart des penseurs libéraux classiques à l'intérieur de la famille conservatrice. Barry (2005) considère Scruton et Michael Oakeshott comme les deux principales figures intellectuelles de la *New Right*, tandis que Hancock (2016) et Mahoney (2016 et 2022a) comparent Scruton au philosophe français Pierre Manent, libéral et catholique. Wirls (2016) tente de rapprocher Scruton des thèses de John Locke et de montrer que conservateurs et libéraux ont intérêt à faire front commun, tandis que Vincent (2016) voit un lien évident entre Scruton et le libéralisme hayékien.

Le deuxième volet de la revue de littérature portait plutôt sur l'histoire et l'évolution du Parti conservateur britannique. Les lectures effectuées ont montré quasi unanimement un parti politique traversé par divers courants idéologiques, mais néanmoins malléable, pragmatique et très marqué par le libéralisme politique et économique. En ce sens, pour Arthur Aughey (2005), Philippe Beneton (1988) et Daniel Ziblatt (2017), le conservatisme britannique incarnerait surtout une disposition sceptique et prudente à l'intérieur de la démocratie libérale. Le Parti conservateur britannique, contrairement à d'autres forces conservatrices en Europe, aurait accepté relativement tôt dans son histoire la démocratisation de son pays tout en se faisant le gardien d'un certain héritage aristocratique, ce qui renvoie au paradoxe avancé par le personnage de Tancredi dans le roman *Le Guépard* de Lampedusa : « Si nous voulons que tout continue, il faut d'abord que tout change » (Lampedusa, 1959, p. 35). Nicolas Bardos-Féltoronyi (2014), Clarisse Berthezène (2011), John Charmley (2008), Kevin Hickson (2005) et Dennis Kavanagh (1990), sans nier

l'interprétation générale tout juste évoquée, insistent davantage sur les divers courants au sein du Parti conservateur et montrent comment ce dernier a toujours été divisé entre certains, plus interventionnistes, et d'autres, plus partisans du marché libre, ou encore entre certains, très traditionalistes, et d'autres, mieux disposés envers l'évolution morale de la société moderne. C'est par l'articulation constamment changeante de ses diverses composantes que le Parti conservateur aurait réussi, depuis le 19^e siècle, à se positionner en fonction des intérêts politiques du moment et à s'imposer politiquement.

La place de Margaret Thatcher dans cette longue histoire est cependant plus controversée. La revue de littérature nous en montre deux interprétations complètement différentes. Un premier courant (Hoover, 1987; Jenkins, 1988; Kavanagh, 1990; Krieger, 1986) considère le « *thatchérisme* » comme une rupture profonde avec les orientations du Parti conservateur. Selon eux, même s'il a toujours été un défenseur de la propriété privée, le Parti conservateur n'a jamais défendu l'idée d'un marché libre et aurait toujours entretenu une certaine résistance au libéralisme économique, que ce soit par la défense de l'aristocratie rurale ou par des mesures protectionnistes. Le *thatchérisme* représenterait une rupture libérale et libre-échangiste, à contre-courant de la politique des prédécesseurs de la « Dame de fer ». Un deuxième courant (Charmley, 2008; Crewe et Searing, 1988; Francis, 2012; Harris, 1997; Jaung, 2001; Marquand, 1989; Minogue, 1988; Sergeant, 1994; Solchany, 2016; Thiériot, 2011; Vincent, 2016) voit dans le programme de Thatcher non pas simplement une révolution néo-libérale, mais une synthèse entre le traditionalisme et le libéralisme qui ne serait pas si loin de ce qu'a défendu le Parti conservateur dans le passé. Crewe et Searing (2008), notamment, rappellent que le Parti conservateur est à la fois héritier du Parti *tory* et aussi d'un bon nombre de *whigs* qui s'opposaient à la Révolution française, à commencer par Edmund Burke. Francis (2012) montre que l'idéal *thatchérien* d'une « *property-owning democracy* » remonte en fait aux années Eden⁵ et que Thatcher n'a fait qu'appliquer avec succès des politiques que les précédents chefs conservateurs appuyaient également en discours sans pour autant réussir à les implanter, faute de rapport de force favorable face aux syndicats et aux corps intermédiaires.

⁵ Anthony Eden fut premier ministre conservateur du Royaume-Uni de 1955 à 1957. Successeur de Churchill, son bref passage au pouvoir fut marqué par la guerre froide, le déclin de l'empire britannique et la crise de Suez (1956), qui entraîna la démission d'Eden en 1957 et son remplacement par Harold Macmillan.

0.3. Hypothèse

Au regard de cette revue de littérature, nous tenterons de répondre aux deux objectifs de recherche en formulant l'hypothèse que Scruton, malgré les critiques qu'il entretenait envers les influences libérales du thatchérisme, était lui-même marqué par le libéralisme et qu'il participait de l'évolution idéologique du conservatisme britannique tel que porté politiquement par Margaret Thatcher. Scruton était très clairement un conservateur, convaincu que les libertés individuelles n'étaient pas la source et l'inspiration de l'ordre politique, mais bien son résultat. Les libertés propres à la démocratie libérale occidentale n'auraient pu émerger précisément que dans un ordre politique préalablement façonné au fil du temps par des traditions, des pratiques culturelles et l'influence du christianisme. En retour, Scruton n'en était pas moins attaché à ces mêmes libertés, ce qui le poussa à défendre des propositions politiques et économiques souvent proches de celles de penseurs libéraux d'horizons aussi divers que Friedrich Hayek ou Raymond Aron et à s'opposer d'abord et avant tout à l'influence de la gauche progressiste ou socialiste. Nous verrons donc qu'à la défense conservatrice de la nation, du christianisme et des institutions traditionnelles, il joignit une défense de l'économie de marché et de la séparation du religieux et du politique qui le rapprochaient du libéralisme.

0.4. Méthode

Pour avancer cette hypothèse, nous nous tournerons vers une méthodologie d'inspiration contextualiste⁶ (Prévost, 1995, p.59-80; Bonin et Dupuis-Déri, 2019, p. 277-283), c'est-à-dire qu'il s'agira d'étudier la pensée de Scruton en fonction de son contexte historique, politique et intellectuel et du rôle qu'il y jouait. Les pionniers de cette approche méthodologique, Quentin Skinner et John Pocock, faisaient le pari qu'un penseur politique ne pouvait pas simplement être étudié isolément et qu'il fallait nécessairement l'insérer dans son époque précise pour mieux le comprendre :

L'auteur habite un monde historiquement donné qu'il ne peut appréhender que par des voies rendues possibles par un certain nombre de langages historiquement donnés; les modes discursifs disponibles lui fournissent les intentions qu'il peut avoir, en lui fournissant les moyens par lesquels il peut les mettre en œuvre. (Prévost, 1995, p. 65).

⁶ Pour une étude approfondie du contextualisme en théorie politique, consulter aussi Skinner, 1969 et Bevir, 2011.

Il s'agit donc de brosser le portrait d'un univers politique et intellectuel à partir d'un large corpus d'œuvres contemporaines du penseur étudié – corpus allant d'autres œuvres canoniques à des productions plus secondaires, en passant par des œuvres littéraires (Bonin et Dupuis-Déri, p. 282-283). Un exemple classique est celui de John Pocock et de son *The Machiavellian Moment* (1975), dans lequel il met en scène une tension entre « vertu » et « corruption » dans la république florentine du début du 16^e siècle. Cet exposé sert ensuite « à montrer que Machiavel était un homme particulier au milieu d'un certain nombre d'hommes plus ou moins éminents absorbés dans la poursuite commune de ce problème. » (Pocock, 1997, p. XLVIII). En suivant généralement cet exemple, ce mémoire sera donc davantage inscrit dans le champ de l'histoire des idées politiques que dans celui de la philosophie politique. Il n'en demeure pas moins que nous tâcherons d'éviter certains écueils propres à la démarche contextualiste. Skinner écrivait par exemple :

De mon côté, je cherche à mettre moins exclusivement en valeur les principaux théoriciens que la matrice sociale et intellectuelle générale dont sont issus leurs travaux. Je commence par évoquer ce qui m'apparaît comme les éléments les plus caractéristiques des sociétés dans et pour lesquelles ils ont écrit; il me semble en effet que c'est la vie politique elle-même qui forme les grands problèmes dont traitera le théoricien. (Skinner, 2009. p. 9)

Même si nous souscrivons en bonne partie à ce procédé, nous y voyons le danger de noyer l'objet central de notre étude – Roger Scruton – dans son contexte historique et soit de l'oublier complètement, soit de le traiter comme s'il était dénué d'agentivité et totalement façonné par son environnement. Pour cette raison, le contextualisme tel que nous l'entendons consiste moins à répéter fidèlement la méthode de Skinner ou de Pocock qu'à nous en inspirer pour trouver un équilibre entre la mise des textes dans leur contexte historique et l'étude des textes en eux-mêmes. Il s'agit donc d'essayer d'ancrer la pensée politique dans un contexte plus concret pour la voir en action plutôt que de la traiter comme un objet un peu éloigné ou déconnecté. Cela fait d'ailleurs écho à la diversité des registres dans lesquels Scruton s'inscrivait. Certes professeur de philosophie à l'université, il ne s'est jamais senti chez lui dans ce milieu et a tôt fait – avec sa revue et ses chroniques dans *The Times* – de devenir un intellectuel public. Puisque Scruton participait au débat public et prenait régulièrement position sur les enjeux du moment, il serait de toute façon difficile

d'étudier sa pensée politique sans tenir compte du monde à propos duquel il écrivait chaque jour.

0.5. Cadre conceptuel

Notre analyse de la pensée de Scruton nécessite d'emblée la clarification de deux concepts qui traverseront tout le mémoire : le conservatisme et le libéralisme. D'abord, il convient de s'intéresser au conservatisme, sans trop s'étaler pour ne pas empiéter sur les prochains chapitres. Une première définition facile et générique du conservatisme peut le présenter comme une disposition générale de défense des habitudes et de méfiance ou d'opposition face au changement. *Le Petit Robert 2024* définit « conservateur » par : « Qui veut conserver, préserver ce qui existe ». Cette définition est beaucoup trop générale, si bien qu'elle est applicable pour à peu près tous les cas de figure. Ainsi, dans l'Union soviétique des années 1980, n'était-il pas rare de qualifier de conservateur un communiste fermement opposé aux réformateurs menés par Gorbatchev. Deuxièmement, à l'opposé de la définition générique subsiste une définition historique précise qui voit dans le conservatisme la résistance aristocratique, monarchique, paysanne et cléricale à l'avènement de la modernité, du libéralisme et de la démocratie. C'est la définition retenue notamment par Philippe Bénéton (1988) et Daniel Ziblatt (2017) et qui fait dire au premier que le conservatisme a été à peu près balayé et défait par la démocratie libérale. Cette définition n'explique cependant pas la persistance de partis conservateurs en Occident ou de penseurs se réclamant toujours du conservatisme : elle a le défaut de figer le conservatisme dans l'histoire.

À mi-chemin entre les deux précédentes options, nous nous référerons à une définition faite par Roger Scruton (2007), qui présente le conservatisme en trois grands points. Premièrement, le conservatisme considère la société comme un aboutissement à la fois imposant et fragile plutôt qu'un point de départ prometteur. Les individus sont façonnés et influencés par des traditions, coutumes et pratiques qu'il s'agit soit de maintenir, soit de restaurer. Deuxièmement, les conservateurs considèrent que le pouvoir est dispersé entre le pouvoir étatique et une multitude d'institutions au sein de la société civile. Pour le conservatisme,

the role of government will be in part to protect them from arbitrary encroachment and erosion, and to provide the legal framework within which they might develop in answer to the needs and expectations of their members.
(Scruton, 2007, p. 132)

Troisièmement, le conservatisme prône un exercice prudent du pouvoir politique et le refus des solutions idéologiques à grand déploiement, par souci de ne pas bouleverser l'ordre social et la propriété privée. Cette définition élaborée en trois points a le mérite de faire le pont entre les deux premières : elle met en scène la disposition conservatrice tout en actualisant la réaction conservatrice à la modernité. Cette compréhension du conservatisme n'est pas propre à Scruton, aussi pouvons-nous l'appuyer sur d'autres références. Par exemple, Robert Devigne considère le conservatisme comme le fait d'entretenir une vision pessimiste de la nature humaine, de valoriser la primauté et l'antériorité de la communauté sur l'individu et de rejeter le rationalisme planificateur comme façon d'exercer le pouvoir politique (Devigne, 1994, p. 1). On peut aussi se tourner vers Michael Oakeshott, qui a fameusement listé certaines caractéristiques de la disposition conservatrice :

To be conservative, then, is to prefer the familiar to the unknown, to prefer the tried to the untried, fact to mystery, the actual to the possible, the limited to the unbounded, the near to the distant, the sufficient to the superabundant, the convenient to the perfect, present laughter to utopian bliss. (Oakeshott, 1991, p. 408)

Toutefois, ce qui permet de détacher Oakeshott de la définition générique du conservatisme et de le rapprocher de Scruton, c'est sa définition de l'application du conservatisme au monde politique. Le conservatisme, dit Oakeshott, qui confère une valeur absolue au libre choix des individus, considère ainsi la propriété privée comme un droit naturel et veut protéger de l'emprise du pouvoir, les activités et les entreprises au sein de la société civile. Pour Oakeshott, l'exercice conservateur du pouvoir ne consiste surtout pas à contrôler les activités des citoyens pour les orienter dans une direction. L'État, dans la conception conservatrice, n'a pas à intervenir pour influencer les décisions prises par les citoyens. Davantage un arbitre qu'un joueur parmi d'autres, il assure le respect des règles de vie en société, communément admises et bâties au fil du temps :

The office of government is merely to rule. (...) The image of the ruler is the umpire whose business is to administer the rules of the game, or the chairman who governs the debate according to known rules but does not himself participate in it. (Oakeshott, 1991, p. 427)

Enfin, pour ce qui est du libéralisme, « à la fois l'expression privilégiée des idées qui définissent la modernité et un courant particulier dans le monde issu de celles-ci » (Raynaud, 1996), nous constatons qu'il a lui aussi été défini d'une multitude de manières. À cet effet, retenons déjà la définition détaillée du libéralisme faite par Roger Scruton (2007) :

- (i) Belief in the supreme value of the individual, his freedom and his rights.
- (ii) Individualism, in its metaphysical variant.
- (iii) Belief that the individual has natural rights, which exist independently of government, and which ought to be protected by and against government.
- (iv) Recognition of the supreme value of freedom, usually glossed as the ability to secure that to which one has a right, together with the view that government must be so limited as to grant freedom to every citizen. (...)
- (v) An anthropocentric, rather than theological, view of human affairs, regarding human potential and achievement as the principal locus of value.
- (vi) Universalism : i.e. a belief that rights and duties are universal, and stem from a human condition that transcends place and time. (...)
- (vii) Advocacy of toleration in matters of morality and religion. (Scruton, 2007, p. 394-395)

Le libéralisme apparaît dans cette définition à la fois comme une anthropologie particulière – une vision individualiste des origines de la société et du fonctionnement des rapports humains – et un programme politique. Dans tous les cas, Scruton fait ressortir la place centrale et primordiale accordée à l'individu, jugé naturellement et universellement libre. Un autre Britannique, Edmund Fawcett (longtemps journaliste et correspondant pour *The Economist*), qui a longuement étudié l'histoire du libéralisme, a pour sa part proposé une définition de ce courant politique en quatre grands points essentiels (Fawcett, 2018, p. 7-12). Premièrement, le libéralisme conçoit la société comme le fait d'individus en concurrence (que ce soit pour des intérêts ou des croyances) et cette compétition comme étant génératrice de bienfaits. Deuxièmement, le libéralisme se méfie du pouvoir et de l'autorité et il cherche à en limiter l'exercice arbitraire autant que possible. Troisièmement, il est fondamentalement optimiste quant à l'amélioration de la condition humaine et il croit au progrès – que ce soit par l'éducation, l'enrichissement, l'innovation, etc. – vers toujours plus de liberté, de connaissance, de confort et de bonheur. Enfin, le libéralisme insiste sur l'obligation pour l'État et pour chacun de faire preuve de tolérance :

Civic respect promised people reliable protection from oppressive or unwanted power. It was a public, not personal, requirement addressed to state and society, hence the “civic.” It called impersonally for restraint from the powers of those “cold monsters”: state, wealth and society (Fawcett, 2018, p. 11).

À côté de ces deux listes de caractéristiques dressées par Scruton et Fawcett, nous trouvons également la formule utilisée par Catherine Audard pour synthétiser la « thèse centrale du libéralisme » :

Il n'existe pas de subordination naturelle des êtres humains et chaque individu est souverain et libre de décider pour lui-même face à toutes les autorités, morales ou religieuses, les pouvoirs, politiques ou autres, tous les despotismes, qui voudraient le soumettre. (...) La thèse ontologique qui est au cœur du libéralisme et le structure est donc celle d'une compréhension de l'humanité en chacun de nous comme étant, en partie du moins, indépendante du social et capable de lui résister et de le transformer grâce à sa conscience et à sa raison. (Audard, 2009, p. 29-30)

Ces trois définitions présentent le libéralisme comme une famille politique se réclamant d'abord et avant tout de l'individu, de sa liberté naturelle et de l'égalité de chacun devant la loi. Les libéraux s'entendent en général sur ces principes et sur la responsabilité inhérente à l'État de protéger et renforcer les droits et libertés de l'individu, ce qui implique aussi de limiter l'action de l'État par la séparation des pouvoirs et l'importance du règne de la loi, pour éviter l'arbitraire du pouvoir. Les moyens pour faire respecter cette vision du monde ont cependant pu diverger au fil du temps. On distingue maintenant le libéralisme classique, partisan de l'économie de marché et du maintien de l'État dans ses limites régaliennes, du libéralisme social, qui accepte l'État-providence (au nom de l'égalité des chances) et un certain degré d'intervention de l'État dans les affaires économiques (Audard, 2009, p. 255-335)⁷. Tous les deux professent le même attachement à l'égale valeur de chaque individu libre par nature et le même refus des déterminismes sociaux et politiques dans la vie des individus. La différence entre ces libéralismes tient dans leur rapport différent à cet attachement et à ce refus : le libéralisme classique en fait un postulat de départ et oblige l'État à

⁷ Audard classe par exemple dans le libéralisme classique John Locke, Montesquieu, David Hume, Adam Smith, François Guizot ou Alexis de Tocqueville, alors qu'elle range dans le « nouveau libéralisme » ou le libéralisme social des penseurs tels que John Stuart Mill, John Dewey, Benedetto Croce, John Maynard Keynes ou Ronald Dworkin. Elle montre aussi que John Rawls et Anthony Giddens, s'ils ont leur lot de critiques à l'égard du libéralisme social tel que défendu avant eux, n'en partagent pas moins l'idéal d'égalitarisme et l'acceptation de l'intervention de l'État (Audard, 2009).

empêcher qui que ce soit d'interférer dans le domaine des autres, alors que le libéralisme social les considère comme un idéal à atteindre grâce à l'action positive de l'État, qui doit aider certains à améliorer leur situation pour leur donner les moyens d'agir librement au même titre que les autres. (Audard, 2009; Fawcett, 2018; Manent, 2001; Raynaud, 1996; Scruton, 2007). En soutien à cette deuxième version du libéralisme, le politologue canadien Crawford Macpherson écrivait par exemple que le libéralisme – entendu comme « la possibilité pour les individus de s'accomplir pleinement » (Macpherson, 1985, p. 2) – s'est d'abord incarné historiquement dans un contexte capitaliste de propriété privée et qu'il pouvait alors être compris comme le règne du plus fort grâce à la loi du marché et de la libre concurrence. Il précise cependant que le lien entre le libéralisme et l'économie de marché n'est pas automatique et qu'à ses yeux, la survie même de la démocratie libérale implique de dépasser l'économie de marché pour plutôt viser « l'égalité de tous dans l'épanouissement de leurs talents » (Macpherson, 1985, p. 1). Dans tous les cas, retenons que cette diversité du libéralisme a pu mener à un flou sémantique entretenu par le fait qu'en Europe continentale, le concept de libéralisme a surtout continué à être attaché en réalité au libéralisme classique, tandis qu'aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays anglophones, il désigne la plupart du temps les tenants du libéralisme social (Audard, 2009, p. 14-15; Fawcett, 2018, p. 18; Scruton, 2018a, p. 139-140). Nous tenterons de dépasser cette confusion en parlant nommément du « libéralisme classique » ou du « libéralisme social » pour bien départager ces deux tendances, alors que l'évocation du libéralisme tout court renverra à ce que ces courants ont en commun, à savoir la primauté de l'individu comme source du droit et de l'ordre social.

Sans quitter le sujet du libéralisme, nous devons préciser l'utilisation qui sera faite du concept de néo-libéralisme. Cette notion a souvent été utilisée à toutes les sauces, rarement pour s'en réclamer, souvent pour la critiquer ou lui faire porter la responsabilité de la plupart des maux sociaux, politiques et économiques des dernières décennies. Notons le travail monumental effectué par Serge Audier (2012) pour retracer toute l'archéologie intellectuelle de ce courant, notamment pour recenser les diverses définitions critiques qui en ont été faites, que ce soit comme tentative d'imposer par la force la domination des entreprises et la destruction des acquis sociaux, comme transformation complète des rapports sociaux selon les principes du marché ou finalement comme offensive individualiste dans les sphères tant économique que culturelle et morale. (Audier, 2012, p. 16-53) Nous nous attacherons cependant à d'autres interprétations qui présentent le néo-

libéralisme sur une base chronologique : ce serait le fait d'une nouvelle vague d'économistes et de philosophes opposés à la montée du libéralisme social dans les années 1930 et 1940 et décidés à en revenir au libéralisme classique, qui était davantage attaché au marché libre et à la réduction de la taille de l'État (Audard, 2009; Raynaud, 1996; Scruton, 2007 et 2018a). Notons toutefois que le néo-libéralisme n'est pas un bloc monolithique et qu'on a pu recenser plusieurs chapelles, les deux plus étudiées étant l'école autrichienne et l'école de Chicago. Si les deux écoles militent pour des objectifs similaires, elles se distinguent par des grilles d'analyse différentes : l'école de Chicago met de l'avant un modèle scientifique prédictif faisant répondre les individus à des stimuli dans une relation de cause à effet, tandis que l'école autrichienne, un peu plus philosophique, repose plutôt sur un individualisme méthodologique et l'impossibilité pratique pour une autorité centralisée de prédire les actions et les besoins individuels (Audard, 2009; Audier, 2012; Harris, 1997).

0.6. Présentation des chapitres

Notre mémoire sera divisé en cinq chapitres. À des fins contextualistes et historiques, les trois premiers chapitres permettront de tracer le portrait du monde intellectuel, social et politique dans lequel Scruton est apparu. Dans le chapitre I, nous nous intéresserons à l'évolution du conservatisme britannique depuis la Révolution française jusqu'à la période d'après-guerre appelée les Trente Glorieuses. Nous verrons que le 19^e siècle en particulier a été marqué par l'industrialisation et la montée des revendications libérales et démocratiques et que le Parti conservateur s'y est peu à peu adapté, non sans tensions internes ainsi que nous le verrons en nous penchant sur l'aile réformiste incarnée par Disraeli et l'aile traditionaliste incarnée par Salisbury. Nous avancerons l'idée que l'aile réformiste s'est imposée au début du 20^e siècle et qu'en conséquence, le Parti conservateur a réussi à s'installer confortablement au pouvoir comme « parti naturel de gouvernement ». À la suite de ce premier chapitre servant à présenter le contexte plus général et à long terme, le chapitre II s'intéressera au contexte immédiat et particulier de l'émergence de Scruton dans le monde intellectuel et politique. Nous tenterons de démontrer qu'une résistance intellectuelle traditionaliste et néo-libérale s'est organisée contre la modération jugée excessive du Parti conservateur et que c'est Margaret Thatcher qui tentera de porter les revendications de ces deux courants dans l'arène politique. Au chapitre III, qui sert de pont avec les chapitres IV et V, nous ferons entrer Scruton dans ce portrait en nous penchant sur sa vie

professionnelle et intellectuelle, à cheval entre le monde universitaire et le monde politique. Peu à l'aise dans l'univers partisan et militant du Parti conservateur, rejeté par ses collègues universitaires en raison de la nature de ses thèses, Roger Scruton s'est totalement engagé dans une lutte intellectuelle musclée. Ce chapitre nous permettra de voir que tant dans la *Salisbury Review* qu'à travers l'organisation d'universités clandestines en Europe de l'Est, le principal adversaire de Scruton n'était pas tant le libéralisme partisan du marché libre, mais bien ce qu'il appelait la gauche et ses multiples incarnations, qu'elles soient socialistes ou libérales sociales.

À la lumière du contexte général (chapitre I) et immédiat (chapitres II et III), les chapitres IV et V seront l'occasion d'étudier plus directement la pensée politique de Scruton. Au chapitre IV, nous verrons la nature clairement conservatrice des thèses du philosophe anglais et ses influences traditionalistes. Il apparaîtra alors que Scruton rejette l'interprétation libérale des origines individualistes de l'ordre politique. Nous détaillerons la lecture « scrutonienne » de la naissance des libertés individuelles et de l'autorité détenue par les traditions. Nous verrons enfin comment Scruton se différencie des libéraux en faisant de la nation l'ultime moyen d'agencer, au sein de l'ordre politique moderne, l'antériorité des traditions et l'existence des libertés individuelles accordées à des citoyens égaux devant la loi. Finalement, le chapitre V viendra réconcilier en partie Scruton et le libéralisme en montrant comment le philosophe est effectivement proche, sur plusieurs aspects, de penseurs libéraux clés. Nous tâcherons de montrer que Scruton adhère essentiellement aux thèses de l'école autrichienne d'économie, qu'il effectue une séparation du sacré et du spirituel qui a plus à voir avec le libéralisme qu'avec le traditionalisme et qu'il fait front commun avec les néo-libéraux et les libéraux classiques pour s'opposer au rationalisme politique et aux mouvements révolutionnaires.

CHAPITRE I : L'ÉVOLUTION DU PARTI CONSERVATEUR BRITANNIQUE

*Our political geography has to be reconstructed.
The old frontiers separate those who in opinion
are not divided, and classify under one name men
who have now no principle in common.*⁸
- Robert Gascoyne-Cecile, 3^e Marquis de Salisbury

Dans son ouvrage posthume *Introduction à la philosophie politique – Démocratie et Révolution*, qui reprend un cours qu'il donnait à l'École Nationale d'Administration en 1952, Raymond Aron présente la démocratie libérale⁹ et la révolution comme les deux facettes politiques de la modernité, deux façons d'appréhender politiquement le monde qui sont liées par un même « lien originel ». L'une comme l'autre :

sont également hostiles aux régimes politiques les plus courants qui sont les régimes fondés sur la tradition, les régimes qui peuvent se recommander soit du passé, soit de Dieu dans une version un peu supérieure, soit simplement de l'habitude dans une version un peu inférieure. (Aron, 1997, p. 202).

Si, en 1952, la démocratie libérale et la révolution marxiste sont les deux colosses qui s'affrontent, c'est qu'elles ont préalablement pu renverser l'ordre traditionnel auquel elles s'opposaient. La démocratie libérale s'est peu à peu imposée d'une manière ou d'une autre dans toujours plus d'États européens, au point de faire figure, à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, de « nouveau credo » (Berthezène, 2011). La pensée révolutionnaire (sous sa forme marxiste et socialiste) s'est ensuite fait une place un peu partout, soit au pouvoir, soit dans l'opposition, mais toujours en contradiction avec la démocratie libérale désormais en position de force. L'opposition, au sein de

⁸Salisbury, Robert Arthur Talbot Gascoyne-Cecil, 3^e marquis de. « The programme of the Radicals (Q.R., no. 270, October 1873 », *Lord Salisbury on Politics – A selection from his articles in the Quarterly Review, 1860-1883*, Cambridge University Press, Cambridge, 1972, p. 307.

⁹Aron parle tout simplement de « démocratie », mais nous faisons le choix de plutôt mentionner la démocratie libérale, par souci de distinction avec d'autres définitions ou versions de la démocratie. Nous ne croyons pas travestir la pensée d'Aron en apportant ce changement.

la modernité politique, entre le libéralisme et le marxisme succède donc chronologiquement à l'opposition entre la réaction aristocratique et la modernité d'abord incarnée par le libéralisme. La victoire de ce dernier força peu à peu les tenants de la tradition aristocratique à s'adapter réalistement au nouvel ordre des choses.

Ce détour par la grille d'analyse de Raymond Aron permet de poser les bases d'une compréhension de l'évolution historique de la joute politique moderne, en particulier de l'évolution du conservatisme. Alors que les monarchistes français firent longtemps bloc contre la Révolution et la République et que les conservateurs allemands, durant les années 1930, furent bien prompts à accepter l'offre nationale-socialiste de mettre à mort la démocratie libérale à peine naissante dans ce pays (Ziblatt, 2017), c'est au Royaume-Uni que le conservatisme s'est montré le plus perméable à la modernité. L'oscillation idéologique serait en effet inhérente au conservatisme britannique. Il est pris historiquement entre, d'un côté, sa défense de la noblesse, de l'Église d'Angleterre et du protectionnisme et de l'autre, l'acceptation de la forme de plus en plus libérale que prennent les institutions et les mentalités au Royaume-Uni au 19^e siècle. On peut dire que cette tension était présente dès l'époque du député *whig* Edmund Burke (1729-1797). Fervent défenseur de la monarchie constitutionnelle et de la tradition, opposé à la Révolution française¹⁰, Burke était aussi un défenseur du marché libre et des libertés publiques et ne se voulait guère un partisan de l'Ancien Régime français (Beneton, 1988, p. 26). Cette tension devint le fil conducteur des conservateurs britanniques, qui durent choisir entre se battre pour préserver ou restaurer l'ordre ancien ou bien accepter la modernité en y agissant comme gardiens d'un minimum de verticalité traditionnelle. (Ziblatt, 2017, p. 33)

1.1. Entre réformes prudentes et craintes de la modernité (19^e siècle)

La tension évoquée précédemment était d'ailleurs présente dès que le conservatisme s'est constitué en parti politique. Le Parti *tory*, sous l'égide du duc de Wellington, s'était opposé au *Reform Act 1832* voté par le gouvernement *whig* du comte Grey, qui faisait passer de 400 000 à 650 000 le nombre d'électeurs et réduisait le nombre de circonscriptions rurales au profit des zones urbaines. Mais le successeur de Wellington, Robert Peel, finira par plier: « The pressures were too strong,

¹⁰ Voir l'ouvrage classique et fondateur : Burke, Edmund. *Réflexions sur la révolution en France*. Paris : Les Belles Lettres, collection Le goût des idées – Hors-série, 2016, 802 p.

especially when elements of the urban middle and working classes combined in the 'politics of popular radicalism' to mount a common assault on the positions held by the old privileged classes of aristocracy, gentry, and clergy » (Smith, 1967, p. 5). Dans son *Tamworth Manifesto* du 18 décembre 1834, texte fondateur considéré comme l'acte de passage du Parti *tory* au Parti conservateur, Peel déclare accepter pour de bon le *Reform Act* et s'engager désormais dans une action politique tournée non plus vers la résistance coûte que coûte à la moindre réforme socio-politique, mais vers la prudente évaluation des demandes sociales au cas par cas dans un esprit de continuité.¹¹ Premier ministre de 1841 à 1846, Robert Peel poursuivit son ouverture au libéralisme en abaissant divers tarifs douaniers, puis en se prononçant, avec l'opposition *whig* et contre la majorité de son propre parti, en faveur de l'abolition des *Corn Laws*¹² (Charmley, 2008; Evans, 2006). Cette décision, en 1846, mènera à l'éviction de Peel et de ses partisans du Parti conservateur, ce groupe libre-échangiste allant s'allier avec les *whigs* et les radicaux pour finalement fonder le Parti libéral en 1859. Le reste du Parti conservateur avait maintenant réussi à s'unir autour de la défense du protectionnisme impérial, mais il se divisa cependant pour le restant du 19^e siècle entre un courant traditionaliste et aristocratique et un autre plus interventionniste et réformiste.

Ce dernier courant était surtout représenté par Benjamin Disraeli – Chancelier de l'Échiquier sous les trois gouvernements du comte de Derby, ensuite premier ministre du Royaume-Uni en 1868 et de 1874 à 1880 et nommé 1^{er} comte de Beaconsfield en 1876 – puis par Lord Randolph Churchill et Joseph Chamberlain (Berthezène, 2011, p. 25; Charmley, 2008, p. 68-85). Ce courant est alors en phase avec une bonne partie de la pensée conservatrice européenne à la même époque, qui craint que l'industrialisation, le progrès technologique et l'urbanisation ne fassent « progressivement disparaître les valeurs supérieures incarnées dans la société chrétienne féodale » (Nisbet, 2012, p. 43). Disraeli, d'abord, déplore les effets néfastes du « laisser-faire » économique et la montée des

¹¹ « If, by adopting the spirit of the Reform Bill, it be meant that we are to live in a perpetual vortex of agitation; that public men can only support themselves in public estimation by adopting every popular impression of the day, — by promising the instant redress of anything which anybody may call an abuse, by abandoning altogether that great aid of government more powerful than either law or reason, the respect for ancient rights, and the deference to prescriptive authority; if this be the spirit of the Reform Bill, I will not undertake to adopt it. But if the spirit of the Reform Bill implies merely a careful review of institutions, civil and ecclesiastical, undertaken in a friendly temper combining, with the firm maintenance of established rights, the correction of proved abuses and the redress of real grievances, — in that case, I can for myself and colleagues undertake to act in such a spirit and with such intentions. » (Peel, R., 2002)

¹² Lois protectionnistes favorisées par l'aristocratie rurale qui visaient à restreindre, voire à éliminer, l'importation de céréales (en particulier le blé) au Royaume-Uni afin de soutenir les producteurs locaux.

inégalités sociales résultant de la destruction des anciennes solidarités et fidélités traditionnelles. Il craint que cette division ne vienne briser le pays en deux :

Two nations; between whom there is no intercourse and no sympathy; who are as ignorant of each other's habits, thoughts and feelings, as if they were dwellers in different zones, or inhabitants of different planets; who are formed by different breeding, are fed by a different food, are ordered by different manners, and are not governed by the same laws... The Rich and the Poor. (Bradford, p. 136)

Cette crainte de la division de la nation en deux sera caractéristique de la pensée de Disraeli, au point que l'on qualifiera rétrospectivement sa pensée de conservatisme « One Nation ». Disraeli s'inquiétait d'une potentielle « tyrannie irresponsable du capitalisme industriel » (Beneton, p. 70) et de ce que la libéralisation du Royaume-Uni soit synonyme du sacrifice du pays sur « l'autel de Mammon » (*Ibid*). Il considère que les élites nobiliaires et bourgeoises, dans la société moderne, doivent reprendre le principe traditionnel de « noblesse oblige » et ainsi se servir des moyens de l'État moderne pour traiter la classe ouvrière avec déférence (Leonard, 2013, p. 47-48). Dans cette recherche d'équilibre, Disraeli (sous le gouvernement Derby) ira même jusqu'à faire voter un *Second Reform Act* élargissant les critères du droit de vote, non sans préciser, pour rassurer l'aristocratie, qu'il s'agissait d'accorder des « privilèges populaires » plutôt que des « droits démocratiques » (Smith, p. 91). Dans un fameux discours prononcé en juin 1872, Disraeli déclare même qu'à côté de la défense des institutions du pays et de l'empire colonial, « the elevation of the condition of the people » serait le troisième grand pilier du programme conservateur, essentiellement par l'amélioration des conditions de travail ou de la salubrité des logements. (Disraeli, 1991, p. 75-77) Il faut cependant préciser qu'il se dégage d'un bon nombre de travaux (Bradford, 1983; Charmley, 2008; Hoppen, 2000; Leonard, 2013; Seawright, 2005; Smith, 1967; Willis, 1989) que l'étiquette réformiste accolée au gouvernement Disraeli est somme toute exagérée et que ses résultats étaient nettement en dessous de ce que laissaient croire les discours du premier ministre (Smith, p. 199). Il n'en demeure pas moins que le passage de Disraeli au pouvoir débouchera sur l'entrée en vigueur de réformes sociales notables, au nombre desquelles il faut compter la décriminalisation du piquetage syndical, l'autorisation pour les syndicats de poursuivre un employeur ne respectant pas ses contrats de travail, la construction de logements salubres par les autorités municipales et la réglementation du travail des enfants (Churchill, 1963; Smith, 1967).

Dans le sillage de Disraeli (décédé en 1881), les principales figures réformistes conservatrices de la fin du 19^e siècle étaient Joseph Chamberlain (père de Neville Chamberlain, premier ministre de 1937 à 1940) et Lord Randolph Churchill (père de Winston Churchill, au pouvoir de 1940 à 1945 et de 1951 à 1955). Se réclamant d'une « Tory Democracy », ils entretenaient une rivalité importante avec le marquis de Salisbury et les aristocrates traditionalistes, qu'ils appelaient « the Old Gang » (Manchester, 2013, p. 143). Ces réformistes (Chamberlain était même issu de l'aile unioniste¹³ du Parti libéral) étaient convaincus de la possibilité pour le Parti conservateur de séduire le nouvel et grandissant électorat ouvrier. C'est en ce sens que John Eldon Gort, l'une des figures de l'aile réformiste du parti, déclara: « Le principe de la démocratie *tory* est que tout gouvernement n'existe que pour le bien des gouvernés (...). C'est démocratique parce que le bien-être du peuple est la fin suprême; c'est *tory* en ce que les institutions du pays sont les moyens pour parvenir à cette fin » (Berthezène, p. 126). Le nouvel électorat ouvrier était déjà ciblé par le Parti libéral, dont le programme reposait sur l'extension du suffrage, l'éducation populaire, le libre-échange et la défense des droits des catholiques et des protestants non-conformistes¹⁴. Les conservateurs réformistes croyaient cependant qu'en jouant auprès des ouvriers la carte des conditions difficiles de la vie urbaine et du travail en usines, ils pouvaient tirer le tapis sous les pieds des libéraux, grands défenseurs de l'industrialisation et du développement urbain. Randolph Churchill, dans un discours public à Birmingham en 1884, déclara qu'il savait bien que les ouvriers considéraient n'avoir rien en commun avec les nobles, mais que les deux groupes n'en étaient pas moins des alliés objectifs :

but my feeling is that this earl or that marquis is much more in sympathy with the working man than the greedy nonconformist butcher or baker or candlestick maker. I want you to seize my point because it explains what I have always meant when I speak of myself as a Tory-democrat. The best class and the lowest class in England come together naturally. They like and esteem each other. They are not greasy hypocrites talking of morality and frequenting the Sunday school while sanding the sugar. (Manchester, p. 144).

¹³ L'unionisme renvoyait à la défense de l'unité politique du Royaume-Uni face aux demandes autonomistes irlandaises. La volonté du gouvernement libéral de William Gladstone d'accorder plus d'autonomie politique à l'Irlande, le *Home Rule*, provoqua une scission du Parti libéral et le départ de son aile unioniste, menée par Chamberlain, vers le Parti conservateur.

¹⁴ Le non-conformisme étant une appellation générique référant aux protestants n'appartenant pas à l'Église d'Angleterre.

Les conservateurs réformistes, en s'adressant ainsi aux ouvriers et en acceptant le virage démocratique, ne trahissaient pas pour autant leur conservatisme ou leur attachement à la tradition. La pensée conservatrice, qu'elle soit traditionaliste ou réformiste, entre en contradiction avec l'espoir de voir advenir le Paradis sur Terre. Comme les traditionalistes, les conservateurs réformistes sont foncièrement pessimistes quant à la nature humaine, qui doit être assouplie par la foi religieuse, des institutions aristocratiques, des traditions ou les vertus classiques (Bradford, 2011, p. 82-83). Cela dit, à l'inverse des traditionalistes, ils constatent que le libéralisme politique et la démocratie parlementaire, aussi imparfaits soient-ils, ne peuvent pas être confondus avec la pensée radicale et révolutionnaire.

En effet, la démocratie libérale repose sur la nécessité de faire cohabiter des forces politiques contradictoires, mais convaincues de leur relative complémentarité. En organisant et en protégeant la « concurrence pacifique en vue de l'exercice du pouvoir » (Aron, 1997, p. 36), la démocratie libérale renonce en partie à imposer à la collectivité un projet positif conçu d'en haut et qui correspondrait à une loi de la nature ou une loi de l'histoire. Si ce relativisme contredit les certitudes de la société traditionnelle, il n'en demeure pas moins qu'en conséquence, la démocratie libérale peut servir au gouvernement du moment pour tout ce qu'il décide d'en faire, excluant l'élimination définitive des options concurrentes. Au 19^e siècle également, l'historien et homme politique français François Guizot écrivait, à propos de la démocratie, que « le pouvoir légitime n'y est point une donnée fixe et connue; c'est au contraire l'inconnue variable qu'on cherche et qu'aucune solution rigoureuse ne peut jamais livrer absolument. » (Guizot, 1985, p. 372). Plus près de nous, c'est encore ce que décrivait Claude Lefort lorsqu'il parlait de la démocratie comme « lieu vide du pouvoir » (Lefort, 1994). Les conservateurs réformistes du 19^e siècle, en acceptant la montée progressive du pouvoir des masses et la réduction concordante du pouvoir de la noblesse, voyaient la démocratie libérale non plus comme une hérésie moderne, mais comme l'antichambre entre la tradition et la révolution. Investir les institutions démocratiques et en accepter les principes et les obligations deviennent à leurs yeux les seuls moyens réalistes d'amoindrir le phénomène d'égalisation des conditions et d'atomisation sociale dont parlait Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* (1835 et 1840).

Les conservateurs traditionalistes, pour leur part, entendaient résister à l'évolution moderniste et démocratique autant que faire se pouvait. Leur figure emblématique sera Robert Gascoyne-Cecil,

3^e marquis de Salisbury, qui succédera à Disraeli à titre de chef du Parti conservateur et qui sera premier ministre du Royaume-Uni de 1885 à janvier 1886, de juillet 1886 à 1892 et de 1895 à 1902. Surtout intéressé par la politique internationale¹⁵ (il se réservera d'ailleurs le poste de secrétaire d'État aux Affaires étrangères), Salisbury entretenait l'image d'un homme d'État détaché des affaires courantes, levant le nez sur la plupart des questions d'intendance. C'était un représentant de l'aristocratie et de la noblesse traditionnelle, qui s'opposait farouchement à l'extension du suffrage et au principe démocratique. Avec Salisbury, les traditionalistes voyaient dans la politique au sens moderne une atteinte grave à leur vision « enchantée » de la société (Aughley, 2005), centrée sur une liberté aristocratique bardée d'honneur et d'indépendance. La modernité, qui vient autonomiser l'Homme face à la nature ou à Dieu, et la démocratie, qui renverse la hiérarchie aristocratique et promet l'égalité de chacun, apparaissent aux traditionalistes comme une attaque frontale de leurs privilèges. Salisbury conçoit en quelque sorte l'État ou la société comme une entreprise publique, les détenteurs d'une propriété privée ayant dans la société entière la même fonction que les détenteurs d'actions au sein d'une entreprise cotée en bourse. Le droit d'un citoyen de participer à la prise de décision collective dépend en quelque sorte de l'ampleur de ce qu'il possède : plus un citoyen possède des actifs, plus il joue un rôle primordial dans le fonctionnement quotidien et général de l'ordre social et doit donc avoir un poids politique correspondant. Parce qu'elle possède un énorme capital financier, matériel et culturel transmis à travers les âges, la noblesse devrait détenir un pouvoir politique prépondérant. Accorder le droit de vote à la classe ouvrière reviendrait selon Salisbury à laisser à une majorité de non-possédants le droit de regard sur la conduite des affaires, le niveau d'imposition et la distribution de la propriété :

The bestowal upon any class of a voting power disproportionate to their stake in the country, must infallibly give that class a power *pro tanto* of using taxation as an instrument of plunder, and expenditure and legislation as a fountain of gain. (Salisbury, 1864, p. 270)¹⁶

¹⁵ C'est d'ailleurs à lui que le Royaume-Uni doit le succès de sa politique étrangère en Méditerranée lors des négociations du congrès de Berlin en 1878, alors que Salisbury était secrétaire aux Affaires étrangères sous Disraeli.

¹⁶ Plus de cent ans plus tard, sans pour autant s'opposer au suffrage universel, l'économiste Friedrich Hayek verra lui aussi comme un grave défaut de la démocratie représentative le fait de donner à une majorité le droit de déterminer le montant d'impôts que devra payer la minorité plus fortunée : « Lorsque ceux qui approuvent un poste de dépense ne savent pas qu'ils auront à payer en conséquence, lorsque la question débattue est au contraire de trouver sur qui l'on fera retomber la charge, et que la majorité a ainsi l'impression de dépenser de l'argent qui sortira de la poche d'autres gens, il en résulte que la dépense n'est pas mesurée aux ressources disponibles, mais que les ressources devront être trouvées pour couvrir une dépense décidée sans égard à son coût effectif. » (Hayek, 2013a, p. 705-706)

En conséquence, Salisbury et les traditionalistes considéraient qu'il était de leur devoir de s'engager politiquement pour s'opposer aux démocrates et aux révolutionnaires, perçus comme une menace. À contrecœur, au détriment de la quiétude rurale et des loisirs de la liberté aristocratique, Salisbury plaide pour une mobilisation politique de la noblesse :

Social stability is ensured, not by cessation of the demand for change – for the needy and the restless will never cease to cry for it – but by the fact that change in its progress must at last hurt some class of men who are strong enough to arrest it. (Salisbury, 1869, p. 551)

À l'inverse des conservateurs réformistes, les traditionalistes de la fin du 19^e siècle ne voient toujours pas de différence substantielle entre les démocrates libéraux et les révolutionnaires. Salisbury considère ces deux groupes comme des philosophies parallèles engagées sur la même pente du déclin, ne s'entendant simplement pas pour chuter au même rythme. Il mise sur l'inévitable désenchantement de l'aile *whig* ou modérée du Parti libéral face aux pressions toujours plus fortes de l'aile radicale, qu'il accuse de menacer l'ordre social et d'agiter volontairement la classe ouvrière pour mieux l'embrigader :

Of course, I have no doubt they will tell you that their mission is to hear of grievances and to obtain their redress. Yes: but a party whose mission it is to live entirely upon the discovery of grievances are apt to manufacture the element upon which they subsist. (Salisbury, 1885, p. 32).

À l'ère où les théories d'Hippolyte Taine et de Gustave Le Bon sur la psychologie des foules circulent dans les cercles conservateurs, les traditionalistes ne manquent pas une occasion pour accuser les libéraux de jouer avec le feu en « excitant les passions » des masses. Salisbury se fait le défenseur du parlementarisme britannique classique, conçu à l'origine comme un système d'arbitrage impartial composé de nobles, mais désormais transformé selon lui en relais institutionnel des passions et des revendications démagogiques du moment. Dès 1860, dans la *Quarterly Review*, Salisbury écrivait:

The struggle between the English constitution on the one hand and the democratic forces that are laboring to subvert it on the other, is in reality, when reduced to its simplest elements and stated in its most prosaic form, a struggle between those who have, to keep what they have got, and those who have not, to get it (Salisbury, 1972, p. 125).

Mais Salisbury comprend néanmoins que sa cause est perdue. Par la force des choses, il sera obligé de composer avec l'aile réformiste de son parti. Il doit céder à cette dernière l'adoption de quelques mesures sociales, notamment la gratuité de l'école primaire en 1891 (Searle, 2005) ou l'obligation pour l'État de couvrir une partie des frais médicaux des ouvriers à la suite d'accidents de travail en 1897 (*Ibid.*), mais il vote aussi en retour des mesures favorisant la noblesse, notamment en réduisant de moitié les taxes foncières des propriétaires terriens en 1896 (Berthezène, 2011). Si les réformes sont peu nombreuses, il n'en demeure pas moins que l'aile traditionaliste se rend compte qu'elle sera perpétuellement condamnée à mettre de l'eau dans son vin. Il en résulte une vision pessimiste du monde, faite de combats d'arrière-garde et de prévisions quasi apocalyptiques de la part de Salisbury : « Whatever happens will be for the worse, and therefore it is in our interest that as little should happen as possible » (Searle, 2005, p. 203). L'ironie étant qu'en cette fin de 19^e siècle, alors que la démocratisation de la vie politique britannique ne cesse de s'approfondir, Salisbury obtient des majorités écrasantes aux élections générales de 1895 et de 1900.

1.2. Un parti interclassiste et consensuel (1900-1975)

Que ce soit avec une prudente acceptation ou à son corps défendant, le Parti conservateur britannique a passé le 19^e siècle à s'adapter à la libéralisation, la démocratisation, l'industrialisation et l'urbanisation du Royaume-Uni (Smith, 1967, p. 5). Parce qu'il a modéré son discours et a tranché pour de bon en faveur de la démocratie libérale, le Parti conservateur en est venu à appuyer certaines mesures interventionnistes, lui conférant des appuis solides dans toutes les couches de la société et faisant de lui un « parti naturel de gouvernement » (Charmley, 2008, p. 1) La progression électorale des conservateurs chez la bourgeoisie et les classes moyennes à la fin du 19^e siècle finira d'ailleurs par aboutir, au terme de la Première Guerre mondiale, à l'effondrement du Parti libéral. Ce dernier, il faut le rappeler, avait été fondé en 1859 en réunissant le Parti *whig*, les radicaux (plus progressistes et interventionnistes) et d'anciens députés conservateurs partisans du libre-échange. Mais alors qu'au début du 19^e siècle c'est le Parti conservateur qui était en difficulté et peinait à

trouver une réponse cohérente au libéralisme triomphant, un renversement total de situation au courant de ce siècle voit les rôles s'inverser et fait dire à Catherine Audard « [qu'à] partir de 1880, il est clair que le Parti libéral anglais n'est plus adapté à la société moderne » (Audard, 2009, p. 256). C'est que les libéraux ont du mal à maintenir leur cohésion. Durant les années 1880, en réaction à la récession qui frappait le Royaume-Uni, le Parti libéral entama un virage interventionniste, devenant de plus en plus favorable à des hausses d'impôts à des fins redistributives. D'une part, jugé incomplet par les syndicats (Laybourn, 1995, p. 223), ce virage n'a fait qu'accélérer la progression du Parti travailliste lors de toutes les élections municipales et partielles entre 1910 et 1914 (Laybourn, 1995, p. 226). D'autre part, les classes moyennes urbaines virent dans ce virage la volonté des libéraux d'enrichir la classe ouvrière au détriment du reste de la population (Berthezène, 2011, p. 86) et se tournèrent donc de plus en plus vers les *tories*.

À partir des élections de 1918 et de 1923, la division du Parti libéral fit accéder le Parti travailliste à la deuxième place. Le positionnement du Parti conservateur se trouva profondément transformé. Il s'agit de la concrétisation, sur le plan partisan, d'une importante vague de fond idéologique décrite ainsi par Roger Scruton :

À la fin du XIX^e siècle, le conservatisme a commencé à se définir autrement : il est devenu une riposte aux modèles gargantuesques d'une société « juste » promue par un nouveau genre d'État managérial. Dans une certaine mesure, les conservateurs sont devenus, au cours de cette lutte, les véritables défenseurs de la liberté contre un système qui est au mieux un gouvernement bureaucratique, au pire, comme dans l'Union soviétique, une tyrannie plus meurtrière encore que celle des Jacobins dans la France révolutionnaire (Scruton, 2018, p. 139).

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le Parti conservateur était donc clairement devenu le « parti des propriétaires » (Smith, 1967; Charmley, 2008; Berthezène, 2011; Harris, 2016). La politique économique du parti prit une direction libérale (Smith, 1967, p.324), aussi les programmes électoraux de 1922¹⁷ et de 1924¹⁸ témoignent-ils d'un malaise croissant concernant la

¹⁷ « 1922 Conservative Party General Election Manifesto », *Political News*, <http://www.conservativemanifesto.com/1922/1922-conservative-manifesto.shtml> [En ligne], (Consulté le 27 janvier 2024).

¹⁸ « 1924 Conservative Party General Election Manifesto », *Political News*,

notion habituellement conservatrice du protectionnisme, laquelle ne plaît pas à l'électorat libre-échangiste que les conservateurs récupèrent désormais.

Mais l'évolution du Parti conservateur dépasse de loin le seul domaine économique, traduisant en réalité un changement bien plus large : sa conversion à la démocratie libérale, maintenant considérée comme un fait accompli et incontournable. Après la parenthèse de l'ère Salisbury, le Parti conservateur renouait donc en quelque sorte avec l'attitude de Peel et de Disraeli (Berthezène, 2011, p. 123-125) et acceptait *de facto* la démocratisation grandissante du Royaume-Uni, du moment que le Parti conservateur en ressortait gagnant et y imposait sa marque (Ziblatt, 2017, p.119-120). Toujours est-il qu'en 1918 et en 1928, les conservateurs appuyèrent les réformes électorales instaurant progressivement le suffrage universel masculin et féminin (Ziblatt, 2017, p. 44-46), des décisions qui auraient été impensables 30 ans plus tôt. C'est aussi l'idéal « One Nation » qui inspira Stanley Baldwin (Premier ministre de 1923 à janvier 1924, de novembre 1924 à 1929 et de 1935 à 1937) et son successeur Neville Chamberlain (Premier ministre de 1937 à 1940) dans le déploiement de politiques sociales modérées¹⁹, surtout dans le contexte de la Grande Dépression. Le bref passage des travaillistes au pouvoir (1924 et 1929-1931) déboucha sur la division de ce parti et l'alignement de leur chef Ramsay Macdonald avec le Parti conservateur au sein d'un gouvernement « d'union nationale »²⁰ qui suivait *de facto* les orientations des conservateurs, la force dominante à la Chambre des Communes. En somme, durant les années 1930, le conservatisme britannique s'exprimait politiquement de manière pragmatique, consensuelle et ordonnée. Détenant de solides majorités à la Chambre des Communes, recueillant des appuis importants dans toutes les régions et toutes les couches sociales du Royaume-Uni, le Parti conservateur pouvait se montrer tout à la fois protectionniste et libre-échangiste, interventionniste et libéral, démocratique et aristocratique.

<http://www.conservativemanifesto.com/1924/1924-conservative-manifesto.shtml> [En ligne], (Consulté le 27 janvier 2024).

¹⁹ Voir les programmes électoraux de 1931 et 1935: « 1931 Conservative Party General Election Manifesto », *Political News*, <http://www.conservativemanifesto.com/1931/1931-conservative-manifesto.shtml> [En ligne] (consulté le 27 janvier 2021) et « 1935 Conservative Party General Election Manifesto », *Political News*, <http://www.conservativemanifesto.com/1935/1935-conservative-manifesto.shtml> [En ligne] (consulté le 27 janvier 2021).

²⁰ Macdonald sera le premier ministre de ce gouvernement d'union nationale (mais en fait essentiellement conservateur) de 1931 à 1935, suivi de Stanley Baldwin et Neville Chamberlain.

L'hégémonie du Parti conservateur sur la scène politique britannique durera jusqu'en 1945, année où il fut battu par le Parti travailliste de Clement Attlee. Ce dernier procéda à la nationalisation d'un certain nombre d'industries, à la réduction du pouvoir législatif de la Chambre des Lords, à l'indépendance de l'Inde et à la création d'un système public de santé. Winston Churchill, chef des conservateurs depuis 1940, rompit momentanément avec la posture consensuelle et centriste adoptée par ses prédécesseurs et s'opposa alors aux travaillistes en invoquant la monarchie constitutionnelle, l'empire, le christianisme, la loi et l'ordre, la stricte gestion des finances publiques et l'importance d'une démocratie de propriétaires. Définissant le socialisme comme « the philosophy of failure, the creed of ignorance and the gospel of envy » (Churchill, 2003, p. 446), il y voyait les premiers pas d'un totalitarisme qui masquait son véritable visage :

Confiscatory taxation has been applied to wealth to an extent only practised in Communist countries. All our daily life is increasingly subjected to ten thousand Regulations and Controls (...). In fact, on every side and by every means the machinery for the totalitarian grip upon British society is being built up and perfected. (Churchill, 2003, p. 444)

Ces propos très durs ne sont pas sans préfigurer le discours thatchérien. Aussi le revirement est-il complet lorsqu'à peine arrivés au pouvoir en 1951, loin d'effectuer une contre-révolution, les conservateurs modérèrent leur programme et, à quelques exceptions près, ne touchèrent pas vraiment à l'héritage travailliste (Charmley, 2008, p. 160), une attitude qui se poursuivra sous les gouvernements conservateurs suivants jusqu'à Thatcher et qui résultera d'un consensus politico-économique entre les deux partis de gouvernement. On retrouvera pratiquement ce même consensus dans la plupart des pays occidentaux à la même époque, mais il prit au Royaume-Uni le nom particulier de « Butskellism », par la contraction des noms de deux chanceliers de l'Échiquier emblématiques de cette époque, le conservateur Rab Butler et le travailliste Hugh Gaitskell (Rollings, 1996, p. 98).

Il serait bien sûr exagéré de prétendre que les gouvernements travaillistes et conservateurs des « Trente Glorieuses » étaient interchangeable. Les deux partis étaient toujours divisés, par exemple, sur les questions morales et sociétales comme l'avortement (Brooke, 2002, p. 18) ou encore sur la question des nationalisations. Cependant, à leur retour au pouvoir, les *tories* ne

privatisèrent que deux industries nationalisées par les travaillistes (Kavanagh, 1990, p. 42), acceptèrent les théories keynésiennes, augmentèrent les impôts et firent la paix avec les syndicats (Charmley, 2008; Garnett et Hickson, 2009). Les gouvernements conservateurs de Churchill (1951-1955), Anthony Eden (1955-1957), Harold Macmillan (1957-1963), Alec Douglas-Home (1963-1964) et Edward Heath (1970-1974) suivirent cette ligne de conduite, tantôt par conviction, tantôt par manque de rapport de force politique pour imposer un autre programme. Macmillan, en particulier, se démarqua notamment en renforçant le système de pensions de vieillesse (Torp, 2011, p. 221), en améliorant les conditions de santé et sécurité au travail dans le monde industriel à la demande des syndicats (*Factories Act*, 1961) et en créant en 1962 le *National Economic Development Council*, un organe de planification économique et industrielle sur la base d'une concertation entre l'État, le monde patronal et les centrales syndicales. (Ringe, 1998)

Cet exposé de l'évolution du Parti conservateur du début du 19^e siècle jusqu'aux « Trente Glorieuses » a permis de voir le parti dépasser ses tensions internes entre traditionalistes et réformistes pour choisir la deuxième option. En remontant aux origines philosophiques (Edmund Burke) et partisans (Robert Peel) de ce mouvement, on constate même que la domination de l'aile traditionaliste à la fin du 19^e siècle à travers la personne de Salisbury était davantage une parenthèse dans l'histoire d'un parti généralement ouvert à accepter certains changements à la pièce. Nous verrons cependant au prochain chapitre qu'au début des années 1970, il apparaissait qu'une aile croissante du parti et de la nébuleuse intellectuelle conservatrice était de moins en moins acquise au consensus réformiste et interventionniste et considérait que le parti était allé trop loin dans l'acceptation des changements sociaux et politiques.

CHAPITRE II : LA CRITIQUE DU CONSENSUS D'APRÈS-GUERRE

*En fait, je suis prête à parier que si M. Gladstone était encore avec nous aujourd'hui, il demanderait à prendre sa carte du Parti conservateur.*²¹
– Margaret Thatcher

Le consensus d'après-guerre qui régna sur le Royaume-Uni et l'Occident n'a pas manqué de susciter bon nombre de critiques et d'oppositions plus ou moins refoulées au sein de l'ensemble des milieux qualifiés de conservateurs ou de libéraux classiques. Aux yeux de plusieurs penseurs affiliés à ces réseaux, tout se passait comme si les partis politiques conservateurs étaient en train de devenir des figurants de la vie politique et intellectuelle et qu'ils n'étaient plus qu'à la remorque des idées professées par le libéralisme social et le socialisme, se contentant d'en modérer l'application plutôt que d'offrir un contre-modèle. Or, nous verrons que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, bon nombre d'intellectuels (britanniques et étrangers) refusèrent de voir s'installer l'État-providence et mirent en avant une tout autre vision des rapports entre l'État, la société civile, le marché et les citoyens. Certains étaient traditionalistes, d'autres néo-libéraux, d'autres encore proposèrent une synthèse entre ces deux courants. Nous verrons enfin comment, au Royaume-Uni, l'ensemble de ces tendances convergèrent à la fin des années 1970 vers l'arrivée de Margaret Thatcher à la tête du pays, donnant un visage politique concret à une opposition intellectuelle qui se tramait depuis plusieurs années.

2.1. La primauté de l'autorité et de la tradition : la position traditionaliste

Ronald Butt, un chroniqueur du *Sunday Times*, écrivait le 20 octobre 1974:

In the past decade, the whole vocabulary of political and social debate has been captured by the Left, whose ideology has fundamentally remained unanswered by the Conservatives. (...) With the language of politics so largely monopolised

²¹Thatcher, Margaret. « Blackpool, 14 octobre 1983 », *Discours – 1968-1992*, Les Belles Lettres, Paris, 2016, p. 215.

by the Left and with intellectuals whose activities have so much influence on society mostly talking that language, the Conservative party needs politicians with strong persuasive power and clear ideas who are utterly committed to the Conservatives' historic role (Kavanagh, 1990, p. 72-73).

Il se trouve que les idées claires que Butt appelle de ses vœux étaient justement étudiées et explorées au moins depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par des intellectuels opposés à l'État-providence au nom d'une tradition à préserver. Certains de ces penseurs étaient britanniques, d'autres américains, allemands, autrichiens ou encore français. Leurs idées circulaient d'un État à l'autre et l'on voyait se développer un renouveau du traditionalisme, que d'autres nommeront « nouveau conservatisme » (Audier, 2012; Meyer, 1996) sans le confondre avec le néo-conservatisme qui émergera un peu plus tard sous l'influence d'Irving Kristol (Audier, 2012, p. 556-566; Vincent, 2016, p. 229). Ce traditionalisme s'exprime cependant de manière différente d'un État à l'autre. Aux États-Unis et en Allemagne, l'on s'inspire davantage de la pensée chrétienne et catholique pour prôner l'existence de communautés décentralisées, tandis que les traditionalistes britanniques réfléchissent surtout aux questions d'autorité et de souveraineté nationale.

Les traditionalistes américains ou « nouveaux conservateurs », tels que Clinton Rossiter, Robert Nisbet et surtout Russell Kirk, sont sans conteste les plus originaux, en cela qu'ils se donnaient pour mission de déterrer une tradition américaine authentiquement conservatrice qui aurait été, selon eux, refoulée ou dévalorisée (Nash, 1979, p. 57-83; Audier, 2012, p. 509-533; Beneton, 1988, p.87). Cela n'était pas une mince tâche car dans l'esprit de plusieurs à cette époque, comme l'explique Philippe Beneton, les États-Unis formeraient une société fondamentalement libérale. La société américaine ne connaîtrait pas de mouvement conservateur au sens européen puisqu'elle n'a jamais été ancrée dans la féodalité et la noblesse et qu'un consensus libéral y a régné très tôt. Les « conservateurs » américains seraient donc d'abord et avant tout des libéraux classiques dotés d'une disposition conservatrice, au sens où ils souhaitent préserver autant que possible ce qui a été établi par les Pères Fondateurs. Il n'empêche que Beneton voit néanmoins dans Russell Kirk un exemple d'authentique conservatisme classique à l'européenne, en quête des permanences de l'existence humaine et ne s'entichant pas de la modernité (Beneton, 1988, p. 87). L'ouvrage *The Conservative Mind – From Burke to Eliot* est devenu un classique, synthétisant toute une histoire du conservatisme britannique et américain dont Edmund Burke serait le père, suivi des fédéralistes

américains tels que John Adams et Alexander Hamilton (Kirk, 2001, p. 71). Kirk (et Nisbet à sa suite) va tenter d'établir les six grands piliers d'une pensée conservatrice ancrée dans la religion, l'autorité et la tradition: Le respect de la loi naturelle et d'un ordre religieux transcendant; la défense de la variété et du pluralisme social par opposition à l'égalitarisme moderne; la reconnaissance d'un besoin d'ordre et de hiérarchie sociale; le caractère inséparable de la liberté et de la propriété; le refus du rationalisme et du planisme; la méfiance vis-à-vis du changement (Kirk, 2001, p. 8-9). La force de Kirk sera de ne pas se contenter d'étudier des penseurs politiques, des philosophes et de grands principes, mais de raconter l'histoire d'un mouvement dans lequel il introduit aussi des poètes et des écrivains, donnant à sa description du conservatisme une allure « complète » et rendant crédible l'idée d'une véritable tradition américaine authentiquement conservatrice (Scruton, 2018, p. 194). Commentant l'œuvre de Kirk, Roger Scruton y a cependant vu un projet manquant de clarté et ressemblant souvent plus « à une liste de souhaits qu'à de la philosophie » (Scruton, 2018, p. 194). Néanmoins, Scruton n'a pas manqué de reconnaître l'importance de Kirk en tant que passeur d'une culture conservatrice, jouant un rôle indéniable dans la propagation des idées conservatrices aux États-Unis et agissant un peu comme « the conscience of modern America just as Burke was the conscience of Enlightenment Britain » (Scruton, 1997, p. viii).

Du côté britannique, les traditionalistes des années 1950 aux années 1970 n'ont nul besoin de prouver et de démontrer leur enracinement historique, mais ils sentent bel et bien le besoin de clarifier la nature même du conservatisme. Le baron Coleraine (fils de Bonar Law, Premier ministre conservateur de 1922 à 1923) s'inquiétait en 1970 de l'avenir du Parti conservateur, dont le problème « was never that it would prove too reactionary but that it would be carried too far along the road of change and would lose the capacity to make its distinctive contribution to national life » (Aughey, p. 11). Les traditionalistes du Parti conservateur n'ont pas réussi à faire prévaloir leur vision du Royaume-Uni depuis la fin de la guerre et durent se contenter de regarder la dissolution de l'empire colonial auquel ils tenaient et la naissance d'un État technocratique dont ils ne voulaient pas. Moins religieux que les traditionalistes américains, les penseurs tels Peregrine Worsthorne, Peter Uley ou Shirley Lewin n'en pensaient pas moins que la société était devenue trop permissive (Garnett et Hickson, p. 105). Letwin, en particulier, croyait que le conservatisme britannique devait renouer avec un certain idéal intrinsèquement anglais, celui du *gentleman* vertueux, responsable, indépendant, distingué et charitable. Aux yeux de Shirley Letwin, cet idéal aurait été réduit à néant

par la conjugaison du progressisme moral des années 1960 et de l'expansion de l'État-providence, venu retirer aux citoyens tout sens des responsabilités (Garnett et Hickson, p. 110). Dans la même veine, Worsthorpe condamnait à la fois le consensus d'après-guerre et la volonté néo-libérale de mettre à l'avant-plan les libertés individuelles : « The spectre haunting most ordinary people in Britain is neither of totalitarian state or of Big Brother, but of ordinary people being allowed to run wild. What they are worried about is crime, violence, disorder in schools, promiscuity, idleness, pornography, football hooliganism, vandalism and urban terrorism. » (Garnett et Hickson, p. 117).

Enfin, la pensée traditionaliste se retrouve aussi chez l'économiste allemand Wilhelm Röpke (1899-1966), considéré comme l'un des principaux penseurs de l'ordolibéralisme allemand et dont la pensée se veut très proche de celle de Kirk ainsi que de la doctrine sociale de l'Église catholique. La défense du marché et de l'État minimal professée par Röpke est ancrée dans un traditionalisme et un classicisme indéniables. Röpke s'inquiète du « scientisme » et de la transformation de l'école et de l'université, qui fabriqueraient désormais des « barbares civilisés », dénués de toute culture classique :

Un barbare qui n'a jamais ressenti la beauté d'Homère, ni l'éternelle humanité du livre de Job, pour qui Sophocle est un article de dictionnaire encyclopédique et Dante, un nom pour remplir une case de mots croisés, pour qui une ode d'Horace ou une cadence de Cicéron sont ridicules ! Ce barbare civilisé trouve Tacite, Corneille ou Goethe ennuyeux ; il associe le christianisme à des idées tout à fait superficielles (Audier, p. 517).

Röpke collabore à diverses initiatives de Kirk, de Nisbet ou d'autres figures du mouvement traditionaliste américain. S'inspirant de la pensée des catholiques distributistes tels que Gilbert Keith Chesterton et Hilaire Belloc, ces tenants de la tradition combattent à la fois l'État technocratique et centralisateur et la grande entreprise multinationale, prenant la défense de la petite propriété, des communautés rurales et des petites organisations citoyennes (Audier, p. 523-525). En somme, le cas de Röpke illustre bien le flou qui peut persister entre les diverses étiquettes idéologiques, lui que l'on classe d'ordinaire parmi les pères du néo-libéralisme, mais dont la pensée puise à des sources bien différentes de celles de Hayek ou Friedman.

2.2. La primauté de la liberté et du marché : la position néo-libérale

Émergeant d'abord en réaction au nouveau libéralisme social et au keynésianisme, le néo-libéralisme commence à se structurer véritablement après la Seconde Guerre mondiale, notamment autour de la Société du Mont-Pèlerin fondée en 1947. Nous interpréterons la réaction néo-libérale à travers la pensée du philosophe et économiste autrichien Friedrich Hayek (qui a offert l'une des critiques les plus systématiques et implacables de l'interventionnisme et de l'étatisme) et de sa critique relative par le philosophe et sociologue français Raymond Aron, pourtant lui aussi libéral.

Dans *La Constitution de la liberté*, Hayek pose les bases d'une théorie de la connaissance qui sert de fondement épistémologique à sa conception de la liberté et de l'organisation des sociétés. Hayek rejette toute conception rationaliste qui prétendrait dégager les lois de l'Histoire et déterminer la direction de l'évolution des sociétés humaines. Aux yeux de l'économiste, les changements sont imprévisibles et ne peuvent être contenus et annoncés par une logique totalisante, « c'est l'état de civilisation existant au moment considéré qui détermine le champ de vision et les possibilités de succès des fins et valeurs humaines. L'esprit ne peut jamais prévoir son propre progrès. » (Hayek, 1994, p. 25). Pour Hayek, la connaissance est infinie à un point tel qu'aucun individu ou groupe d'individus ne saurait prétendre pouvoir la colliger entièrement. Si une bonne partie des connaissances et des expériences sont accumulées au fil du temps et transmises par la tradition, elles sont aussi produites et diffusées au gré des interactions entre individus qui partagent leur savoir en même temps qu'ils en produisent davantage au contact des autres, selon leurs habitudes et leurs pratiques (*Ibid.*, p. 47). Il en découle, pour Hayek, que la liberté des individus d'agir entre eux afin de créer, d'échanger et de partager à leur guise est le principal vecteur de progrès. Cela a deux implications majeures. La première étant qu'une société fondée sur la planification est intrinsèquement inférieure parce qu'elle tue dans l'œuf les conditions mêmes de son amélioration. La seconde, qui découle de la première, étant que la planification à grande échelle est techniquement irréalisable et vouée à l'échec tôt ou tard :

Même si la manipulation consciente de la pensée abstraite, une fois lancée, a dans une certaine mesure une vie propre, elle ne continuerait pas longtemps à fonctionner et à se développer sans les incessants défis qui naissent de la capacité des gens d'agir d'autres façons, d'essayer d'opérer différemment, et de modifier toute la structure de la civilisation pour répondre aux conditions (*Ibid.*, p. 55).

Cette théorie de la connaissance laisse entrevoir deux formes d'organisation sociale ou d'ordre. Hayek, dans *Droit, législation et liberté* (2013a), oppose un *taxis* et un *kosmos*. Le premier renvoie à un ordre fabriqué et planifié que l'on pourrait appeler « organisation », tandis que le second serait un ordre spontané et mûri par le temps. Si l'un comme l'autre peuvent être excessivement abstraits ou compliqués, jamais un ordre fabriqué (donc conçu rationnellement et volontairement) ne saurait être aussi complexe qu'un ordre spontané, créé et modifié au fil du temps en suivant des voies imprévisibles :

Cela veut dire que, d'une part, en utilisant les forces ordonnatrices spontanées, nous pouvons provoquer la formation d'un ordre dont la complexité (notamment par le nombre, la diversité de nature et la variété de situation des éléments composant cet ordre) est bien plus élevée que tout ce que nous aurions pu maîtriser intellectuellement ou disposer délibérément; mais d'autre part, nous aurons moins de pouvoir sur les détails d'un tel ordre, que nous n'en aurions dans une structure que nous produisons par arrangement délibéré (Hayek, 2013a, p. 131-132).

L'ordre spontané ainsi défendu correspond bien entendu à une économie libérale fondée sur le marché libre et l'État de droit, gardien de la propriété privée. Convaincu de la supériorité absolue de l'économie de marché et d'un État limité à ses fonctions régaliennes, Hayek cherche à pourfendre la plupart des formes d'interventionnisme et de planification, allant de la social-démocratie au fascisme, en passant par le nationalisme et le communisme. C'est qu'à ses yeux, les sociétés occidentales sont prises d'une fièvre rationaliste et planificatrice aux conséquences inévitablement catastrophiques. Son manifeste *La route de la servitude*, publié en 1944, présente effectivement la social-démocratie ordinairement la plus banale comme l'antichambre du totalitarisme. Au-delà d'une réglementation minimale, Hayek juge que le marché libre est incompatible avec la planification, l'intervention de l'État dans l'économie, les nationalisations et la redistribution des richesses. « La concurrence et la direction centralisée deviennent de très mauvais instruments si elles ne sont pas complètes; il faut choisir entre les deux pour résoudre un même problème, et le mélange signifie qu'aucune des deux méthodes ne sera efficace (...) » (Hayek, 2013b, p. 47-48).

La défense, par Hayek, de l'ordre spontané et de la diffusion des savoirs et des connaissances

apparaît comme tout sauf incompatible avec le conservatisme entendu au sens traditionnel, qui invoque les traditions, les coutumes ou la société civile pour résister au rationalisme étatique. Aussi plusieurs (Audard, 2009; Audier, 2012; Aughey, 2005; Barry, 2005; Scruton, 2018; Vincent, 2016) vont-ils rapprocher Hayek du conservatisme sans les confondre, montrant les multiples liens existants entre le néo-libéralisme « autrichien » et le conservatisme traditionnel. Pour autant, Hayek a toujours refusé obstinément le qualificatif de « conservateur », qu'il renvoie à un système ou à une disposition. À l'inverse des traditionalistes, Hayek ne croit pas que la morale, l'éthique et les vertus découlent d'une transcendance religieuse ou de la loi naturelle. La pensée de Hayek renvoie à une forme de darwinisme social (Arnhart, 2007), les valeurs des uns confrontant celles des autres et envoyant dans les poubelles de l'histoire celles qui seraient les moins susceptibles de favoriser la survie et la prospérité d'un groupement humain : « Tout ce que nous pouvons savoir est que l'ultime décision concernant ce qui est bon ou mauvais sera prise, non par la sagesse humaine individuelle, mais par le déclin des groupes qui auront adhéré à des croyances pernicieuses » (Hayek, 1994 p. 63). Cela ne veut pas dire que Hayek nie la force de la tradition et de la religion. Nous l'avons vu, à ses yeux les traditions sont l'un des vecteurs principaux de transmission des connaissances. Aussi agnostique soit-il, Hayek se sent obligé de reconnaître les mêmes vertus à la religion, particulièrement aux religions monothéistes. Ainsi écrit-il : « (...) nous devons notre morale, la tradition qu'elle nous a transmise, et au-delà non seulement notre civilisation, mais nos vies mêmes, à l'acceptation de prétentions factuelles scientifiquement inacceptables. » (Hayek, 2019, p. 206). Cela ne l'empêche pas d'y voir plusieurs travers, notamment lorsqu'il critique l'Église catholique romaine pour avoir introduit la notion de « justice sociale » dans les encycliques *Quadragesimo Anno* (1931) et *Divini Redemptoris* (1937). (Hayek, 2013a, p. 452)

Aussi Hayek est-il fermement attaché au libéralisme, se définissant comme un *Old Whig* et revendiquant une filiation avec Lord Acton, Alexis de Tocqueville, William Gladstone ou Edmund Burke (Hayek, 1994, p. 403), même si là encore certains de ces noms (Burke et Tocqueville) figurent également au sein du panthéon du conservatisme. Peut-être le malaise de Hayek vis-à-vis l'étiquette conservatrice a-t-il à voir avec l'état du Parti conservateur à la même époque, lui-même adhérent à l'interventionnisme étatique, à l'économie mixte et à la recherche d'un équilibre structurel et harmonieux entre les classes au nom du maintien de l'ordre. Aux yeux de Hayek, le conservatisme des *Tories* d'alors relève d'un pur pragmatisme dénué de tout principe politique, car

trop attaché à l'ordre alors qu'une réforme libérale est nécessaire et incontournable. Pis encore, ce souci de la bonne entente à tout prix serait susceptible de légitimer toutes les avancées du socialisme et de l'étatisme du moment que celles-ci passent le test du temps et sont intégrées à la « tradition » (*Ibid.*, p. 525-528). Les accords ponctuels que Hayek peut avoir avec le conservatisme ne l'empêchent pas de ne pas partager la méfiance qu'ont les conservateurs envers le changement, ni leur attachement obligé à n'importe quelle tradition. En somme, la rupture souhaitée par Hayek avec le consensus d'après-guerre ne se veut pas cosmétique et ne vise pas la vitesse d'exécution des projets redistributeurs : elle vise le consensus d'après-guerre lui-même. Il s'agit moins de tenir l'État en respect que de le faire reculer sur tous les fronts pour le ramener dans ses fonctions originelles.

Si la révolution néo-libérale apparaît comme un bloc imposant, il n'en demeure pas moins que toute la famille libérale ne s'y retrouve pas. L'une des critiques les plus importantes a été formulée par Raymond Aron, que Catherine Audard classe, aux côtés de Karl Popper et d'Isaiah Berlin, parmi les « libéraux de la guerre froide » (Audard, 2009, p. 360), attachés au gouvernement représentatif, défenseurs de la liberté négative et sceptiques face aux promesses progressistes. *A priori* d'accord sur ces points avec Friedrich Hayek, Aron s'en distingue néanmoins en cela qu'il prend acte de l'évolution des sociétés industrielles modernes sous la forme de sociétés de masse et d'abondance dans lesquelles les individus ne se contentent pas de libertés négatives, mais veulent aussi des « libertés réelles » au sens de Marx (Aron, 2014, p. 135). Aron constate que les sociétés modernes sont certes libérales, défendant donc la liberté individuelle, mais sont aussi démocratiques et visent donc un équilibre relatif (ou une tension perpétuelle) entre liberté et égalité.

Il voit deux failles ou deux angles morts dans la pensée de Hayek. D'une part, par son obsession pour la liberté, Hayek gonflerait artificiellement la menace que représenterait l'État-providence. Ce dernier, aux yeux d'Aron, serait aujourd'hui nécessaire pour pallier l'affaiblissement de la famille et pour venir en aide aux travailleurs qui, dans la nouvelle société de consommation, « n'acquièrent certains biens qu'en dépensant aujourd'hui leurs revenus de demain » (*Ibid.*, p. 134). D'autre part, s'il partage la défense hayekienne de la liberté négative et qu'il se méfie lui aussi des libertés positives, Aron se refuse d'absolutiser la liberté entendue comme « absence de contrainte », comme le fait l'économiste autrichien, qui en vient selon Aron à étendre à toutes les sphères de la vie une conception de la liberté qui ne relèverait en réalité que du monde de l'entreprise. Cette conception de la liberté, sans devoir être rejetée totalement, serait en décalage avec les exigences de la vie en

société puisqu'ultimement l'État doit disposer d'un ultime pouvoir de contrainte s'il veut bel et bien assumer jusqu'au bout les fonctions régaliennes détenues pas lui seul. (*Ibid.*, p. 124). Ainsi cette critique que fait Aron de la liberté au sens de Hayek vient-elle offrir un avant-goût du thème principal de la *New Right*, à savoir la recherche d'un équilibre autant que d'une synthèse entre la liberté et l'autorité.

2.3. Propositions de synthèses : *New Right* et « fusionnisme »

La tension perpétuelle entre traditionalistes et néo-libéraux finira par déboucher, aux États-Unis et au Royaume-Uni, sur une sorte de synthèse politico-intellectuelle nommée la *New Right*²² (Gamble, 1988; Hall et Jacques, 1983; Levitas, 1986). Cette dernière, en synthétisant conservatisme traditionaliste et néo-libéralisme, ne fera pas pour autant disparaître ces deux mouvements respectifs et ne se substituera pas à eux, offrant plutôt une troisième voie de compromis. Scruton voyait cette alliance comme une tentative de « réaffirmer les valeurs civiques occidentales face à l'agression soviétique » et « une réponse non systématique aux tentatives marxistes et néo-marxistes de contrôler les universités » (Scruton, 2018, p. 196). Nous nous pencherons sur deux références intellectuelles de cette mouvance, à savoir Frank S. Meyer pour les États-Unis et Michael Oakshott pour le Royaume-Uni.

C'est au sein de la *National Review* animée par William Buckley Jr (1925-2008) que le penseur politique Frank S. Meyer (1909-1972) déploiera sa conception de ce qui deviendra le « fusionnisme », fondement intellectuel de la coalition républicaine menant Ronald Reagan au pouvoir (Audier, 2012, p. 541). En réaction à *The Constitution of Liberty* de Hayek et à *The Conservative Mind* de Kirk, Meyer publiera son texte *In Defense of Freedom : A Conservative Credo* en 1962, appelant à l'union des traditionalistes et des néo-libéraux au sein d'un même mouvement que Meyer nommera « conservateur ». Cette alliance des adversaires du progressisme, aux yeux de Meyer, était à la fois nécessaire et naturelle puisqu'elle permettait de réunir le goût de l'ordre des traditionalistes et le goût de la liberté des néo-libéraux tout en amoindissant l'autoritarisme des premiers et le relativisme des seconds (Audier, 2012, p. 541). Meyer voyait dans

²² Nous choisissons d'utiliser le concept *New Right* en anglais plutôt que celui de « nouvelle droite » pour distinguer l'alliage de traditionalisme et de néo-libéralisme dont nous allons parler de la proposition nationaliste, anti-libérale et néo-païenne incarnée par la « nouvelle droite », dont la figure la plus connue est Alain de Benoist (Bar-On, 2001).

le libéralisme un mode d'organisation politique et économique de la société en complète opposition avec le collectivisme. Il ne pouvait en dire autant du conservatisme, qu'il considérait surtout comme une disposition :

In fact, conservatism is not a body of principles, but a tone, an attitude. That attitude does indeed tend to conduce towards a respect for the wisdom acquired by human beings through long ages and towards skepticism of social blueprints (...). It carries with it, however, no built-in defense against the acceptance, grudging though it may be, of institutions which reason and prudence would otherwise reject, if only those institutions are sufficiently firmly established. (Meyer, 1996, p. 5).

Meyer ciblait précisément Russell Kirk et tout le courant du « nouveau conservatisme ». À ses yeux, les États-Unis seraient fondamentalement libéraux tout en offrant une version « conservatrice » de ce même libéralisme. Retournant contre Kirk son affirmation suivant laquelle l'individualisme libéral serait anti-chrétien, Meyer avance au contraire que c'est le libéralisme qui, en défendant la liberté de conscience et le libre arbitre, respecterait les enseignements chrétiens fondés sur la relation entre Dieu et l'individu, tandis que le conservatisme traditionaliste se tromperait en ne célébrant que la tradition plutôt que la raison (Meyer, 1996, p. 10-11). À l'inverse des libertariens tels que Ayn Rand, Meyer se réclamait d'une liberté non pas illimitée et relativiste, mais mesurée, responsable et vertueuse. Il reconnaissait en effet que le libéralisme classique du 19^e siècle, en cherchant à faire reculer la tradition, avait fait avancer l'utilitarisme, le positivisme et le scientisme (Meyer, 1996, p. 34) et favorisé ainsi de nombreuses dérives morales et politiques au 20^e siècle. La solution, à ses yeux, se trouvait dans un équilibre entre l'ordre et la liberté, équilibre entendu comme la modération de la liberté individuelle par la religion et la quête du Bien, du Beau et du Vrai : « Truth withers when freedom dies, however righteous the authority that kills it; and free individualism uninformed by moral value rots at its core and soon surrenders to tyranny. » (Meyer, 1996, p. 172).

Cet appel à une politique profondément sceptique face aux promesses de grands changements détachées des vertus classiques, de la mesure et de l'équilibre renvoie à la pensée d'un autre penseur, le politologue et historien britannique Michael Oakeshott (1901-1990), fréquemment cité comme l'une des principales références intellectuelles de la *New Right* et du thatchérisme (Audier,

2012; Aughey, 2005; Barry, 2005; Devigne, 1994; Scruton, 2018; Vincent, 2016). La meilleure simplification de la tension politique occidentale aux yeux d'Oakeshott se trouve dans son ouvrage posthume intitulé *The Politics of Faith & the Politics of Scepticism* (1996). Oakeshott reprend d'ailleurs ici une grille d'analyse qui rappelle celle d'Aron lorsqu'il définissait les démocrates libéraux comme étant pessimistes à long terme et optimistes à court terme (Aron, 1997, p. 237), contre les révolutionnaires qui seraient pessimistes à court terme et optimistes à long terme (Aron, 1997, p. 223). Les démocrates libéraux sont pessimistes et sceptiques sur le temps long parce qu'ils sont convaincus que le monde idéal n'existe pas et que la perfection ne peut pas être instaurée, ils appellent donc à travailler à partir des réalités plutôt que des abstractions et à procéder à de lentes réformes plutôt qu'à des changements renversants. À l'inverse, la pensée révolutionnaire serait pessimiste à court terme parce qu'elle ne verrait que l'ensemble des problèmes et des irrégularités qui traversent le monde et le rendent injustifiable tel qu'il est. Cela dit, les révolutionnaires ont foi dans la capacité de perfectionnement des êtres humains (Oakeshott, 1996, p. 45) et dans la nécessité d'un gouvernement fort capable d'orienter ce perfectionnement. Animés par une foi dans les lois de l'histoire, donc « croyants » (Aron, 1997, p. 208), ils sont convaincus qu'un monde meilleur est possible, à condition de prendre les moyens nécessaires et de contraindre les citoyens à accepter ces moyens (Oakeshott, 1996, p. 98).

Ces deux façons de concevoir le moteur de l'action politique (l'organisation sceptique et prudente de la coexistence d'êtres imparfaits ou l'organisation optimiste et volontariste de la réforme d'un monde perfectible) mènent aussi à deux façons de concevoir l'État en tant que tel, l'ordre politique lui-même. Dans *On Human Conduct*, son *magnum opus*, Oakeshott (utilisant une grille de lecture qui n'est pas sans rappeler celle de Hayek) s'intéressait aux principes fondateurs des ordres politiques et mettait en scène deux pôles qui seraient en tension perpétuelle : l'association civile (*societas*) et l'association d'entreprise (*universitas*).

The idea of *societas* is that of agents who, by choice or circumstance, are related to one another so as to compose an identifiable association of a certain sort. The tie which joins them (...) is not that of an engagement in an enterprise to pursue a common substantive purpose or to promote a common interest, but that of loyalty to one another, the conditions of which may achieve the formality denoted by the kindred word 'legality'. (Oakeshott, 1990, p. 201)

La *societas*, donc, porterait en elle les fondements de l'État libéral, c'est-à-dire d'un État de droit distinguant l'État de la société civile et protégeant la propriété privée, les libertés et le gouvernement représentatif. C'est tout l'inverse d'une *universitas*, organisée en vue d'une fin explicite et qui considère les citoyens comme partie d'un Tout :

A state understood in the terms of *universitas* is, then, an association of intelligent agents who recognize themselves to be engaged upon the joint enterprise of seeking the satisfaction of some common substantive want; a many become one on account of their common engagement and jointly seized of complete control over the manner in which it is pursued. (Oakeshott, 1990, p. 205)

L'État libéral moderne, selon Oakeshott, serait menacé par de multiples groupes qui n'acceptent pas l'imperfectibilité du monde et qui s'inscriraient dans la logique de l'*universitas* à travers, pêle-mêle, l'État-providence, la social-démocratie, le socialisme, le fascisme ou le communisme (Oakeshott, 1990, p. 311). Les États ainsi organisés, écrivait Oakeshott, ne sont plus des instruments visant la libre organisation des hommes, mais des machines rationnelles traitant les hommes comme des moyens et des instruments servant des fins idéologiques (Scruton, 2018, p. 151). Oakeshott ne croyait pas en la possibilité d'organiser les hommes de manière rationnelle, ni de concocter la recette universelle permettant de les gouverner. Qui plus est, un État administratif concentrant toujours plus de pouvoirs ne ferait qu'éteindre toute forme d'autorité. En effet, l'État totalisant qui prétendrait s'occuper de sphères de la vie ne relevant pas de ses fonctions en viendrait, à force d'étendre son action à des domaines qu'il ne maîtrise pas, à miner ses capacités et donc son autorité. (Devigne, 1994, p. 10-11) La conduite d'un État, selon Oakeshott, ne peut se faire qu'en respectant les sphères de chacune de ses composantes et en puisant dans la somme des traditions et des coutumes accumulées au fil du temps.

Oakeshott a donc voulu réconcilier le libéralisme comme mode d'organisation politique et le conservatisme comme prudence ou méfiance face aux changements sociaux et politiques. Son conservatisme ne découlait pas d'une transcendance religieuse ou de la loi naturelle (Vincent, 2016, p. 128), mais d'une pratique ou d'une façon d'appréhender les appels à la réforme qui risqueraient d'atteindre à la fois la liberté des individus, les autorités traditionnellement dispersées et la souveraineté de l'État régalien.

2.4. Le thatchérisme comme incarnation politique de la *New Right*

Le consensus d'après-guerre, l'interventionnisme étatique et le progressisme, nous venons de le voir, ont suscité leur lot de critiques au sein des milieux de droite, qu'ils soient partisans du traditionalisme ou du néo-libéralisme. La synthèse des deux, appelée *New Right*, réussira à s'imposer politiquement aux États-Unis avec Ronald Reagan, mais aussi – et c'est ce qui nous occupera ici – au Royaume-Uni, avec Margaret Thatcher (Barry, 2005; Jaung, 2001; Kavanagh, 1990; Minogue, 1988). Plutôt que d'étudier en détail le bilan des trois gouvernements de Margaret Thatcher entre 1979 et 1990, nous nous pencherons sur les principes guidant et inspirant le thatchérisme en tâchant de voir ce que ce dernier retient du libéralisme comme du traditionalisme.

Le caractère libéral du thatchérisme est indéniable, la *Dame de fer* ayant rompu le consensus d'après-guerre et effectué un grand virage économique en faveur de politiques de l'offre. Inquiétée par l'inflation galopante et par la taille d'un État dont les dépenses publiques correspondaient, en 1979, à 50% du PIB (Barry, 2005, p. 46), Thatcher mettra de l'avant un programme visant la privatisation massive d'industries nationalisées, la lutte contre l'inflation, la vente des logements sociaux à leurs locataires et le développement d'un esprit d'initiative chez les citoyens (Kavanagh, 1990, p. 221-224). Thatcher croyait fermement en une grande liberté individuelle équilibrée par des responsabilités et des devoirs, ainsi qu'elle le résuma lors d'un discours en 1987 :

La seule façon de mettre sur pied une communauté responsable et indépendante, c'est de le faire avec des individus eux-mêmes responsables et indépendants. C'est la raison pour laquelle le programme politique des conservateurs a consisté à accorder à un nombre toujours plus grand d'entre eux la chance de pouvoir accéder à la propriété, de se constituer un capital, et d'acheter des actions dans leurs propres entreprises. (Thatcher, 2016, p. 316).

Tous les députés *tories* n'acceptèrent pas le virage économiquement libéral prôné par la première ministre. Ceux qui étaient associés au courant « One Nation » – qualifiés de « wets » par les « dries » qui étaient partisans du thatchérisme (Kavanagh, 1990, p. 202) – s'inquiétèrent de possibles débordements sociaux. Ian Gilmour, Lord du sceau privé au début du gouvernement Thatcher, déclara par exemple que la politique économique du gouvernement affaiblissait le sens de la communauté au Royaume-Uni (Young, 1989, p. 200), tandis que les anciens premiers

ministres Macmillan et Heath n'hésitèrent pas à lâcher des critiques acerbes à l'endroit de Margaret Thatcher, qui ne changea pas de cap pour autant (Thatcher, 2016, p. 148). Les réformes thatchériennes eurent bel et bien des effets importants et contrastés. Sans faire le portrait complet de son bilan, mentionnons que les opposants de Thatcher citent une hausse importante du chômage et des inégalités sociales (Sergeant, 1994, p. 69-77), tandis que ses défenseurs citent plutôt une hausse du taux de propriétaires résidentiels, d'actionnaires, d'entrepreneurs et de travailleurs indépendants (Jenkins, 1988, p. 318-319; Sergeant, 1994, p. 75; Francis, 2012, p. 293-295).

Il faut aussi nuancer l'idée suivant laquelle le thatchérisme représenterait une rupture totale avec ce qui était autrefois défendu par le Parti conservateur. En parlant de « popular capitalism » et de « property-owning democracy », Thatcher ne fit que reprendre les thèmes déjà avancés en discours par Churchill ou Eden en leur temps. On constate également que la libéralisation économique tant décriée par les tenants d'un conservatisme « One Nation » n'a pas eu pour effet d'éloigner les électeurs ouvriers du Parti conservateur, mais plutôt de les en rapprocher, les *Tories* obtenant en moyenne 40% du vote des ouvriers qualifiés lors des élections de 1979, 1983 et 1987, plus que jamais auparavant. Les partisans de Thatcher considèrent qu'en rompant avec le consensus d'après-guerre, celle-ci n'a fait que restaurer le véritable esprit du conservatisme britannique, rétablissant l'autorité de l'État et laissant les communautés s'organiser à l'abri de la bureaucratie et des réformes perpétuelles (Charmley, 2008; Vincent, 2016). Traditionnellement, le conservatisme britannique renvoyait à l'idéal d'une société au sein de laquelle le pouvoir était diffusé et dispersé, l'État et la société civile (incarnée dans des communautés locales et des acteurs privés) se partageant les fonctions et respectant les prérogatives de chacun (Devigne, 1994, p. 3). La société moderne, sous l'effet des luttes progressistes et de l'action de l'État-providence, en vint cependant à définir ces « communautés » sous la forme d'associations d'intérêts présentant des revendications particulières. Pour les thatchériens, les corps intermédiaires – pensés historiquement par les conservateurs comme un frein ou une force d'inertie face à l'étatisme et aux pressions progressistes – étaient plutôt devenus des accélérateurs de changements, des porte-parole de revendications.

Les conservateurs traditionalistes craignaient qu'une dislocation de la société ne découle de la « permissivité ambiante » et de ces nouveaux mouvements prétendant organiser et représenter de manière homogène chacune des catégories sociales, sexuelles, ethniques ou identitaires qui se diraient victimes d'un préjudice (Minogue, 1988, p. 130-132). Le thatchérisme tentera de répondre

à ces inquiétudes conservatrices et c'est en cela qu'il incarna une synthèse entre néo-libéralisme et traditionalisme. Outre la critique du mouvement homosexuel ou du divorce (Crewe et Searing, 1988, p. 376) et la volonté de réduire l'immigration (Sergeant, 1994, p. 171-178), le thème de « la loi et l'ordre » fut l'un des plus récurrents de l'action législative du gouvernement Thatcher (Crewe et Searing, 1988, p. 363; Sergeant, 1994, p. 154-158). Enfin, dans le domaine de l'éducation, ce même gouvernement imposa un curriculum national et renforça le rôle des parents dans le choix des écoles de leurs enfants (Garnett et Hickson, 2009, p. 92). En réduisant le pouvoir des syndicats, en fractionnant les instances municipales londoniennes (Sergent, 1994, p. 87-109) et en portant le discours de « la loi et l'ordre », Thatcher entendait renforcer l'autorité régaliennne de l'État central et faire de la société civile non pas un foyer de revendications, mais un réseau librement organisé d'individus et de groupes responsables. Sa tentative controversée de remplacer les taxes foncières municipales par une *Community charge* à taux unique (appuyée en principe tant par Oakeshott (1983) que Hayek (1994)) visait spécifiquement à faire porter le poids des dépenses publiques locales sur chaque citoyen plutôt que sur la minorité plus fortunée et ainsi intéresser chacun à freiner les coûteux programmes municipaux du Parti travailliste (Devigne, p. 158). La politique thatcherienne correspond en cela à l'évolution du conservatisme britannique sous l'influence de la *New Right* : faire marche arrière sur l'accroissement constant des pouvoirs de l'État-providence et limiter la portée des revendications réformatrices des corps intermédiaires et constitués. Pour reprendre les termes de Norman Barry: « In summary, [Keith] Joseph's intellectual ambition and Thatcher's Governments represented the complete destruction of what Oakeshott called the enterprise state and called for the restoration of civil society » (Barry, 2005, p. 41).

Nous venons de voir comment le consensus apparent en faveur de l'interventionnisme étatique était contesté par une résistance intellectuelle portée à droite par deux groupes rivaux, les traditionalistes et les néo-libéraux. La force de Margaret Thatcher aura été de synthétiser ces deux tendances derrière un programme politique commun, décidé à la fois à réduire l'État-providence et le pouvoir syndical et à faire respecter les valeurs familiales, la loi et l'ordre et la souveraineté nationale. Cette mise en contexte était nécessaire pour présenter l'univers intellectuel et politique des années 1960, 1970 et 1980, lequel a vu apparaître Roger Scruton. Nous devons maintenant nous intéresser à l'influence qu'a eue ce contexte sur la formation de la pensée de Scruton, mais aussi comment Scruton s'y est inséré et y a contribué.

CHAPITRE III : ROGER SCRUTON, CONSERVATEUR DE COMBAT

*I suddenly realised that I was on the other side. What I saw was an unruly mob of self-indulgent middle-class hooligans. When I asked my friends what they wanted, what they were trying to achieve, all I got back was this ludicrous Marxist gobbledegook. I was disgusted by it, and thought there must be a way back to the defence of western civilisation against these things. That's when I became a conservative. I knew I wanted to conserve things rather than pull them down.*²³

- Roger Scruton à propos de mai 68

C'est dans le contexte du thatchérisme qu'émergea publiquement la figure de Roger Scruton, qui désirait d'une part nuancer le discours thatchérien sur le marché et d'autre part affronter directement penseurs et politiciens de gauche, allant des tenants de la « nouvelle gauche » aux régimes communistes d'Europe de l'Est. Considéré par les uns comme un conservateur traditionaliste (Aughey, 2005; Garnett et Hickson, 2009) et par d'autres comme un conservateur libéral ou membre de la *New Right* (Barry, 2005; Vincent, 2016), Roger Scruton, dans tous les cas, a commencé à se tailler une place dans les cercles intellectuels conservateurs durant les années 1970 avant d'y occuper le devant de la scène à partir des années 1980. Scruton entretenait vraisemblablement un goût pour l'affrontement, ce qui entraîna tout un lot de controverses professionnelles et médiatiques.

Il peut être pertinent de survoler l'action politique et publique de Roger Scruton pour voir de quelle manière il s'est inséré dans le débat public de son époque. Nous verrons dans un premier temps comment Scruton a été introduit aux idées conservatrices. Dans un deuxième temps, nous verrons quelles étaient ses relations avec le Parti conservateur britannique. Dans un troisième temps, nous nous pencherons sur son action intellectuelle et politique contre la « nouvelle gauche » occidentale.

²³ Wroe, Nicholas. « Thinking of England », *The Guardian*, 28 octobre 2000, [En ligne]. <https://www.theguardian.com/books/2000/oct/28/politics>

Enfin, nous verrons l'ampleur concrète de son combat militant et intellectuel contre le communisme lors de séjours en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie durant les années 1980.

3.1. L'adhésion au conservatisme

Le conservatisme de Roger Scruton s'est construit à partir de trois sources distinctes : une réaction à sa relation compliquée avec ses parents, un choc avec le monde universitaire britannique et français des années 1960 et enfin l'étude du droit anglais au milieu des années 1970. Ce sont bien sûr les relations familiales qui comptèrent dans un premier temps. Scruton est issu d'une famille de classe moyenne du Lincolnshire, région rurale de l'est de l'Angleterre. Il a à quelques reprises fait le portrait de la personnalité et des idées de son père Jack Scruton – avec qui il entretiendra une relation difficile – pour expliquer l'influence que cette tension aura sur ses propres idées. Issu de la classe ouvrière et devenu enseignant à l'école primaire après la Seconde Guerre mondiale (Scruton, 2016b, p. 18), Jack Scruton professait des idées socialistes, était partisan du Parti travailliste et s'opposait fermement aux « puissants » et aux inégalités sociales. Il méprisait le Parti conservateur et toutes les institutions élitistes qui pouvaient y être rattachées, qu'il s'agisse de l'Église d'Angleterre, des grandes entreprises ou des *Grammar Schools*. En même temps, il était un patriote britannique très attaché aux traditions locales, à la protection de la beauté des paysages ruraux (Scruton et Dooley, 2016, p. 7) et à la défense des constructions ancestrales qui étaient « un symbole de la validité des institutions humaines, de la décence et du sens de la continuité du peuple ouvrier et de sa détermination à posséder la terre. » (Scruton, 2016b, p. 272) Sans partager les opinions politiques de son père, Roger Scruton dira qu'il retiendra de ce dernier son amour de la campagne, de la nature, du patrimoine bâti et d'un certain idéal de la vieille Angleterre rurale et traditionnelle²⁴. Il se rebellera très tôt aussi contre l'agnosticisme de ses parents en allant assister en cachette à des messes anglicanes, attiré qu'il était par leur sens de la cérémonie et du sacré, la musique et les chœurs. (Scruton et Dooley, 2016, p. 8)

²⁴ L'objectif premier de notre mémoire ne nous permet pas de nous étendre sur ce sujet, mais nous noterons tout de même que la compréhension *a posteriori*, par Scruton, du « conservatisme culturel » de son père s'accorde avec les commentaires élogieux qu'il fait de George Orwell et Simone Weil, deux figures issues du socialisme, mais chez qui Scruton retrouve un certain conservatisme qu'il ne manque pas de louer. Cela nous permet de nuancer à l'avance l'étude que nous ferons dans ce chapitre et dans le chapitre V de l'offensive de Scruton contre la gauche au sens large. Nous renvoyons le lecteur aux écrits suivants : Scruton, 2006a, p. 161-190; 2014, p. 197-198; 2016b, p. 21; 2018a, p. 163-169 et 172-176.

Instinctivement repoussé par les opinions politiques de son père, Scruton confesse cependant que cela ne s'était pas traduit dès le départ par une pensée conservatrice consciemment articulée : « I suppose I had fairly standard Labour Party views about things. Neither did I think too much about the political direction of my country. » (Scruton et Dooley, 2016, p. 21) Ses opinions conservatrices vont se forger concrètement avec son entrée dans le monde universitaire, d'abord comme étudiant en philosophie à Cambridge, puis comme chargé de cours et professeur. Durant ses études de premier et de deuxième cycle à Cambridge, Scruton dit avoir développé un conservatisme culturel, « désireux de conserver la grande tradition des maîtres et de travailler à sa survie » (Scruton, 2016b, p. 21). Diplômé au deuxième cycle en philosophie en 1967, il part pour la France à la fin des années 1960 et enseignera brièvement à l'Université de Pau. De passage à Paris en mai 1968, alors qu'il est fasciné par la lecture des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle et de *Le cimetière marin* de Paul Valéry (Scruton, 2005a, p. 34-35), il voit ses amis étudiants et intellectuels lever des barricades, renverser des voitures, occuper les universités et réclamer divers changements révolutionnaires. Loin de partager les revendications des soixante-huitards, Scruton y voyait une crise de conscience d'une masse de petits bourgeois éduqués et privilégiés, décidés à scier la branche sur laquelle ils étaient assis :

J'interprétais les attaques contre la civilisation bourgeoise avec le sentiment croissant que s'il y avait quelque chose d'un tant soit peu décent dans le style de vie si accessible de la plus belle ville du monde, le mot bourgeois en était l'expression la plus approprié. (Scruton, 2016b, p. 22)

À la lecture des livres de la « nouvelle gauche » qui inspiraient ses amis parisiens, Scruton a compris qu'il n'était pas de cet univers et qu'il était attaché à une vision conservatrice du monde. De retour en Angleterre, il devint chargé de cours de philosophie au Collège Birkbeck en 1971 et termina un doctorat en philosophie de l'esthétique en 1973. Isolé dans un milieu profondément ancré à gauche (Scruton, 2005, p. 36-37; Scruton, 2016b, p. 24), il profita du fait qu'il ne donnait ses cours que le soir pour étudier le droit de 1974 à 1978. C'est là que Scruton voyait la troisième source de son conservatisme, déjà en gestation avancée, mais désormais ancré dans la réalité des institutions politiques et juridiques anglaises. Étudier le droit foncier, le fonctionnement des fiducies ou l'obligation pour les entreprises de réaliser un profit changea sa compréhension de la société et des relations économiques (Scruton, 2016b, p. 25). Scruton découvrit tout un système de

droit issu d'une « communauté construite d'en bas », défendu par des cours chargées de « découvrir » des lois et des arrêts datant parfois du Moyen Âge. L'étude de la *Common Law* lui fit voir les lois anglaises non pas comme des instruments des puissants pour opprimer divers groupes, mais comme la somme des moyens de défense accumulés par les Anglais face à leurs dirigeants. (Scruton, 2005, p. 37; Scruton, 2016b, p. 24-25) La compréhension qu'a Scruton du droit anglais sera analysée davantage au chapitre V, mais nous pouvons déjà y voir l'influence qu'elle aura sur son adhésion au conservatisme.

3.2 La relation avec le Parti conservateur : entre méfiance et fidélité

Puisqu'il approfondissait toujours plus sa vision conservatrice, Roger Scruton était bien placé pour conséquemment se rapprocher du Parti conservateur britannique. Il s'avérait cependant qu'il était en fait politiquement sceptique, appuyant le Parti conservateur sans jamais entretenir d'espoir véritable à son endroit. Convaincu de l'importance de restaurer la liberté du marché et la souveraineté régaliennne de l'État central, il critiquait les conservateurs « One Nation » toujours attachés au consensus d'après-guerre et aux politiques keynésiennes. En même temps, convaincu que le marché ne se suffisait pas à lui-même et que son activité devait être balisée par la tradition, l'autorité, la souveraineté nationale et la foi chrétienne, il s'inquiétait des tendances néo-libérales ou libertariennes du gouvernement Thatcher et de l'entourage de la *Dame de fer*.

Après son adhésion au conservatisme dans la foulée des événements de mai 68, Scruton s'intéressa davantage à la sphère politique et réalisa que la doctrine du Parti conservateur se définissait spécifiquement par une absence de doctrine : « Ideas, in the Tory vision, are fleeting by-products of the social and political process, which are no sooner produced than forgotten » (Scruton, 2005, p. 50). C'est pour pallier cette absence de contenu idéologique et contrer l'abordage du Parti conservateur par des conseillers libéraux ou néo-libéraux que Scruton contribua à organiser divers réseaux de réflexion. Il réunit professeurs, journalistes et politiciens au sein du *Conservative Philosophy Group* qu'il co-fonda en 1974 ainsi que du *Salisbury Group*, nommé en l'honneur du 3^e marquis de Salisbury. Ces deux groupes entendaient offrir au thatchérisme des fondements proprement conservateurs et traditionalistes, pour éviter qu'il ne se réclame que des idées néo-libérales ou libertariennes émanant du *Centre for Policy Studies* (Scruton et Dooley, 2016, p. 46-47). Le *Conservative Philosophy Group* durera vingt ans, se réunissant la plupart du temps dans la

demeure du député conservateur Jonathan Aitken et accueillant des conférenciers ou des invités de marque²⁵ (Scruton, 2005a, p. 44-45). Le *Salisbury Group*, pour sa part, servit surtout à coordonner la publication de la *Salisbury Review*, fondée en 1982 et dont Scruton sera le rédacteur en chef de sa création jusqu'en 2000. La *Salisbury Review* se réclamait sensiblement de la même cause que le *Conservative Philosophy Group* et traitait d'une foule de sujets, ciblant le communisme, le pacifisme et le féminisme, défendant la méritocratie ou encore les chrétiens d'Orient (Scruton, 2005, p. 54). Mais aux yeux de Scruton, la revue aura surtout :

servi de pont entre la [*New Right*] et les mouvements dissidents d'Europe de l'Est en publiant des lettres d'auteurs clandestins tchèques, polonais et hongrois, et en soulignant que le totalitarisme communiste, loin d'être une aberration au sein du marxisme, était une tendance inévitable de la pensée de la nouvelle gauche (Scruton, 2018, p. 199)

S'il consacrait ses énergies au monde des idées et de la presse écrite, c'est que Scruton avait vite compris que le Parti conservateur, par anti-intellectualisme, se méfiait de lui et n'entendait pas lui faire de place en son sein. Décidant, en 1978, de devenir candidat du parti, il vit sa candidature être rejetée, tant il semblait incompréhensible pour les députés composant le comité d'évaluation des candidatures que les mots « philosophe » et « conservateur » puissent être réunis (Scruton, 2005, p. 50-51). Son premier livre de nature politique, *The Meaning of Conservatism*, paru en 1980, servit donc à combler ce vide et à présenter les principaux piliers d'une pensée conservatrice attachée à l'autorité, à la tradition et au marché sans que ce dernier soit la seule boussole guidant le parti. Il s'ensuivit une vive réaction de la part des autres professeurs du Collège Birkbeck, mais Scruton décida de passer outre : « I was not addressing my leftist colleagues but the people who had supported Mrs Thatcher – the free marketeers and their libertarian ideologues. And I was trying to say that conservatism is something *other* than what they believed it to be » (Scruton et Dooley, 2016, p. 45-46). Ce livre mit Scruton en avant et contribua à son embauche comme chroniqueur au journal *The Times* en 1983. Il se servit de cette tribune pour attaquer régulièrement la gauche

²⁵ L'agenda du 9 février 1981, tiré des archives de Margaret Thatcher, montre par exemple que la *Dame de fer* a participé à une rencontre du *Conservative Philosophy Group* ce soir-là en compagnie de huit députés conservateurs, de journalistes du *Daily Telegraph* ou du *Spectator* et d'une vingtaine d'universitaires, notamment Scruton et Oakeshott. (« MT Engagement Diary – Monday 9 February 1981 », *The Margaret Thatcher Foundation*, <https://www.margaretthatcher.org/document/114388>)

britannique et l'action internationale de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est, mais aussi pour lancer des pointes occasionnelles à l'endroit du Parti conservateur :

[...] the party has fallen under the influence of an ideology which it once rightly resisted, as the distillation of all that is most destructive in the short-term view of things – the ideology of business. And when the Tory party seems most seriously to neglect its duty to the nation, it is often because business has prevailed (Scruton, 1987, p. 169-170).

Les principales critiques de Scruton à l'endroit des tendances libérales du thatchérisme relèvent de la tension que Scruton observe et théorise entre le conservatisme et le libéralisme. Cette même tension étant l'objet des deux prochains chapitres, nous n'irons pas plus avant maintenant. Notons malgré tout qu'à l'égard du thatchérisme, Scruton, si critique fût-il, n'en restait pas moins nuancé. Nous l'avons vu, le thatchérisme peut être vu comme l'incarnation concrète de la *New Right*, qui tentait de synthétiser néo-libéralisme et traditionalisme. La défense thatchérienne de l'autorité, de la morale chrétienne, de la suprématie du parlement et de la souveraineté nationale plaisait à Scruton, qui ne cessa d'appuyer Margaret Thatcher (Scruton, 2016b, p. 27-31; Labrecque, 2016, p. 48) malgré les désaccords relatifs qu'il pouvait avoir avec son programme politique et économique :

Of course, I was very glad she was there because she changed the atmosphere completely. Overnight, all the people around me in the university had acquired something to hate! It all became clear in their minds, just as it became equally clear in mine. One of the things that history tells us is that, when there is strong leadership, it takes only a day and a night for a country to wake up, as France did under Napoleon and Poland under Wałęsa (Scruton et Dooley, 2016, p. 47).

L'appui de Scruton à la force et à l'autorité incarnées par Thatcher le poussa à modérer ses critiques, voire à se ranger sans réserve derrière le gouvernement en temps de crise. Il alla même jusqu'à la décrire comme « the greatest woman in British politics since Elizabeth I » (Lloyd, 2023). Lorsque Thatcher décida de démissionner après avoir été mise en ballottage au premier tour d'un vote sur sa chefferie contestée²⁶, Scruton en fut visiblement choqué. Dans les jours qui suivirent l'annonce de

²⁶ Pour le récit de la chute de Margaret Thatcher à l'automne 1990, voir : Thatcher (1993, p. 829-862) et Thiériot (2011, p. 542-557).

la démission, il publia une lettre ouverte particulièrement décapante dans laquelle il faisait un bilan dithyrambique des années Thatcher et comparait les médias, les syndicats, les fonctionnaires étatiques et les groupes de pression à des parasites grugeant le budget de l'État pour préserver leurs intérêts corporatistes. Il y comparait le sort de Thatcher à celui de Thémistocle, Périclès, Churchill ou de Gaulle, tous poussés vers la sortie malgré la portée historique de leurs accomplissements respectifs : « It was not the faults of those great leaders that caused their downfall but their virtues. Thatcher, like Themistocles, has been overthrown by the resentment of her inferiors. For in a democracy, inferior people have power » (Scruton, 1990). Par « inférieurs », Scruton sous-entendait les conservateurs modérés, qu'il accusait d'avoir suivi « the rest of the nation in preferring mediocrity to excellence » (Scruton, 1990). Cette charge rend bien compte de la critique également entretenue par Scruton à l'endroit du courant *One Nation* du Parti conservateur et de sa volonté de maintenir le consensus d'après-guerre, multipliant des réformes que Scruton assimilait tantôt à une politique d'apaisement, tantôt à une forme d'abandon (Scruton, 1980, p. 57; Scruton, 1994; Scruton, 2016b, p. 26). À ses yeux, cette politique ne pouvait mener qu'au renforcement des travaillistes et de la « nouvelle gauche » qui était alors en vogue dans les milieux universitaires.

3.3. La lutte contre la « nouvelle gauche »

Méfiant à l'égard des tendances libérales du thatchérisme et des concessions jugées abusives des conservateurs *One Nation*, Scruton ne se contentait pas de débattre avec les autres figures du conservatisme. Il affrontait aussi et surtout les divers tenants politiques et économiques de la gauche. En effet, Scruton concevait que le conservatisme dont il se réclamait entrait en opposition frontale avec les diverses formes prises au fil du temps par le progressisme :

Le conservatisme moderne a d'abord défendu la tradition contre les demandes de souveraineté populaire. Au nom de la religion et de la haute culture, il s'est opposé à la doctrine matérialiste avant de s'associer au libéralisme classique dans la lutte contre le socialisme. Aujourd'hui, tentant de se redéfinir, il apparaît comme le meilleur défenseur de la culture occidentale menacée par deux ennemis en particulier : le politiquement correct qui contraint la liberté d'expression et ramène tout à la culpabilité de l'Occident, et l'extrémisme religieux, l'islamisme militant notamment, promu par les sectes wahhabites et salafistes (Scruton, 2018, p. 171)

Ce condensé de l'histoire de la métamorphose du conservatisme par opposition aux divers courants revendicateurs qui ont émergé par le passé rend compte de la filiation idéologique que Scruton percevait entre les courants politiques ou idéologiques au fil du temps. Adversaire de la « nouvelle gauche » en vogue à partir des années 1960, il ne la considérait pas simplement comme une branche condamnable du progressisme ou de la gauche, mais comme la nouvelle incarnation contemporaine d'un progressisme ou d'une gauche qu'il faudrait combattre en eux-mêmes :

[The New Left] is merely the most recent explosion of a force that has been prominent in politics since 1789. The left intellectual is typically a Jacobin. He believes that the world is deficient in wisdom and in justice, and that the fault lies not in human nature but in the established systems of power. He stands in opposition to established power, the champion of a 'social justice' that will rectify the ancient grievance of the oppressed. (Scruton, 1985, p. 2)

Cette représentation du duel entre le conservatisme et les diverses formes de progressisme sous la forme de la droite et de la gauche émanerait, c'est bien connu, des états généraux précédant la Révolution française, la noblesse s'étant assise à la droite du roi et le tiers état à sa gauche (Scruton, 2007, p. 384-385). À partir de là, on peut vaguement distinguer deux grandes familles au sein de la gauche. L'une se réclame de la tradition du libéralisme social, étendant les libertés positives et acceptant l'intervention de l'État afin de corriger les inégalités de condition (Audard, 2009, p. 255-335; Raynaud, 1996, p. 344; Scruton, 2007, p. 385-386). L'autre se réclame du socialisme, que ce soit dans sa forme anarchiste et libertaire, sociale-démocrate et réformiste ou bien marxiste et autoritaire (Ricci, 2011, p. 375-419; Scruton, 2007, p. 642 et 646-648; Thomas, 1996, p. 609-615), chacun de ces courants sécrétant éventuellement une multitude de chapelles. Dans le cadre britannique, à partir du début du 20^e siècle, le Parti travailliste, fortement lié aux syndicats ouvriers, s'est imposé à mi-chemin entre les deux grandes tendances, réclamant la nationalisation des moyens de production, de distribution et d'échange sans jamais, en même temps, remettre en question les institutions libérales si chères au Royaume-Uni (Ricci, 2011, p. 392).

La gauche britannique, malgré qu'elle ait été sous la quasi-hégémonie partisane du Parti travailliste du fait de l'absence d'un important parti communiste (à l'inverse de la plupart des pays d'Europe continentale), n'était pas pour autant imperméable aux évolutions idéologiques et politiques qui se déroulaient en Europe et en Amérique. Nous avons déjà vu comment Roger Scruton a affirmé son

conservatisme pour la première fois dans le contexte des événements de mai 68, alors que ses amis français révoltés lui firent notamment lire *Les mots et les choses* de Michel Foucault. C'est à cette occasion qu'il fut mis en relation pour la première fois avec la « nouvelle gauche » évoquée plus haut, ainsi que l'on peut nommer génériquement la *French Theory*, l'école de Francfort et la « théorie critique » qui devinrent incontournables dans le monde universitaire occidental après la Seconde Guerre mondiale. Déçus par l'autoritarisme de l'Union soviétique, les penseurs de la « nouvelle gauche » en vinrent, chacun à leur manière, à réinterpréter le socialisme ou le marxisme. Ne se cantonnant plus à la lutte des classes et à la dictature du prolétariat, ils ciblèrent plutôt l'ensemble des structures de pouvoir et des institutions politiques, économiques, sociales et culturelles de l'Occident en vue de les démocratiser et de libérer les masses de leur aliénation et d'une exploitation qui n'était pas que matérialiste (Scruton, 2007, p. 475).

Déjà catalogué, au Collège Birkbeck, comme un homme de droite et suscitant pour cette raison malaise et controverse, Scruton en rajouta une couche en 1985 en publiant le livre *Thinkers of the New Left* (devenu *Fools, Frauds and Firebrands : Thinkers of the New Left* en 2015), qui reprenait divers textes rédigés dans le cadre de la *Salisbury Review*. Dans cet ouvrage, Scruton s'attaquait précisément et frontalement aux penseurs dont se revendiquaient nombre de ses collègues universitaires, à savoir Michel Foucault, Antonio Gramsci, Jean-Paul Sartre, Eric Hobsbawm, Jürgen Habermas ou encore Ronald Dworkin, parmi plusieurs autres :

The message of the New Left was simple. All power in the world is oppressive, and all power is usurped. Abolish that power and we achieve justice and liberation together. (...) The new thinkers turned attention away from the difficult task of describing the socialist future to the easy holiday of destruction. They made fury respectable, and gobbledegook the mark of academic success. With the hasty expansion of the universities and polytechnics, and the massive recruitment of teachers from the over-fished and under-nourished generation, the status of the New Left was assured (Scruton, 1985, p. 7).

Si nous étudions davantage cette critique de fond au chapitre V, il importe de souligner qu'aux yeux de Scruton, ce combat contre la gauche et le socialisme – combat qui était l'objet de la plupart de ses écrits dans la *Salisbury Review* et dans *The Times* – fut réalisé au prix de toute possibilité d'ascension professionnelle dans le monde universitaire britannique; il nota que le fait de

condamner ses écrits ou de se dissocier de lui était en quelque sorte devenu une marque honorable auprès des intellectuels anglophones (Scruton, 2005, p. 55). Scruton raconte que les universitaires qui publièrent en masse des recensions traitèrent son ouvrage tantôt avec un sentiment d'offense, tantôt avec dérision. Certains professeurs d'université allèrent même jusqu'à contacter l'éditeur pour le menacer de cesser de faire affaire avec lui si les copies restantes du livre n'étaient pas retirées du marché, ce qui finit par arriver (Scruton, 2016a, p. vii). Freiné à l'université, Scruton s'est donc tourné vers un autre univers qui lui fit approfondir, au contact du pire, ses réflexions sur la gauche britannique.

3.4. Séjours en Europe de l'Est et anticommunisme

La lutte contre le communisme occupe une place importante dans la vie politique et intellectuelle de Roger Scruton, qui y consacra bon nombre de ses publications plus militantes dans *The Salisbury Review* et *The Times*. S'attaquant souvent à l'action géopolitique, diplomatique et militaire de l'Union soviétique et de ses satellites, il tâchait de mettre en garde le Royaume-Uni et ses alliés contre la tentation pacifiste de réduire leurs dépenses militaires, d'éliminer leur armement nucléaire ou d'affaiblir leur cohésion au sein de l'OTAN (Scruton, 1987, p. 27-29). Loin de se cantonner à la politique extérieure, Scruton visait aussi le communisme en lui-même, ses fondements théoriques ainsi que les horreurs découlant de son application. À ses yeux, il s'agissait d'une doctrine révolutionnaire et totalitaire qu'il fallait renvoyer dos à dos avec le fascisme et combattre avec la même énergie.

Scruton se retrouva rapidement à expérimenter concrètement la vie derrière le « rideau de fer » ainsi que la résistance qui s'y organisait. En effet, à l'occasion d'une invitation de Kathy Wilkes, professeure de philosophie au *St. Hugh's College* à Oxford (Newton-Smith, 2003), à participer pour la première fois à des colloques philosophiques à Cracovie et à Prague en 1979, il découvrit des réseaux parallèles anticommunistes, composés d'intellectuels de divers milieux – étudiants, professeurs, écrivains, prêtres, etc. – et qui se réunissaient secrètement afin d'étudier des ouvrages ou des penseurs dont l'enseignement était interdit dans le bloc de l'Est (Scruton, 2016b, p. 33). Scruton et d'autres universitaires occidentaux (notamment Kathy Wilkes, Steven Lukes et Jacques Derrida) prirent sur eux d'organiser une université clandestine, fondant en 1980 la Jan Hus Educational Foundation (Jan Hus Educational Foundation, « Histoire de la fondation »). Le conseil

d'administration de la Fondation se réunissait à tous les deux mois dans l'appartement londonien de Scruton, sans compter une multitude de branches qui furent ouvertes à Paris, Toronto et Baltimore afin de recruter toujours plus d'intellectuels.

Jessica Douglas-Home, peintre et épouse de l'éditeur du *Times* Charles Douglas-Home (lui-même neveu de l'ancien Premier ministre conservateur Alec Douglas-Home), décrivit Scruton comme l'âme de la Jan Hus Educational Foundation et son principal organisateur, puisque non content de donner des conférences et de participer à la sélection des conférenciers, il se chargeait également de recruter de nouveaux mécènes pour financer les activités de la fondation et de publier sous pseudonymes, à la fois dans le *Times* (avec le concours de Charles Douglas-Home) et la *Salisbury Review*, les textes d'intellectuels anticomunistes d'Europe de l'Est qui étaient tenus à la discrétion (Douglas-Home, 2021, p. 54-55). Scruton et son groupe, ainsi organisés, alimentèrent donc les réseaux de résistance intellectuelle d'Europe de l'Est en multipliant les allées et venues en Tchécoslovaquie (en 1985, Scruton y sera cependant arrêté, fouillé à nu, interrogé et interdit de séjour), en Pologne et en Hongrie pour y distribuer des livres interdits et donner des conférences secrètes dans des appartements privés ou des catacombes oubliées. Ils réussirent également à organiser un partenariat avec la Faculté de théologie de l'Université de Cambridge afin d'offrir clandestinement aux intéressés les cours nécessaires à l'obtention d'un diplôme universitaire britannique (Vaughan, 2010). Les conférences et les cours donnés couvraient une foule de sujets, à commencer par les cours de Roger Scruton sur la pensée d'Edmund Burke ou de Ludwig Wittgenstein, de Kathy Wilke sur la pensée d'Aristote, du musicien David Matthews sur la dixième symphonie de Mahler, de Jessica Douglas-Home sur la musique contemporaine anglaise ou l'expressionnisme allemand, du critique d'art Peter Fuller sur l'art moderne ou encore d'Alain Finkielkraut sur la pensée de Martin Heidegger ou d'Eric Voegelin (Douglas-Home, 2021, p. 55).

Scruton expliquera plus tard que ses fréquents séjours en Europe de l'Est eurent deux grands impacts sur lui. D'une part, il constata à quel point la lutte des anticomunistes en Europe de l'Est procédait bien souvent moins d'une volonté d'obtenir les libertés permissives de l'Occident, mais d'une résistance au communisme au nom de la « survivance de leur culture nationale », d'une mémoire, d'une fidélité envers les ancêtres et de leur religion (Scruton, 2016b, p. 33-34). D'autre part, ces séjours lui firent surtout voir autrement la nature du progressisme et du socialisme qu'il combattait au Royaume-Uni. Déjà opposé au matérialisme et à l'étatisme de la gauche, il réalisa

quels étaient les impacts du socialisme totalitaire sur la psyché humaine et les relations interpersonnelles (Vaughan, 2010), avec son lot de dénonciation, de méfiance et de double discours. Plutôt que de considérer (comme pouvaient le faire plusieurs *tories* attachés au consensus d'après-guerre) le Parti travailliste comme l'incarnation du versant progressiste de la démocratie libérale, Scruton en vint à le voir comme l'avant-poste d'un socialisme qui s'exprimait de manière relativement modérée au Royaume-Uni, mais qui avait pleinement déployé sa logique dans les pays du bloc de l'Est :

Je fus soudain frappé par l'impertinence d'un parti politique qui se donnait pour but de confisquer des industries à ceux qui les avaient créées, d'abolir les *grammar schools* auxquelles je devais mon instruction, d'obliger ces écoles à fusionner avec les autres, de contrôler les relations de travail, de réguler les heures de travail, d'obliger les travailleurs à rejoindre un syndicat, d'interdire la chasse à courre, d'ôter son bien à un propriétaire pour l'attribuer à son locataire, de forcer les entreprises à se vendre au Gouvernement à un prix qui leur était imposé, et de policer toutes nos activités par l'intermédiaire d'agences publiques destinées à contrôler notre respect du politiquement correct (Scruton, 2016b, p. 34).

L'action politico-intellectuelle de Scruton durant les années 1970 et 1980, que ce soit dans le monde universitaire, dans les cercles de réflexion influençant le Parti conservateur ou dans la résistance anticomuniste en Europe de l'Est, laisse voir deux constats. Dans un premier temps, une méfiance relative à l'endroit du libéralisme classique et de la prédominance du marché et, dans un deuxième temps (dans une logique presque hayékienne), une opposition franche au socialisme et au progressisme vus comme annonciateurs du communisme et de la pensée révolutionnaire. Dans son opposition aux diverses chapelles politiques de la gauche, Scruton a pu envisager un terrain d'entente entre le conservatisme et le libéralisme, sans les confondre.

Cette position concorde, nous avons pu le voir, avec l'évolution du conservatisme britannique, incarné politiquement par le Parti conservateur. Depuis le début du 19^e siècle, le conservatisme britannique s'est d'abord converti aux préceptes de la modernité sous Disraeli, avant de se présenter comme gardien interclassiste d'une démocratie libérale consensuelle sous Baldwin, Churchill ou encore Macmillan, pour finalement faire un virage vers le libéralisme économique sous Thatcher dans le but de restaurer la souveraineté et l'autorité de l'État régalien contre le rationalisme politique

de l'État-providence et les multiples revendications sociales. Le moment « thatchérien » du conservatisme britannique repose donc sur un pont entre le conservatisme traditionaliste et le néo-libéralisme, pont qui constitue l'un des principaux nœuds de la pensée politique de Scruton. Il s'agit maintenant d'étudier de manière plus approfondie comment Scruton a tenté de dénouer ce nœud et d'articuler à sa façon l'autorité et la liberté.

CHAPITRE IV : L'AUTORITÉ FONDATRICE DE LA LIBERTÉ

*Tradition arises from every organization in society,
and is no mere trapping of the exercise of power.
Traditions arise and command respect wherever
individuals seek to relate themselves to something
transcendent.*
– Roger Scruton, *The Meaning of Conservatism*²⁷

La méfiance de Scruton à l'endroit du libéralisme tourne autour d'une tension perpétuelle entre les notions d'autorité et de liberté. Cette tension, croit le philosophe anglais, serait à la base des différends entre le libéralisme et le conservatisme concernant les fondements de l'ordre politique. Conséquemment, nous verrons tout d'abord comment Scruton définit et entrevoit les positions libérales sur cette question. Ensuite, nous nous pencherons sur la conception que se fait Scruton de l'autorité pour mieux comprendre quelle est la place qu'il réserve aux libertés individuelles au sein de l'ordre politique tel que compris par son conservatisme. Enfin, nous analyserons comment le philosophe anglais présente la nation comme l'incarnation politique de l'autorité dont il est question.

4.1. Les théories libérales sur les fondements du droit et de la société

Le libéralisme – « à la fois l'expression privilégiée des idées qui définissent la modernité et un courant particulier dans le monde issu de celles-ci » (Raynaud, 1996) – a été défini d'une multitude de manières dont une recension partielle a été faite en introduction, notamment en évoquant la définition avancée par Roger Scruton dans son *Palgrave Macmillan Dictionary of Political Thought* (2007). Scruton voit dans le libéralisme une idéologie faisant reposer l'ordre politique sur la primauté absolue de l'individu, de ses droits et de ses libertés. L'État serait essentiellement un moyen plutôt qu'une fin (Scruton, 1980, p. 46), à titre de gardien des droits individuels à l'encontre des abus des autres personnes physiques et morales, mais aussi des abus de l'État lui-même, ce pour

²⁷ Scruton, 2002, p. 31.

quoi les libéraux préconiseraient une séparation et une dispersion des pouvoirs étatiques.

Cependant, si nous parlons de libéralisme « entendu au sens classique », c'est bien parce que le libéralisme a fini par prendre des formes très diverses au fil du temps. Ainsi, si le libéralisme classique s'incarnait en bonne partie dans la défense de la propriété privée et d'un État dont l'activité est essentiellement limitée aux domaines régaliens, le terme « libéral » est désormais paradoxalement employé aux États-Unis et au Royaume-Uni pour qualifier une position de « gauche » et interventionniste. La défense des droits individuels n'a désormais plus la même portée et prend une forme positive plutôt que négative. D'une part, donc, un libéralisme social fondé sur une conception positive des droits de l'homme : des droits-créances permettant à chacun de réclamer l'obtention d'une reconnaissance, d'un bien ou d'un service. D'autre part, enfin, un libéralisme classique attaché aux libertés négatives, à un État limité et au marché libre, un courant réaffirmé dans la deuxième moitié du 20^e siècle par le néo-libéralisme.

L'analyse que fait Scruton de ces deux formes de libéralisme commence invariablement par une tentative de comprendre les racines de la liberté elle-même. S'appuyant sur les travaux de Brian C. Anderson, Michael Novak et Rémi Brague (Scruton, 2008-2009), Roger Scruton avance que la conception occidentale de la liberté tire ses origines à mi-chemin entre une compréhension grecque et une compréhension judéo-chrétienne de la liberté. Pour les Grecs anciens, la liberté apparaît comme une « condition politique », c'est-à-dire que l'on peut qualifier « d'homme libre » un homme maître de lui-même, né dans la Cité de parents nés dans la Cité, qui n'est pas soumis à l'esclavage et qui, par conséquent, prend part à l'organisation de la Cité, de concert avec les autres citoyens. Dans la tradition judéo-chrétienne, la liberté correspondrait plutôt à la capacité des personnes de réfléchir et de faire des choix dont ils seront éventuellement responsables devant leur « juge éternel » (Scruton, 2008-2009, p. 47). La liberté au sens grec a donc une forme collective puisqu'elle permet à l'individu de faire entendre sa voix auprès des autres et de prendre part à la vie de la Cité, tandis que la liberté au sens judéo-chrétien serait d'abord une affaire intérieure, une question de responsabilité face aux choix qui s'offrent à la personne humaine. La tension entre les deux n'est pas du tout insurpassable, les deux conceptions pouvant même être complémentaires, ainsi que le pense Scruton à la suite de Rémi Brague : « the religious tradition that attached us to [freedom as the capacity to responsible choice] supported the political tradition centered on [freedom as self-ownership]. » (Scruton, 2008-2009, p. 47). Toujours est-il qu'à partir de cette

dualité née chez les Anciens, la modernité, dit Scruton, a été le théâtre de l'individualisation de la notion grecque de « maîtrise de soi » pour transformer cette liberté en « licence », c'est-à-dire en liberté pour chacun de faire ce qu'il entend et d'obtenir, de droit, ce qu'il réclame (Scruton, 2008-2009, p. 48).

Le passage des libertés grecque et judéo-chrétienne à la liberté moderne, explique Scruton, ne s'est pas fait automatiquement. Les philosophes de la Renaissance et des Lumières ont entrepris une profonde réflexion sur le sens, les fondements et les implications de la liberté humaine à l'ère de la Réforme, de la Contre-Réforme et de l'absolutisme royal, ce qui fait que « le libéralisme est né de la réflexion, vieille de plusieurs siècles, sur ce qui doit être mis en place pour que les hommes se soumettent volontairement à des lois faites par d'autres hommes plutôt que par Dieu. » (Scruton, 2016b, p. 113). Certains des principaux penseurs de ce courant – à commencer par Thomas Hobbes, John Locke et Jean-Jacques Rousseau – sont passés à l'histoire par leur élaboration de théories du « contrat social » auxquelles Scruton consacre des analyses plus ou moins élaborées (Scruton, 2002; 2016b, p. 117-119). Thomas Hobbes établira dans un premier temps que les individus, « capables de faire des choix rationnels et de prendre des décisions dans l'intérêt de tous », sont habilités à sortir d'eux-mêmes de l'état de nature en constituant « un gouvernement qui aura souveraineté sur tous et protégera chacun » (Scruton, 2018a, p. 23), tandis que John Locke a plutôt vu dans la naissance de l'État le moyen d'assurer la protection de droits naturels tels que le droit à la vie, à l'intégrité corporelle, à la liberté d'action et à la propriété privée (Scruton, 2018a, p. 25). Si Scruton admet que Rousseau ne se qualifiait pas lui-même de libéral, il n'en demeure pas moins que le philosophe suisse, en faisant du consentement initial des individus un prérequis pour la formation d'une société libre, a posé un jalon important dans l'édification de la pensée libérale.

Le contractualisme libéral, dit Scruton, a été perpétué au 20^e siècle par plusieurs penseurs clés, à commencer par Karl Popper dans son fameux ouvrage *La société ouverte et ses ennemis* (1945). Popper oppose d'un côté les sociétés fermées et totalitaires dans lesquelles chacun est embrigadé au nom du salut collectif (qu'il soit religieux ou idéologique), d'un autre côté les sociétés ouvertes reposant sur la liberté individuelle, le libre choix et la rationalité. Cette société ouverte, explique Scruton, n'est pas autre chose que la société libérale prétendument fondée sur le consentement, la volonté et la souveraineté des individus. Ces derniers établissent que leur liberté individuelle « is both the foundation and the goal of politics, and the resulting society is open in the sense that

nobody is in a position to impose opinions or standards of conduct unless the people can be persuaded to accept them. » (Scruton, 2018b, 32). Le fait est, cependant, que bon nombre de penseurs libéraux au 20^e siècle, à travers une « inflation des droits » (Scruton, 2018b, p. 34), ont avancé une conception beaucoup plus positive, progressiste et militante de cette liberté. Scruton évoque, en ce sens, les travaux de John Rawls (Scruton, 2014, 2016b et 2018a) et de Ronald Dworkin (Scruton, 1985, 1987, 2016b). Ce dernier, tel que compris par Scruton, défendait la primauté des droits naturels sur le droit positif, des droits-créances légitimant en de nombreuses circonstances la désobéissance civile, l'activisme judiciaire et la discrimination positive (Scruton, 1985, p. 20-29). Scruton ne nie certes pas l'existence de droits-créances, expliquant qu'ils ont leur place en matière contractuelle :

For instance, if I contract with you and perform my part of the bargain, then I have a claim against you. If you refuse to honour your promise, then you violate my rights. But claims arise only when duties are fulfilled, and it is a singular feature of the new ideology of rights that duties are seldom mentioned (Scruton, 1987, p. 254).

Scruton montre donc qu'un droit-créance implique nécessairement un devoir de la part de l'autre contractant, sachant aussi qu'un contrat nécessite le consentement éclairé et mutuel des parties pour assurer sa validité. Un droit-créance, entendu au sens ordinaire, n'est pas *politique* à proprement parler, il ne renvoie pas aux obligations politiques entre l'État et les citoyens. Le libéralisme aurait cependant évolué pour passer de la défense des libertés négatives à la réclamation de droits-créances entendus dans un sens politique. Ainsi, transposée en contexte politique et social, dit le philosophe britannique, une réclamation ou une revendication entendue comme un droit-créance revient à imposer unilatéralement des devoirs à la collectivité (Scruton, 2004 et 2014b, p. 86), qu'il s'agisse du droit au logement, du droit à l'éducation, du droit à des soins de santé gratuits ou encore du droit d'être reconnu dans son identité revendiquée. Puisque le libéralisme social tel que défendu par Dworkin accorde à l'individu le droit à toute réclamation, il impose unilatéralement à l'État et à la collectivité le devoir de reconnaître le bien-fondé du grief et donc de satisfaire la réclamation sur demande. Scruton y voit une différence non pas de nature, mais de degrés avec les effets du discours socialiste et marxiste qui voit les libertés négatives comme une mascarade empêchant les opprimés de connaître une véritable égalité:

How many Leninists have told us that rights which seem to obstruct the new social order, are not genuine, but only apparent ('bourgeois') rights? It is only in the new social order that men will be *truly* equal, *truly* possessed of rights and therefore nothing which opposes the new order does so in the name of justice. (Scruton, 1985, p. 29).

Le glissement du nouveau libéralisme social vers le socialisme est assuré selon Scruton par la nécessité pour l'État de se donner des pouvoirs intrusifs immenses s'il veut vraiment remplir ses promesses. Il dégage cette interprétation en s'appuyant sur le « principe de différence » de John Rawls, qui prévoit de distribuer également les « biens sociaux primaires », « à moins qu'une inégale distribution d'un de ces biens soit à l'avantage des moins favorisés. » (Rawls, 1987, p. 341) Scruton note que Rawls prône la redistribution des richesses en évoquant très peu qui sera chargé de la redistribution : « L'État est omniprésent, possède toutes choses et est tout-puissant pour organiser et distribuer la richesse nationale, mais n'est jamais mentionné comme tel. » (Scruton, 2016b, p. 81) Ce silence perçu par Scruton découlerait d'une contradiction du libéralisme social : issu d'une volonté originelle de protéger les droits et libertés de l'individu, il en vient plutôt à renforcer les pouvoirs de l'État afin de traiter les individus inégalement en fonction de leur niveau de confort matériel.

En somme, Scruton pointe du doigt le libéralisme lui-même, qui serait fragile au point d'avoir secrété une menace aux libertés auxquelles il est attaché à force d'y ajouter une série exponentielle de droits-créances. Les libertés individuelles ne pourraient être véritablement défendues qu'en admettant qu'elles ne soient pas naturelles et donc supérieures à toute institution, mais qu'elles découlent au contraire de certaines institutions qui seules permettent leur perpétuation bien encadrée. Le philosophe britannique postule que les libertés naissent d'un ordre particulier et qu'elles nécessitent une autorité préexistante et extérieure à elles-mêmes pour voir le jour.²⁸

²⁸ Un raisonnement qui rappelle celui donné par Saint Thomas d'Aquin pour expliquer l'existence de Dieu : « En effet, rien ne se meut qu'autant qu'il est en puissance par rapport au terme de son mouvement, tandis qu'au contraire, ce qui meut le fait pour autant qu'il est en acte ; car mouvoir, c'est faire passer de la puissance à l'acte, et rien ne peut être amené à l'acte autrement que par un être en acte (...). Donc, si la chose qui meut est mue elle-même, il faut qu'elle aussi soit mue par une autre, et celle-ci par une autre encore. Or, on ne peut ainsi continuer à l'infini, car dans ce cas il n'y aurait pas de moteur premier (...). Donc il est nécessaire de parvenir à un moteur premier qui ne soit lui-même mû par aucun autre, et un tel être, tout le monde comprend que c'est Dieu. » (D'Aquin, 2008)

4.2. Le nécessaire enracinement de la liberté

La liberté, nous dit Roger Scruton, procéderait donc de l'autorité et d'un ordre fondateur du lien social: « The difference between the liberal emphasis on freedom, and the conservative emphasis on order is partly a difference of rhetoric: one value of political order lies, for the conservative, in the freedom which it permits, and without which no order is truly 'political'. » (Scruton, *Salisbury Review*, automne 1982, p. 37). Ce qui ne veut pas dire que la liberté ne compte pour rien, mais qu'il importe de la remettre à sa place : la liberté, pour Scruton, a un sens dans la mesure où elle est bardée de limites, de normes, d'institutions politiques et sociales. Libérer la liberté de ses fondements et de ses limites reviendrait à laisser libre cours à l'ensemble des passions, des revendications et des désirs incontrôlés de chacun. Il en va d'ailleurs autant de la liberté du libéralisme social que de celle du libéralisme classique et du néo-libéralisme. Scruton et le conservatisme tel qu'il l'entend sont de fervents partisans du marché libre et de la propriété privée (ainsi que nous le verrons au prochain chapitre), mais dans la mesure où ces derniers n'outrepassent pas la place qui est la leur et s'harmonisent avec d'autres aspects de l'ordre social.

Scruton rappelle d'ailleurs souvent (Scruton, 2016b) l'étymologie du mot « économie », dérivé du grec *oikonomia*, donc de *oikos* (maison) et *nomos* (loi). C'est-à-dire que l'économie, dans son sens propre, renvoie à la gestion du foyer, à l'organisation du commun, entendu que « l'*oikos* est le lieu qui n'est pas seulement le mien et le tien, mais le nôtre » et que son entretien et son fonctionnement nécessitent des vertus telles que « l'épargne et le sacrifice de soi, l'habitude d'offrir et de recevoir des marques de respect, le sens de la responsabilité » (Scruton, 2016b, p. 52). Scruton étend cette notion d'*oikos* et de foyer à l'ensemble du corps social et politique, ce faisant il est également convaincu que l'individu, la propriété privée et l'entreprise libre ne peuvent fleurir qu'à travers un souci d'harmonie, d'ordre, de limites et d'équilibre. Le philosophe estime que la défense du marché libre ne peut donc pas non plus s'accompagner d'une prétention modernisatrice qui ne ferait qu'inverser les rôles établis par la gauche en présentant cette fois la liberté comme l'objectif ultime et l'État comme l'ennemi absolu (Scruton, 2006a, p. viii).

La liberté bien comprise serait donc enracinée et découlerait de l'autorité et d'un ordre social préexistant :

The political battles of our time concern, therefore, the conservation and destruction of institutions and forms of life: nothing more vividly illustrates this than the issues of education, political unity, the role of trade unions and the House of Lords, issues with which the abstract concept of ‘freedom’ fails to make contact. In all such issues the conflict concerns not freedom but authority, authority vested in a given office, institution or arrangement. It is through an ideal of authority that conservatives experience the political world. (Scruton, 1980, p. 19)

Encore faut-il savoir ce que Scruton entend par « autorité ». La définition qu’il en donne n’est pas toujours très précise, aussi admet-il que l’autorité peut renvoyer à plusieurs choses, à commencer par un pouvoir établi ou un pouvoir légitime, pouvant dans les deux cas être accordés, délégués, retirés, respectés, ignorés ou opposés (Scruton, 1980). Cette autorité reçoit l’allégeance des individus et mérite leur dévouement et de nombreux sacrifices parce qu’elle relève non pas d’un contrat ou d’une exigence de justice, mais d’un sentiment d’obligation et de fidélité. L’autorité, dit Scruton, découle d’une source lointaine, d’arrangements sociaux et d’institutions qui renvoient aux fondements de l’ordre politique et à la nature même de la communauté, qui commandent par le fait même un devoir de gratitude et de piété (Scruton, 1980 et 2016). Cette idée d’une fidélité naturelle envers les institutions pré-étatiques tranche radicalement avec le contractualisme des Lumières, que Scruton dénonce en s’appuyant sur la pensée d’Edmund Burke. Le père de la pensée conservatrice anglo-saxonne a offert dans ses *Réflexions sur la révolution en France* (1790) une fine critique du contractualisme politique, synthétisée dans ce passage demeuré célèbre :

Certes, la société est un contrat. Il est des contrats d’ordre inférieur que l’on passe à des fins purement occasionnelles et que l’on peut rompre à plaisir. Mais est-il loisible de considérer l’État comme rien de plus qu’un (...) contrat qui n’a que la durée d’une spéculation momentanée et que l’on peut dénoncer à la fantaisie des parties? (...) L’État est une association dans toute science, une association dans tout art, une association dans toute vertu et dans toute perfection. Et comme il ne suffit même pas d’un grand nombre de générations pour permettre à une telle association d’atteindre à ses fins, elle devient une association non seulement entre les vivants, mais entre les vivants et les morts et tous ceux qui vont naître. (Burke, 2016, p. 100-101).

L’homme, dit toujours Burke, est modelé par des idées préjugées – comprendre : pré-jugées –

accumulées au fil du temps par un long travail de sédimentation des traditions et des expériences qui ne se transmettent que par « immersion dans le monde » ou par « osmose » (Scruton, 2016b, p. 47). Burke et Scruton avancent que la tradition – sorte de dépôt de sagesse accumulées – fait de l’homme un héritier, un fiduciaire et un gardien de ce qui a temporairement été remis entre ses mains. Voir l’ordre politique comme s’il découlait d’un contrat négocié entre individus interchangeables, dit Scruton, revient à détruire le socle sur lequel repose toute possibilité d’une défense des libertés individuelles : « Ôtez l’expérience de l’appartenance, et le socle du contrat social disparaît : les obligations sociales deviennent temporaires, vagues et révocables, et l’idée de sacrifier sa vie pour des inconnus touche alors à l’absurde » (Scruton, 2016b, p. 50). Ainsi, dit-il, le « We the People » qui ouvre le préambule de la constitution américaine implique nécessairement qu’un peuple parlant de lui-même à la première personne du pluriel ait pris racine avant de se doter d’un contrat formel.

Les quelques commentaires critiques de Scruton sur les travaux de Karl Popper évoqués plus haut offrent sans doute l’une des meilleures synthèses de la principale incohérence du libéralisme aux yeux du philosophe britannique :

The free individual is the product of a specific kind of social order, and the constraints necessary to perpetuate that order are therefore necessary to our freedom. If openness means freedom, then freedom cannot be extended so far as to unsettle the social order that produces it. But then the advocate of freedom must be an advocate of that kind of social order, and this means thinking in terms of something other than openness. (Scruton, 2018b, p. 33)

Ce « something other than openness », nous l’avons vu, est l’autorité qui précède, forme et donne un sens à la liberté. Cette autorité est fondée sur le rappel des origines et la survie des traditions, donnant un passé commun au corps social ainsi qu’un même sentiment d’appartenance, ce qui n’empêche pas que les formes de communautés et de sociétés soient nombreuses et que chacune entretienne un sentiment d’appartenance qui lui soit propre. Scruton en distingue d’ailleurs trois grands types : la société tribale dans laquelle l’appartenance se fonde sur l’allégeance mythique, la société religieuse fondée sur la foi et enfin la société politique encadrée par le droit, lui-même élaboré, dans le monde moderne, par les citoyens et leurs représentants (Scruton, 2018). La position conservatrice de Scruton est parfaitement synthétisée lorsqu’il écrit que « d’une certaine façon, le

conservatisme naît de la volonté de préserver les valeurs de l'allégeance et de la foi dans les communautés réorganisées selon une loi purement politique » (Scruton, 2018, p. 14). Au contractualisme libéral, le philosophe britannique oppose donc une autorité fondée sur l'allégeance commune et sur la foi – deux notions qui doivent conséquemment être explorées.

4.3. Le caractère structurant de la nation

L'autorité, fondatrice de la liberté selon Scruton, trouverait donc sa source dans deux voies complémentaires. La première, la nation, est immanente, en cela qu'elle est créée (ou qu'elle apparaît progressivement) par l'action et la volonté des hommes. La seconde, la foi, est transcendante. Non pas que les institutions religieuses ne soient pas des créations humaines, mais que ces institutions soient gardiennes d'une foi dans un Créateur qui, lui, serait extérieur au monde. En envisageant ainsi l'ordre du monde, Scruton se distingue clairement de la tradition libérale.

C'est d'abord vrai pour ce qui concerne la nation ou l'État-nation (le rapport de Scruton à la religion sera, pour sa part, étudié au prochain chapitre), dont Scruton est un défenseur en la comprenant comme une fin en soi, alors que les libéraux entreverraient peut-être la nation comme un outil collectif nécessaire, mais aussi comme une limitation excessive du champ d'action de l'individu et comme une menace aux droits individuels. Aux yeux de Scruton, il est clair que c'est à la nation et à la loyauté nationale que la démocratie doit sa survie dans le temps, puisque seuls l'identité nationale et le sentiment collectif de partager un même passé et un même avenir peuvent permettre à un ordre politique d'accepter l'opposition et le désaccord internes sans y voir une menace perpétuelle de renversement :

A society of citizens is a society in which strangers can trust one another, since everyone is bound by a common set of rules. (...) Such are Western societies today. They are societies in which you form common cause with strangers, and which all of you, in those matters on which your common destiny depends, can with conviction say *We* (Scruton, 2006a, p. 7)

Un tel ordre permet d'entrevoir les rivalités politiques comme le fait de désaccords exprimés à l'intérieur d'un cadre commun, partagé, qui ne saurait être lui-même remis en question puisqu'il n'est pas constitué d'ennemis, mais de semblables. Cette appartenance nationale, rappelle Scruton,

n'est d'ailleurs pas uniquement culturelle et mémorielle, mais aussi territoriale. Le territoire joue en effet un rôle fondamental par la délimitation de l'espace national. Outre l'attachement des citoyens envers un sol qui les a vus grandir et élever leurs enfants, le territoire délimité offre aussi des limites, il trace une nécessaire ligne entre ceux qui appartiennent à la nation et ceux qui se trouvent au-dehors. Surtout, les frontières du territoire établissent les limites de la souveraineté du parlement national, elles sont une nécessité juridique pour déterminer jusqu'où s'étend un système de droit et où commence le système voisin (Scruton, 2016b). En somme, que ce soit par son récit identitaire ou par ses limites territoriales, la nation apparaît au philosophe anglais comme le meilleur cadre de pacification et d'égalisation des relations entre citoyens. Évidemment, cela ne signifie pas nécessairement que chaque nation soit une démocratie, mais bien, pour Scruton, que la démocratie elle-même a plus de chances de fleurir lorsqu'elle est mise en place dans une nation.

Pourtant proche de la pensée de Hayek sur de nombreux aspects comme nous le verrons au prochain chapitre, Scruton s'en démarque nettement sur tout ce qui concerne la nation. Hayek, s'il ne rejette pas nécessairement la légitimité de l'existence même des nations, se refuse d'y voir un absolu et d'y attacher une valeur supérieure quelconque. Dans « Pourquoi je ne suis pas un conservateur » en annexe de son classique *La constitution de la liberté* paru en 1960, Hayek cite carrément le nationalisme comme l'une des causes de son rejet du conservatisme, qu'il accuse d'être disposé à céder facilement au chant des sirènes de l'étatisme, du moment que celui-ci s'effectue au nom de la nation (Hayek, 1994, p. 401). Hayek voit dans le nationalisme un chauvinisme et une hostilité envers l'étranger qui sont susceptibles de mener les conservateurs dans une alliance objective avec des réformistes radicaux, donnant les exemples du Parti progressiste de Theodore Roosevelt, de la *Fabian Society* anglaise ou des socialistes allemands, tous bien disposés envers l'expansionnisme militaire et l'impérialisme colonial (Hayek, 1994, p. 401-402). Le meilleur moyen de contrecarrer cette alliance entre socialistes et nationalistes, selon Hayek, serait de favoriser la naissance de fédérations multinationales. De tels États connaîtraient des réalités régionales tellement disparates et auraient un sentiment d'unité nationale tellement peu développé qu'ils auraient toutes les misères du monde à justifier aux yeux de tous une intervention de l'État central (Hayek, 1948, p. 264)²⁹. Plus tôt dans sa carrière, au dernier chapitre de son fameux essai antiétatiste *La route de la servitude* paru en 1944, Hayek affichait déjà ses couleurs en prenant parti pour une fédération internationale

²⁹ Pour une analyse plus spécifique du fédéralisme de Hayek, consulter Chevrier, 2019, p. 236-237.

protégeant le règne de la loi et le laissez-faire économique, avec des pouvoirs substantiels la positionnant à mi-chemin entre « un super-État tout-puissant » et « une association lâche de nations libres » (Hayek, 2016, p. 248). Selon l'économiste autrichien, un tel ordre international, disposant de moyens coercitifs centralisés, serait essentiel pour mener à bien l'intégration économique des marchés en plus de réduire les inimitiés nationales et ethniques et les risques de conflits qui en découlent.

S'il ne répondait pas explicitement à Hayek lui-même, Scruton a néanmoins répliqué à ces mêmes arguments, avancés régulièrement par d'autres. Pour lui, refuser d'emblée l'État-nation pour cause de bellicisme, au profit d'États transnationaux ou supranationaux, revient à faire un saut dans le vide, considérant que personne ne peut prédire comment se comporteront de tels États. Surtout, Scruton s'attaque à la tentative d'identifier les nations à leur dérive pathologique, comme si la perversion d'une chose en était la forme naturelle et normale :

The nation state should not be understood in terms of the French nation at the Revolution or the German nation in its twentieth-century frenzy. For those nations gone mad, in which the sources of civil peace had been poisoned and the social organism colonized by anger, resentment and fear. All Europe was threatened by the German nation, but only because the German nation was threatened by itself (Scruton, 2006a, p. 3)

Le philosophe anglais juge en effet que l'on ne peut pas mettre sur le même pied une nation traversée par des volontés expansionnistes et une nation cherchant simplement à se perpétuer dans son être, sans débordement, sans haine et sans bellicisme. On peut faire un rapprochement entre cette interprétation et celle du politologue français Gil Delannoi qui, dans son ouvrage *La nation contre le nationalisme – La résistance des nations* (2018), défend justement que la nation n'équivaut en rien à la race et que le nazisme se réclamait de la nation pour en fait masquer un projet impérial et racial. Scruton comme Delannoi voient plutôt la nation comme l'espace permettant le fonctionnement des institutions démocratiques et l'existence de droits partagés³⁰.

³⁰ Voir aussi Raymond Aron qui avance une thèse similaire : « Mais les critiques du nationalisme, qui sont aussi les critiques des nations, oublient trop les acquis de ce type d'unité politique. La nation a pour principe et pour finalité la participation de tous les gouvernés à l'État. C'est pour participer à l'État que les minorités réclament que leur langue soit reconnue. (...) Renier la nation moderne, c'est rejeter le transfert à la politique de la revendication éternelle d'égalité. » (Aron, 2004, p. 299)

Cela n'empêche pas la nation de faire la guerre, mais à condition qu'elle le fasse lorsque son intégrité même est menacée. C'est ainsi que Scruton juge la décision de Margaret Thatcher d'envoyer la *Royal Navy* reprendre les îles Malouines tout juste attaquées par l'Argentine: « The nation entered into a state of war as a matter of course, in defence of sentiments of sovereignty and national honour that could never be captured by liberal ideology » (Scruton, *Salisbury Review*, automne 1982, p. 39). Scruton n'est pas pour autant insensible aux arguments de plusieurs penseurs libéraux ou républicains, tels que Maurizio Viroli, qui tentent de dissocier le nationalisme du patriotisme. Le patriotisme ainsi entendu relèverait d'une ancienne vertu de fidélité des citoyens envers leur terre et le gouvernement qu'ils se sont donné. Un tel patriotisme « républicain », dit Scruton, trouverait ses origines dans les écrits de Machiavel, de Montesquieu ou de Mill. Scruton s'en sent même plutôt proche, même s'il entend le patriotisme moins comme une opposition au nationalisme et davantage comme une façon de définir l'appartenance nationale :

Patriots are attached to the people and the territory that are *theirs by right*; and patriotism involves an attempt to transcribe that right into impartial government and a rule of law. This underlying territorial right is implied in the very word – the *patria* being the 'fatherland', the place where you and I belong and to which we return, if only in thought, at the end of all our wanderings. (Scruton, 2006a, p. 3)³¹

Scruton a pu manifester concrètement sa défense de l'État-nation et son opposition au fédéralisme dans son appui sans détour à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, surnommée le *Brexit*. L'opposition du philosophe anglais à l'Union européenne et à une intégration toujours plus grande des États d'Europe remonte aux années 1980, moment où Scruton se rangeait totalement derrière la lutte de Margaret Thatcher contre les instances européennes. La Dame de fer dénonçait alors les faibles avantages financiers de l'appartenance du Royaume-Uni au Marché commun avec une formule lapidaire : « What we are asking is for a very large amount of our own money back! » (Thiériot, 2011, p. 483) Encore à la fin de son mandat, elle s'est opposée fermement à une plus grande intégration politique et économique ainsi qu'à la naissance d'une monnaie unique :

³¹ Difficile de ne pas y voir une référence à ces vers célèbres de T. S. Eliot: « We shall not cease from exploration / And the end of all our exploring / Will be to arrive where we started / And know the place for the first time » (Eliot, 1972). Pour une analyse du conservatisme de T. S. Eliot, voir Scruton, 2006a, p. 191 à 208.

The point of that kind of Europe with a central bank is no democracy, taking powers away from every single Parliament, and having a single currency, a monetary policy and interest rates which take all political power away from us. (...) a single currency is about the politics of Europe, it is about a federal Europe by the back door. (Thatcher, 1990)

Scruton considérait ce combat mené par Thatcher comme étant son plus grand héritage politique (Scruton, 2022, p. 48). À ses yeux, l'Union européenne représentait effectivement une menace majeure pour le Royaume-Uni et pour les nations européennes en général puisque tout le processus d'unification européenne aurait résulté d'une profonde hostilité des élites politiques et économiques européennes d'après-guerre à l'égard des nations (Scruton, 2002, 2006a et 2016b). L'Union européenne aurait selon lui le double défaut de nier les nations européennes et d'être antidémocratique. L'Europe serait certes le territoire d'une civilisation commune, mais d'une civilisation particulière qui se manifeste à travers l'existence de nations souveraines. Forte de traités signés et ratifiés souvent sans consultation populaire, la bureaucratie européenne – non-élue et irresponsable – révélerait maintenant sa nature impériale, ferait fi de la réalité multinationale du continent et imposerait ses vues à des peuples pris au piège (Scruton, 2016b, p. 66-67; Labrecque, 2016, p. 50-51). Le *Brexit*, croit Scruton, représentait donc une victoire à la fois nationale et démocratique (Bastie, 2018; Scruton, 2017a). En renouant avec son entière souveraineté, le Royaume-Uni aurait renoué avec la nation comme seul espace possible de légitimité pour débattre des problèmes et des enjeux touchant les citoyens britanniques : « The British people remain bound to each other by ties of mutual responsibility and social trust, and it is my hope that these bonds will be strengthened as we come to terms with Brexit. » (Scruton, 2017a).³²

L'attachement national défendu par Scruton rend bien compte de ce qui sépare le philosophe anglais du libéralisme. Forme politique assurant la fidélité et l'unité de ses composantes, la nation serait le visage moderne d'un ordre ancien qui ferait autorité et duquel les libertés modernes découleraient. Comme nous l'avons vu, Scruton se refuse à concevoir les libertés comme étant

³² À noter que le souverainisme britannique de Scruton est traversé par un attachement profond envers la nation anglaise – attachement découlant de l'admiration de la culture, des coutumes et des paysages du pays – de même que par une opposition au nationalisme écossais, porté vers l'autonomie politique, voire l'indépendance, donc au démembrement du Royaume-Uni. Pour les réflexions de Scruton sur les rapports entre les nations composant le Royaume-Uni, voir : Scruton, 2006b, 2014a et 2017a.

autoengendrées et sources de toute légitimité politique. Pour lui, c'est parce que la famille, une tradition religieuse ou une langue commune existent préalablement que les individus sont capables de se faire confiance et de reconnaître l'autorité d'un gouvernement qui leur accorde des libertés. Ces mêmes libertés, sans être fondatrices, ont néanmoins pour Scruton une grande valeur et méritent d'être défendues (Scruton, 2018a, p. 41). C'est à travers cette nécessaire défense des libertés et des traditions que Roger Scruton réussit à se rapprocher du libéralisme, ainsi que nous le verrons au chapitre suivant.

CHAPITRE V : SCRUTON, LES LIBÉRAUX ET UNE COMMUNE DÉFENSE DE LA LIBERTÉ?

Le désir de réglementer nos coutumes s'est traduit par un assaut contre les institutions autonomes (...) qui ne se conforment pas à une certaine forme de politiquement correct. L'effet à long terme en est l'absorption de la société civile dans l'État, et la sujétion de l'ensemble de la vie sociale à une sorte de contrôle idéologique.
– Roger Scruton, *De l'urgence d'être conservateur*³³

L'effort consacré à mettre en lumière les réserves de Roger Scruton à l'égard du libéralisme classique ne doit pas laisser croire que le philosophe anglais rejetait les principaux attributs de ce même courant. Bien au contraire, Scruton s'en rapproche effectivement sur bien des aspects et est même allé jusqu'à classer dans le courant de pensée conservateur de nombreux penseurs, philosophes ou économistes régulièrement associés au libéralisme, preuve s'il en est de la porosité des frontières entre ces deux familles politiques. Comme nous le verrons dans le présent chapitre, le philosophe britannique rejoint effectivement les libéraux classiques et les néo-libéraux (à commencer par Hayek) dans leur défense de la supériorité du marché libre sur l'économie planifiée. Aussi conservateur soit-il, Scruton défend également une conception des rapports entre la religion et l'État qui le rapproche du libéralisme et qui l'éloigne des conservateurs les plus traditionalistes. Enfin, Scruton sent que la principale menace qui pèse sur la nation, les traditions et la religion n'est pas tant le marché libre que le progressisme et le socialisme portés par une « culture de la répudiation » qui pousserait à condamner en bloc tout ce sur quoi repose la civilisation occidentale. (Scruton, 2016b, p. 73). Ces mouvements de gauche incarneraient une forme de rationalisme politique visant à refonder l'ordre social et politique et porteraient en leur sein un idéal proprement révolutionnaire. Nous verrons que Scruton rejoint explicitement de nombreux penseurs libéraux dans leur opposition à ces idées et que c'est parce qu'il est plus proche du libéralisme qu'il ne le laisse paraître *a priori* qu'il n'est pas à classer parmi les traditionalistes, mais au sein de la *New*

³³ Scruton, 2016b, p. 195.

Right qui tente de faire un pont entre traditionalisme et néo-libéralisme.

5.1. La construction de la société et du marché par le bas

Roger Scruton, nous l'avons vu dans les deux chapitres précédents, a souvent exprimé une forte méfiance à l'égard du libéralisme. Il n'en demeure pas moins que le philosophe britannique a surtout choisi le socialisme et le progressisme comme adversaires principaux et qu'il a élaboré une pensée économique le rapprochant effectivement des néo-libéraux de l'école autrichienne d'économie. Faisant une place à des penseurs libéraux tels que Adam Smith, Alexis de Tocqueville, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek, Raymond Aron ou Robert Nozick au sein du panthéon conservateur (Scruton, 1991 et 2018a), Scruton reconnaît qu'avec les effets du temps qui amoindrit l'opposition historique des libéraux et des conservateurs au 19^e siècle, les lignes de fracture entre ces deux familles politiques sont devenues beaucoup plus floues et « [qu'aujourd'hui], un défenseur de la position libérale classique a toutes les chances d'être considéré comme un conservateur. » (Scruton, 2018a, p. 140)

Cela ne fait pas pour autant du philosophe britannique un néo-libéral. Scruton n'a en effet eu de cesse de rappeler que si l'État doit résister à la tentation socialiste de nationaliser ou de trop réglementer l'activité économique, il doit aussi refuser la tentation inverse de favoriser systématiquement les entreprises privées et d'être obsédé par l'objectif de la croissance. La politique sert davantage, croit Scruton, à assurer l'ordre public et à maintenir une cohésion sociale et nationale, surtout pas à susciter la croissance ou augmenter les revenus des compagnies. (Scruton, 2002, p. 88-91 et 2016, p. 55 et 109-110) Si les partis libéraux ou conservateurs ne faisaient que se servir de l'État pour accroître les profits des entreprises privées, ils suivraient la même logique matérialiste que les socialistes, défendant simplement une autre classe sociale que le prolétariat. Scruton rejoint donc la critique d'Oakeshott à l'endroit de Hayek :

A plan to resist all planning may be better than its opposite, but it belongs to the same style of politics. And only in a society already deeply infected with Rationalism will the conversion of the traditional resources of resistance to the tyranny of Rationalism into a self-conscious ideology be considered a strengthening of those resources. (Oakeshott, 1991, p. 26-27)

Il n'en demeure pas moins que la proximité entre les thèses des néo-libéraux et de conservateurs tels que Scruton et Oakeshott est patente sur bien des aspects. Scruton s'appuie sur la pensée d'Oakeshott pour montrer que l'État sert surtout à déterminer des règles générales de conduite. Comme Oakeshott, il se méfie de « l'association d'entreprise » en tant qu'institution politique et se porte à la défense de l'État comme « association civile », comme gardien de la loi générale encadrant à distance la libre activité des citoyens³⁴. Il recherche un État fort, mais limité : un État dont la loi est souveraine, mais dont la loi ne couvre et ne planifie pas tout. Le danger de concevoir l'action politique et le rôle de l'État comme la possibilité de faire respecter un objectif positif et concret reviendrait à donner à ceux qui exercent le pouvoir une licence complète pour y parvenir et à autoriser « l'invasion de ces institutions et associations qui forment le cœur de la société civile, afin de leur imposer une direction et un but qui peuvent n'avoir rien à voir avec leur nature intrinsèque. » (Scruton, 2016b, p. 57)

Ainsi, il importerait pour Scruton d'insister sur la distinction entre l'État et la société civile, qui comprend toute structure située entre l'individu et l'État, c'est-à-dire une multitude d'organisations, de mouvements et d'entreprises qui animent la vie courante de la communauté en dehors des institutions politiques. L'État joue un rôle précis, qui n'est pas d'intervenir constamment au milieu des échanges au sein de la société. Chaque personne, qu'elle soit physique ou morale, est responsable de ses actes et doit rendre des comptes à ceux avec qui elle prend un engagement, qu'il soit commercial ou d'une autre nature. Pour Scruton, ceux qui se plaignent de l'action irresponsable des entreprises privées doivent comprendre que c'est en bonne partie l'État qui en serait responsable, lui qui outrepasserait sa fonction depuis longtemps pour promettre monts et merveilles à chacun :

Banks become « too big to fail » when governments rely upon them; industries become « too big to fail » when the labor unions persuade governments to take charge of them. And when governments encourage the belief that they will step in to take the cost of mistakes, it is not surprising if the spivs and racketeers take advantage of their promises. (Scruton, 2011b)

³⁴ Revoir le chapitre II pour la distinction entre « association civile » et « association d'entreprise » par Michael Oakeshott.

En se portant garant de la survie financière des entreprises, en investissant dans les secteurs favorisés par le gouvernement du moment ou en voulant plaire à une clientèle électorale donnée, l'État ne respecterait pas son rôle de gardien de la loi générale et aurait cédé aux « demandes exagérées de justice sociale adressées à l'État-providence », dit Scruton en référence aux théories du choix public avancées par James Buchanan. (Scruton, 2018a, p. 196-197) Sur la base aussi des travaux de l'École autrichienne d'économie, Scruton est convaincu que les prix sont des informations changeantes et évolutives qui sont le résultat des interactions entre individus, reflétant le rapport momentané entre ce dont ils ont besoin et ce qu'ils ont à offrir. L'intervention de l'État par la planification et le contrôle des prix ne peut avoir pour effet que de ralentir l'activité économique faute d'avoir en main les informations nécessaires pour la comprendre : il en résulte pour Scruton que le rationalisme planificateur est en fait irrationnel. (Scruton, 2002, p. 32)

Il en va de même pour toute tentative, aussi conservatrice soit-elle apparemment, de faire intervenir l'État pour protéger l'économie nationale face à la concurrence étrangère. Rompant ici avec la tradition protectionniste autrefois défendue par Benjamin Disraeli et Joseph Chamberlain, Scruton considère que le protectionnisme ne sert qu'à faire vivre des industries dépassées et ne défend donc pas réellement les intérêts du peuple. (Scruton, 2022, p. 56) Aussi est-il convaincu que l'État doit refuser de dépenser impunément et qu'il doit laisser l'économie aux entreprises et aux individus libres d'agir et responsables de leurs choix, quitte à ce que des entreprises locales aux reins moins solides disparaissent. Rappelant la pensée d'Edmund Burke à l'effet qu'il faut réformer pour mieux conserver, Scruton applique cette même logique à l'économie et insiste pour dire que « institutions, traditions and allegiances survive by adapting, not by remaining forever in the condition in which a political leader might inherit them. » (Scruton, 2022, p. 55) C'est dire à quel point son conservatisme, dans sa vision du rôle de l'État, s'éloigne de ce qui a été défendu par bon nombre de précédents penseurs et politiciens conservateurs classés dans le courant « One Nation » (tel que vu au chapitre I) pour plutôt assumer l'influence libérale qui caractérise la *New Right*.

Nous l'avons mentionné également, Roger Scruton accorde une grande importance à la séparation des rôles et des fonctions entre l'État et la société civile. C'est là un autre point de rapprochement avec les libéraux : sa compréhension de cette même société civile renvoie constamment et

explicitement aux travaux de Friedrich Hayek et de l'École autrichienne d'économie. (Scruton, 1991, 2002a, 2006c, 2016b et 2018a) Le fait que Hayek, comme nous l'avons vu au chapitre II, refuse l'étiquette conservatrice et se définisse simplement comme libéral ou même comme « *Old Whig* » n'empêche pas Scruton de déceler chez lui un fond conservateur, au point de le proclamer « chantre intellectuel du mouvement conservateur » d'après-guerre. (Scruton, 2018a, p. 141-142) C'est que Scruton retrouve chez l'économiste autrichien une conception profondément conservatrice de la formation de la société et des relations entre l'État et la société civile, une conception qu'il juge en parfaite cohérence avec une lignée de penseurs tels que David Hume, Adam Smith, Edmund Burke et Michael Oakeshott. Scruton comme Hayek refusent de voir une contradiction entre le marché et la défense de traditions. Les traditions, dit Scruton, ne sont pas que simples coutumes ou rituels, mais bien une sorte de savoirs sociaux (« *social knowledge* »), des savoirs qui s'élèvent

(...) by an invisible hand from the open-ended business of society, from problems which have been confronted and solved, from agreements which have been perpetuated by custom, from conventions which coordinate our otherwise conflicting passions, and from the unending process of negotiation and compromise whereby we quieten the dogs of war. (Scruton, 2002, p. 32)

Ces traditions – Hayek le disait déjà avant Scruton – feraient partie de l'ensemble des idées et des informations échangées entre les individus au fil du temps et qui contribueraient à bâtir lentement la société, par accumulation ou sédimentation, mais aussi par la multiplication des échanges et des liens entre personnes. Les deux penseurs se rejoignent donc dans leur compréhension de la société comme ordre spontané, peu à peu construit d'en bas, par la multiplication d'échanges qui renforcent l'interdépendance des individus. Leur volonté de protéger l'ordre politique et légal découle de la valeur de leurs échanges (matériels, intellectuels, relationnels, etc.) vus à grande échelle : « Une société d'individus libres n'est pas fondée en raison, elle repose sur des sentiments de sympathie mutuelle » (Scruton, 2018, p. 50). La société et le marché ne s'opposent donc pas, ils seraient plutôt étroitement imbriqués l'un dans l'autre puisqu'ils ont été construits ensemble et de la même façon :

In such circumstances markets do not merely flourish: they spread and grow, to become co-extensive with the jurisdiction. Every citizen becomes linked to every other, by relations that are financial, legal and fiduciary, but which presuppose

no personal tie. A society of citizens can be a society of strangers, all enjoying sovereignty over their own lives, and pursuing their individual goals and satisfactions. (Scruton, 2006a, p. 7)

Cette intégration de la société et du marché en une seule et même construction bâtie par la multiplication des rapports entre groupes, individus et entreprises entrainerait la formation d'un ordre politique dans un processus allant du bas vers le haut : la politique et les lois, nous l'avons vu au chapitre IV, viendraient encadrer et protéger un ordre social qui leur préexistait. La plus évidente incarnation de ce phénomène serait la *Common Law* en vigueur dans les pays de tradition anglaise, vertement soutenue par Scruton, mais aussi par Hayek qui y voyait le parfait exemple de règles concrètes émergeant des interactions individuelles plutôt que de règles abstraites imposées d'en haut. Bien sûr, aucun des deux penseurs ne nie la pertinence et la nécessité d'un parlement souverain devant légiférer. Scruton voit les institutions politiques comme les gardiennes armées d'un ordre lentement construit et qui sert de police d'assurance à l'exercice de libertés qui pourraient autrement être menacées³⁵. Hayek ne le dit pas autrement lorsqu'il écrit que le droit commun anglais est la forme supérieure d'apparition du droit, mais que

Ce fait n'exclut pas qu'à d'autres égards ce droit soit susceptible de bourgeonner dans des directions très indésirables. Et lorsque cela se produit, le recours à la législation peut être la seule issue permettant la correction nécessaire. (Hayek, 2013a, p. 219)

Qu'elle vienne de la jurisprudence de droit commun ou d'un acte législatif, la loi a toujours parmi ses principaux objectifs, disent Scruton et Hayek, de protéger la propriété privée. Comme les libéraux, Scruton accorde une importance première à la propriété privée, pierre d'assise de l'indépendance et de la responsabilité du citoyen face aux autres et face à l'État. C'est là un point d'accord majeur entre les libéraux et les conservateurs, affiché aussi dans le programme thatcherien. Notons tout de même le virage majeur qui a été effectué par le conservatisme britannique, qui est passé d'une défense, sous Salisbury, de la propriété privée aristocratique contre la « menace démocratique » personnifiée par le suffrage ouvrier à une volonté d'étendre toujours plus la propriété privée aux classes ouvrières sous Thatcher. Les conservateurs britanniques,

³⁵ À ce sujet, voir R. Scruton, 2002a, p. 64-86.

maintenant que la puissance de la noblesse a été réduite voire anéantie, font désormais cause commune avec les libéraux classiques dans la défense du libre accès à la propriété. Scruton ne dit pas autre chose dans ses premiers éditoriaux de la *Salisbury Review* lorsqu'il prend fait et cause pour une propriété privée étendue au plus grand nombre comme nouveau paradigme politique. Contre la construction d'un État bureaucratique et interventionniste qui se juge apte à réglementer l'ensemble des secteurs d'activité, Scruton considère la propriété comme un rempart contre les excès du pouvoir centralisé :

Wealth is crystallised power, and to control wealth is to exercise power. All power can be used for good or for ill. State ownership does not extinguish the power that it appropriates; it merely vests control of it in the hands of those who can conveniently hide themselves, and who cannot be made answerable for its exercise. (Scruton, 1984, p. 48)

Scruton appuie complètement les initiatives du gouvernement Thatcher pour vendre les logements sociaux à leurs locataires après au moins trois ans d'occupation, pour inciter les chômeurs à devenir entrepreneurs ou pour prioriser les employés comme acheteurs d'actions au moment de privatiser toute une série de sociétés d'État. (Sergeant, 1994, p. 56-63) Les moyens conférés par la propriété sont aussi accompagnés d'une plus grande responsabilité en regard à la prise de risques. Une économie dans laquelle l'État joue un rôle important revient selon Scruton à laisser de grandes responsabilités à des gens qui ne sont pas personnellement propriétaires de ces actifs et ressources, mais seulement des gestionnaires de passage, en plus de favoriser la distribution de rentes à des citoyens qui n'encourent aucun risque financier en retour des aides et des soutiens pécuniaires qu'ils réclament et reçoivent (Scruton, 2016b, p. 27-28). La privatisation des logements sociaux et des sociétés d'État reviendrait à retirer la propriété (et donc ses responsabilités) des mains d'une poignée de gestionnaires pour la distribuer à toujours plus de gens qui sont eux directement concernés et touchés par les décisions prises et les risques encourus. Scruton suit là les intuitions de Salisbury déjà évoquées au chapitre I. Il est ainsi convaincu que la création de la « property-owning democracy » si chère à Thatcher créera une foulée de nouveaux électeurs conservateurs, en transformant des locataires récepteurs d'aides diverses en propriétaires indépendants et soucieux de la bonne conduite des affaires pour protéger leur « part » de la société : « Society built upon

private property has an advantage in stability: the owner of property is naturally loyal to the order which secures his right of possession. » (Scruton, 1985b, p. 49)

Scruton est très conscient que plusieurs penseurs libéraux ont tendance à défendre le marché libre et à oublier pourtant que la liberté, pour fonctionner, doit aller de pair avec la notion de responsabilité et le besoin de rendre des comptes. La propriété privée est certes un pilier fondamental de l'ordre social et de l'indépendance individuelle, mais que faire lorsque son usage abusif se met à risquer d'affaiblir les liens sociaux à moyen ou long terme, d'une manière ou d'une autre? C'est là qu'il voit la nécessité de la pensée conservatrice, dans ce besoin de pallier les manques ou les oublis fondamentaux d'un libéralisme avec lequel il est autrement en accord. Le conservatisme pensé par Roger Scruton, parce qu'il insiste sur la nation, la famille, la religion et le respect de la loi et l'ordre, sert à rappeler aux libéraux « [qu'aucune] économie de marché ne peut fonctionner correctement sans le soutien de sanctions juridiques et morales. » (Scruton, 2016b, p. 101) Il lui semble que ces rappels sont particulièrement importants à l'heure où les sociétés occidentales vivent dans l'abondance et que « les valeurs matérielles, l'idolâtrie et l'assouvissement sensoriel » (Scruton, 2016b, p. 108) semblent menacer la haute culture, la beauté, la vie locale, l'épargne personnelle ou les liens familiaux. Mais sa réponse à ces défis, par un appel à l'éducation, la religion, la morale et la société civile plutôt qu'à un recours à l'État pour voter de nouvelles lois dissuasives, montre à quel point sa pensée peut puiser à la foi dans le registre conservateur et libéral :

The correct response to the ills of television is not to attack those who manufacture televisions or who stock them with rubbish: it is to concentrate on the kind of education that makes it possible to take a critical approach to television, so as to demand real insight and real emotion, rather than kitsch, Disney, or porn. (Scruton, 2010b)

Ainsi la solution se trouve à ses yeux davantage dans l'éveil intérieur de l'individu et de la communauté que dans l'usage des moyens coercitifs et législatifs de l'État. Nul besoin, donc, de recourir à des innovations légales ou philosophiques pour inventer de nouveaux modèles de société, puisque « in a true spontaneous order the constraints are already there, in the form of customs, laws, and morals » (Scruton, 2006c, p. 219) : il suffirait selon Scruton de les entretenir et de

rappeler leur existence à travers une société civile forte et organisée.

5.2. La distinction de la loi humaine et de la loi religieuse

Scruton est conservateur parce qu'il fait reposer l'ordre étatique moderne sur des antécédents traditionnels tels que la famille, la nation et la religion. À ses yeux, la tradition chrétienne est valable et doit être défendue certes en raison du message qu'elle porte, mais aussi parce qu'elle est l'une des principales sources des institutions occidentales. Cependant, le fait que le christianisme ait nourri l'Occident pendant plusieurs siècles n'oblige pas les institutions occidentales à s'en réclamer explicitement et à confondre la religion et la politique. C'est là que la pensée de Scruton prend un tournant plus libéral, aussi faut-il prendre le temps de bien décortiquer ce qu'il écrit sur la place de la religion dans la société.

Comme plusieurs autres penseurs de sa famille politique, Roger Scruton déplore le déclin de la morale chrétienne et de la pratique religieuse ainsi que les effets de la révolution sexuelle depuis les années 1960. Le philosophe anglais a souvent écrit pour défendre la famille traditionnelle et l'autorité parentale et s'opposer aux cours d'éducation sexuelle, à la pornographie et à la légalisation du divorce, de l'avortement ou du mariage homosexuel. (Scruton, 1985b, 1985c, 1986, 1987c, 1992, 2006a, 2016b) L'objet du présent mémoire n'étant pas d'étudier cet aspect de la pensée de Scruton, nous nous contenterons de résumer qu'il se fait ici le défenseur de la doctrine chrétienne en matière sexuelle. Mais contrairement aux conservateurs traditionalistes – et c'est là son originalité – Scruton ne plaide pas pour un renforcement du pouvoir religieux ou en faveur d'un alignement de l'État sur la doctrine de l'Église. Il faut comprendre que sa défense socialement conservatrice de la religion n'équivaut pas à un traditionalisme à travers lequel l'enseignement de l'Église devrait avoir force de loi : Scruton accepte et croit nécessaire la séparation de l'Église et de l'État, rejetant toute tentation d'instaurer une théocratie ou un gouvernement chrétien³⁶.

Le philosophe anglais prend une approche historiciste et inscrit la tradition chrétienne à l'intérieur d'une longue filiation philosophique et politique occidentale. Le christianisme, sans être une religion spécifiquement occidentale, a néanmoins beaucoup façonné l'Occident, mais ce dernier a

³⁶ Ce qui est maintenant le cas d'un nouveau courant conservateur américain, dit postlibéral, qui juge que le fusionnisme a échoué et contribué à la libéralisation de la société et qu'il doit en conséquence être dépassé pour refonder un ordre authentiquement chrétien (P. Deneen, 2019 et 2023; R. Dreher, 2017; A. Vermeule, 2022)

évolué de multiples façons tant sur le plan religieux que social ou politique. Le fait est que la forme politique adoptée majoritairement en Occident est celle de la nation. Cette dernière, dit Scruton et tel que nous l'avons vu au chapitre IV, offre aux hommes une fidélité et une identification politique et territoriale : « Nous devons prendre nos voisins au sérieux (...) parce que nous pensons que nous *appartenons ensemble* à une *maison commune*. » (Scruton, 2016b, p. 64) La religion offre elle aussi, fonctionnellement, une solidarité et une unité, mais sa loi est universelle, immuable et intemporelle, tandis que la nation permet aux individus de diverses sensibilités de cohabiter sur la base d'un territoire partagé et encadre leurs rapports sous des lois strictement distinguées de la loi religieuse, sans nier le droit de chacun de pratiquer la religion de son choix. Cela ne signifie pas que la religion n'est pas importante ni que son enseignement et ses dogmes sont faux dans l'absolu, mais que la multiplicité effective des croyances rendrait impossible le maintien de la cohésion sociale d'une société strictement ordonnée autour de préceptes religieux.

Scruton s'intéresse aussi au paradoxe apparent suivant que si la nation se veut territoriale et se fonde sur la primauté du pouvoir séculier, c'est précisément grâce au christianisme que serait apparue une telle conception. Ainsi écrit-il :

Il était évident, aux premiers jours de la chrétienté, que le Nouveau Testament ne visait pas à remplacer le droit du pouvoir impérial mais à faire une place à la croissance spirituelle en son sein. Dans ses paraboles, le Christ a souligné que le droit séculier devait être respecté et que notre devoir envers Dieu ne requérait pas de défier ce droit ou de le remplacer. (Scruton, 2016b, p. 71)

S'appuyant sur la parabole du Bon Samaritain, Scruton explique en effet que le christianisme a proclamé l'universalité du devoir d'aimer son prochain, qu'il soit chrétien ou non et qu'il soit croyant ou athée. Le philosophe anglais ajoute aussi que si chaque chrétien a le devoir de répandre son message et de témoigner de sa foi, il ne doit pas tenter de le faire « en triomphant de ses rivaux, mais en se soumettant à leur jugement. » (Scruton, 2016b, p. 217) Il en découle d'une part la reconnaissance implicite de la liberté de conscience et de croyance et d'autre part que la gestion légale des rapports entre les personnes ne doit pas relever de l'ordre religieux, mais de l'ordre séculier qui concerne effectivement tout le monde indépendamment de leur foi.

Ainsi, il n'est pas anodin que ce soit dans la civilisation chrétienne que soit survenue la distinction du religieux et du politique ou de l'enseignement religieux et de la loi séculière. La nature territoriale, légale et séculière de l'État ne serait donc pas le produit d'une lutte sans merci contre le christianisme, mais le résultat du christianisme lui-même, dans sa volonté de « rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Si le philosophe anglais déplore bel et bien la sécularisation militante des dernières décennies, la montée de l'athéisme et le déclin de la pratique religieuse, il ne conçoit pas nécessairement pour autant la modernité comme un rejet complet de la religion et de la loi naturelle classique. Scruton n'est donc pas à ranger dans la même catégorie que des penseurs tels Leo Strauss et Eric Voegelin, pour lesquels la modernité elle-même serait le fait d'un affaiblissement de la loi naturelle et religieuse par des vagues « libératrices » et relativistes successives (Strauss, 1954 et 2016) ou d'une tentation millénariste d'instaurer le Paradis sur Terre en remplaçant les religions par des idéologies totalisantes (Voegelin, 1966). Scruton ne rejette pas ces interprétations et s'appuie notamment sur les écrits de Voegelin pour critiquer le communisme (Scruton, 2006a, p. 146-160), mais il ne partage pas leur critique de la modernité en elle-même (MacAllister, 1996). S'il insiste sur les racines chrétiennes et anciennes des institutions et valeurs modernes, il n'en demeure pas moins que ces dernières ont une valeur à laquelle Scruton est attaché et qu'il accepte donc la liberté moderne. Sa position n'est pas sans rappeler celle du grand penseur libéral Alexis de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique* en 1835. Au chapitre IX de la deuxième partie du premier tome, Tocqueville s'affaire entre autres choses à comprendre pourquoi la religion se veut aussi puissante dans la république américaine. Tocqueville considère que la foi, plutôt que l'incrédulité, est « l'état permanent de l'humanité » (Tocqueville, 2017, p. 439) et que la religion en tire un énorme pouvoir dans la mesure où elle se contente (ce qui est déjà beaucoup) de traduire un message censé être extérieur à l'Homme, ne pas être dicté par lui. Une religion peut cependant être tentée soit de s'arroger les pouvoirs temporels des gouvernements, soit de faire une alliance avec des gouvernements et partager leurs pouvoirs avec eux. Il n'en demeure pas moins que la nature d'un gouvernement, dit Tocqueville, est de régner sur une partie des êtres humains, alors que celle d'une religion est de porter un message universel. En confondant les rôles, la religion irait à sa propre perte :

(...) en s'alliant à un pouvoir politique, la religion augmente sa puissance sur quelques-uns, et perd l'espérance de régner sur tous. Tant qu'une religion ne s'appuie que sur des sentiments qui sont la consolation de toutes les misères, elle

peut attirer à elle le cœur du genre humain. Mêlée aux passions amères de ce monde, on la contraint quelquefois à défendre des alliés que lui a donnés l'intérêt plutôt que l'amour (...). La religion ne saurait donc partager la force matérielle des gouvernants, sans se charger d'une partie des haines qu'ils font naître. (Tocqueville, 2017, p. 440)

Scruton souscrit à cette interprétation et l'élabore en des termes similaires. À ses yeux, la meilleure garantie pour les chrétiens de pouvoir perpétuer leurs croyances et leur tradition ne serait donc pas de combattre les institutions modernes. Bien au contraire, il s'agirait plutôt de les embrasser pour mieux profiter de l'abri qui leur est donné par la séparation de la religion et du pouvoir temporel. L'autorité du magistère de l'Église devrait découler non pas de son alliance avec le pouvoir politique, mais de sa réussite à porter contre vents et marées une parole deux fois millénaire :

The influence of the Church of Rome shows, however, that there can be 'establishment' without military power and that there can be values associated with establishment even when an institution is not specifically ratified by a sovereign power. (Scruton, 2002, p. 160)

La tâche de l'Église, dit Scruton, ne doit donc pas être de chercher à s'allier à l'État, de lui imposer ses vues ou de s'associer officiellement à un parti politique en particulier. L'Église devrait plutôt se concentrer sur son message indépendamment des pressions externes, puisqu'une religion ne cherche pas à plaire à une majorité apparente à un moment donné, mais à incarner ce qu'elle croit être une vérité intemporelle, éternelle et universelle : « Were the Church to become merely the helpless repository of secular causes (...), then the objective dimension of its authority would disappear. » (Scruton, 2002, p. 161). Tenter de transformer l'Église soit en maître, soit en appendice du pouvoir politique ne viendrait que brouiller les cartes et précipiter le déclin de l'institution. Sa mission première devrait donc être de se mettre à l'abri du pouvoir politique, spécialement à une ère où des idéologies diverses tentent de refonder la société en fonction d'un ordre jugé idéal.

Puisque Scruton juge que l'ordre séculier moderne de l'Occident découle en partie du christianisme lui-même, il voit dans cette filiation une cause des tensions multiculturelles grandissantes dans la plupart des pays occidentaux, particulièrement entre les majorités chrétiennes (ou culturellement héritières du christianisme) et les minorités musulmanes, dont plusieurs membres, selon le

philosophe anglais, auraient de la difficulté à accepter la séparation de la religion et du pouvoir politique. Scruton soutient en effet que les concepts d'État-nation et de droit séculier seraient étrangers à l'islam (Scruton, 2016b, p. 72). Ce dernier confère à la charia une valeur juridique, aussi la plupart des pays à majorité musulmane considèrent-ils le droit musulman comme partie intégrante de leur droit constitutionnel et ordinaire. Or, le droit national et séculier établit une distinction entre ceux qui y sont sujets et qui y échappent, selon le critère de la citoyenneté. Cependant, le concept de droit religieux a, par nature, une portée à la fois universelle et intimement personnelle. Les liens et les obligations liant les sujets du droit musulman sont donc d'une autre nature et d'une autre portée que ceux liant les sujets du droit national séculier :

Citizenship is a relation among strangers: it binds people in a web of obligations, in which difference and diversity are part of the deal. Brotherhood is a relation among family members: it binds people in a relation of mutual belonging, a loyalty that is deeper and more stable than any social contract, but which is also not available to outsiders. (Scruton, 2019)

Il en résulte un esprit de corps et d'unité qui, respecté de façon intégriste, nie la légitimité même du droit national. Le philosophe anglais considère cette pratique comme dangereuse et risquée, parce qu'elle fait reposer le droit entre les mains de Dieu plutôt qu'entre celles des hommes et que « lorsque Dieu fait les lois, les lois deviennent aussi mystérieuses que Dieu » (Scruton, 2016b, p. 65), laissant une place très grande aux interprétations variées, avec, au surplus, des effets légaux et coercitifs concrets. Scruton interprète la remontée de courants intégristes islamistes depuis la fin du 20^e siècle comme le refus de l'existence du droit national séculier, jugé inférieur et inopérant face au droit musulman. Se déroband aux obligations civiles régulières et établissant une hiérarchie claire entre fidèles et infidèles, des mouvements intégristes en seraient venus au point de considérer comme un martyr « not only the one who is killed for his faith but also the one who kills for it. » (Scruton, 2019).

S'il s'inquiète des effets de l'intégrisme islamiste, Scruton reconnaît à l'islam le mérite de rappeler que le droit national séculier – qui repose sur le consentement des gouvernés – ne suffit pas à créer un sentiment d'unité et de communauté : « The problem is that although people want consent, it does not make them happy. Something is missing from a life based purely on consent and on polite accommodation with your neighbors. » (Scruton, 2019). C'est ici que Scruton voit la force du

christianisme et de l'ordre politique occidental moderne qui en aurait découlé : exercée en dehors de la sphère politique, la religion peut néanmoins renforcer le tissu social et la solidarité entre les individus. On peut insister ici sur le rapport de Scruton à l'Église d'Angleterre, celle qu'il considère comme sa « religion tribale » (Duggan, 2015). L'enchevêtrement de l'Église d'Angleterre au sein des institutions politiques britanniques est loin d'avoir été aboli, mais s'est relâché au fil du temps, si bien que les autres églises et religions et leurs fidèles jouissent d'une vaste liberté. Même s'il est resté toute sa vie fasciné par l'Église catholique romaine et tenté par elle, Scruton n'a pu se convaincre de quitter l'Église anglicane. À ses yeux, cette dernière venait renforcer le tissu social anglais et était un marqueur identitaire fort que l'État était incapable de dépasser. (Duggan, 2015; Scruton, 2005a, 2012a) Cela permet aussi au philosophe britannique de rappeler qu'à ses yeux, le fait que la religion ne doit pas être confondue avec le pouvoir politique ne l'empêche pas d'avoir une certaine importance sociale et politique, mais justement dans la mesure où l'Église reste suffisamment forte dans la société civile pour empêcher l'État de trop s'y insérer. Scruton citait en exemple le combat de l'Église catholique dirigée par Jean-Paul II contre le communisme en Europe de l'Est : la résistance polonaise au communisme a puisé directement dans l'enseignement et la force d'un clergé solidement ancré dans la société civile et sans lequel il ne serait resté en Pologne « qu'un vide où un pouvoir sans entraves pouvait s'exercer. » (Labrecque, 2016, p. 52). Ni en contrôle du pouvoir étatique, ni contrôlée par lui, la religion pourrait être l'un des gardiens de l'indépendance de la société civile contre les assauts d'un État aux velléités tentaculaires.

5.3. Le rationalisme politique comme processus révolutionnaire

L'étude de la pensée politique de Scruton devait inévitablement déboucher sur son rapport avec la gauche et les idéologies progressistes. À côté de sa quête pour définir ce qu'est le conservatisme et sa relation appropriée avec le libéralisme classique et la liberté individuelle, l'autre grand combat politique de Roger Scruton aura été la lutte contre le libéralisme social, le socialisme et la « nouvelle gauche ». Avec d'autres penseurs des traditions conservatrices et libérales classiques, il a synthétisé la description des courants de gauche comme une tentative d'élaborer des grandes théories explicatives ne demandant qu'à être appliquées intégralement pour refonder l'ordre social sur une base présumée plus juste. C'est ici qu'apparaît, pour les décrire, la notion de « rationalisme politique », que Scruton définit ainsi dans son dictionnaire de pensée politique :

The disposition to favour clear and explicit solutions, based on principles, whatever the problems, and to attempt to force reality into the mould of an ideal of reason-governed behaviour. (...) Rationalist doctrines are held to conceive human nature as better fitted to the solutions proposed for it than to those that it would discover through its own innate capacity to adapt itself, e.g. through custom and tradition. (Scruton, 2007, p. 580)

Le rationalisme politique a déjà été pris pour cible avant Scruton par plusieurs penseurs, dont Michael Oakeshott, Friedrich Hayek ou Raymond Aron. Oakeshott, notamment, y voyait la volonté de plaquer parfaitement et uniformément un modèle théorique sur la société, quitte à remettre en question l'ensemble de son héritage social, politique, légal et institutionnel sans exception. (Oakeshott, 1991, p. 8-9) Ce ne serait pas non plus dénaturer ou exagérer la pensée de Friedrich Hayek que de résumer la somme de ses écrits comme une tentative d'atomiser intellectuellement toute forme de rationalisme politique. Hayek, nous l'avons vu au chapitre II et évoqué à nouveau au début du présent chapitre, rejette radicalement l'idée qu'une planification à grande échelle serait capable de faire progresser la société :

Though our civilisation is the result of a cumulation of individual knowledge, it is not by the explicit or conscious combination of all this knowledge in any individual brain, but by its embodiment in symbols which we use without understanding them, in habits and institutions, tools and concepts, that man in society is constantly able to profit from a body of knowledge neither he nor any other man completely possesses. (Hayek, 2018, p. 146-147)

Scruton dénonce lui aussi l'idée qu'une société puisse être capable de se réorganiser complètement en croyant s'appuyer sur l'ensemble des connaissances disponibles et disposer d'un modèle théorique parfait. Qu'une société concentre ainsi les pouvoirs entre les mains d'une autorité centralisée jugée plus rationnelle serait très dangereux, que ce soit à des fins social-démocrates ou idéologiques plus totalisantes encore. (Scruton, 2010a, p. 102) Les idéologies politiques vont cependant encore plus loin, dit Scruton, considérant qu'elles se drapent généralement dans des philosophies de l'Histoire et des prétentions scientifiques, ce qui impliquerait des capacités prédictives et une application potentiellement généralisée de leur programme. Scruton retrouve cet appel à la science et au sens de l'Histoire tant chez les révolutionnaires français qu'au sein du

marxisme et du national-socialisme. (Scruton, 2006a, p. 152-154)

Le philosophe anglais s'est bien sûr interrogé sur les origines et les fondements historiques de ce rationalisme politique. Hayek l'avait fait également, avançant dans *La constitution de la liberté* que la modernité a vu s'affronter, à partir du 18^e siècle, deux conceptions parallèles du progrès et de la liberté. La première, évolutionniste, empirique et non systématique, était « fondée sur une interprétation de traditions et institutions qui avaient grandi spontanément et n'étaient qu'imparfaitement comprises ». (Hayek, 1994, p. 53) Elle provient de philosophes et penseurs tels que David Hume, Adam Smith, Edmund Burke, le baron de Montesquieu, Benjamin Constant ou encore Alexis de Tocqueville. La deuxième conception, spéculative et rationaliste, serait plutôt utopique, convaincue des « pouvoirs illimités de la raison humaine » (Hayek, 1994, p. 54). Elle aurait pour sa part été avancée notamment par Jeremy Bentham et les radicaux philosophiques, les Encyclopédistes, le marquis de Condorcet, Jean-Jacques Rousseau, Thomas Hobbes ou encore Thomas Paine. Roger Scruton souscrit sensiblement à cette interprétation, mais il insiste moins sur les fondements philosophiques généraux de ce rationalisme et davantage sur son aspect politique. C'est en particulier Jean-Jacques Rousseau qui apparaît à Scruton comme l'un des principaux initiateurs de la pensée progressiste, voire socialiste, ainsi qu'il l'a analysé dans de nombreux travaux. (Scruton, 1980, 1989, 1998, 2006a, 2014b, 2016, 2018a et 2018b) Le philosophe anglais juge Rousseau responsable d'avoir renversé le mot « liberté » pour le détacher des libertés concrètes et le lier plutôt à l'exercice du pouvoir collectif. Jugeant la société responsable de la naissance des pires maux, passions et tentations de l'Homme pourtant naturellement bon, Rousseau proposerait de tout remettre en question sous l'autorité nouvelle du contrat social :

Whether in love, in religion, or in education, Rousseau's goal is to remove the veil of « society » so that the individual can take immediate possession of the good that belongs to him by nature, and that has been withheld by the « others » who stand in his way. (Scruton, 1998)

Scruton considère que Rousseau et d'autres penseurs de sa génération ont ouvert une boîte de Pandore, déchaînant une passion tantôt réformatrice, tantôt révolutionnaire sur les sociétés européennes et nord-américaines. La première en date fut la Révolution française, que Scruton condamne intégralement. Le philosophe anglais, s'inspirant beaucoup d'Edmund Burke et rejoint

ici par Hayek et Aron, juge que la Révolution française est devenue le modèle typique de la révolution rationaliste. La Terreur, les procès du Tribunal révolutionnaire, le nouveau calendrier révolutionnaire, l'abolition des privilèges aristocratiques et la nationalisation des biens de l'Église renverraient tous à une tentative rationaliste de fonder de toutes pièces un nouvel ordre politique et social en éradiquant tout ce qui pouvait rappeler l'Ancien Régime. Scruton dénonce l'utilisation de principes utopiques vagues pour justifier la destruction de leurs incarnations concrètes et imparfaites : « Liberty, equality and fraternity become the objects of religious zeal only to destroy freedom, justice and fellowship. » (Scruton, 1989, p. 216)

La Révolution française serait ensuite venue influencer toutes les révolutions subséquentes et marquer toutes les luttes socialistes et progressistes, d'une part en construisant un modèle révolutionnaire à imiter, d'autre part en ouvrant une première brèche contre les inégalités politiques qui devait ensuite être elle-même agrandie par une deuxième offensive, cette fois contre les inégalités sociales. C'est Aron qui résume le mieux cette lecture des événements :

La gauche contre le capitalisme prenait la suite de la gauche contre l'Ancien Régime. (...) [La bourgeoisie] avait brisé les chaînes de la féodalité, arraché les hommes aux liens des communautés locales, des fidélités personnelles, de la religion. (...) Le prolétariat achèverait la libération et rétablirait un ordre humain à la place du chaos de l'économie libérale. (Aron, 2010, p.20)

La Révolution russe et les autres mouvements communistes participeraient tous de cette deuxième mouture du rationalisme révolutionnaire. Une troisième incarnation serait maintenant mise de l'avant par la « nouvelle gauche » par l'ajout d'enjeux identitaires au sens large aux mêmes préoccupations matérialistes que le socialisme d'inspiration marxiste. L'économie de marché n'est plus la principale cible, mais un champ parmi d'autres de la domination des puissants, domination qu'il s'agirait de cibler dans toutes les sphères pour mieux la déconstruire. La plupart des écrits de cette « nouvelle gauche », dit Scruton, « [are] devoted to deconstructing such institutions as the family, the school, the law and the nation state through which the inheritance of Western civilization has been passed down to us. » (Scruton, 2016a, p. 3)

Par exemple, Scruton constate avec joie que le Parti travailliste, sous Tony Blair, a abandonné le socialisme matérialiste pour se convertir à l'économie de marché. Cela dit, il s'inquiète du

progressisme qui traverse toujours le programme travailliste, « qui ne retint rien de l'ancien programme, si ce n'est le désir de punir les classes supérieures. » (Scruton, 2016b, p. 30) Ayant délaissé le socialisme, le Parti travailliste n'a pas pour autant abandonné son intention réformatrice. Il a reconfiguré son programme dans la lutte contre les inégalités non plus sociales et matérielles, mais identitaires, sexuelles et raciales. La nationalisation des entreprises privées, la mainmise syndicale ou l'augmentation massive des impôts sont donc retirées du programme, mais remplacées aux yeux de Scruton par la lutte contre l'école privée, la discrimination positive, le nivellement vers le bas en éducation, la radicalisation de la révolution sexuelle et le déclin de l'identité nationale au profit du multiculturalisme. (Scruton, 2022, p. 34-36) Le philosophe anglais s'appuie notamment sur le libertarien Robert Nozick pour rappeler que les contraintes acceptables en démocratie libérale doivent être des « contraintes secondaires » qui ne font qu'encadrer les activités des citoyens pour créer le minimum de conflit possible, autrement toute forme de contrainte visant les fins des activités, même placée sous le sceau de la justice sociale, ne ferait qu'empiéter sur la liberté individuelle et réduire les possibilités d'associations et d'interactions. (Scruton, 2016b, p. 199; 2018a, p. 195) La gauche aurait donc beau avoir troqué la lutte des classes pour la lutte identitaire, elle aurait gardé les mêmes moyens étatiques et rationalistes.

Un exemple des effets néfastes du rationalisme politique selon Scruton serait la dénonciation des privilèges. La gauche – qu'elle soit socialiste ou libérale sociale – prend pour cible les inégalités sociales, définissant les avantages concrets des plus favorisés comme étant des privilèges. Ce terme était autrefois employé, dans les sociétés aristocratiques pré démocratiques, pour désigner les avantages institutionnels accordés par la loi ou la coutume à une certaine catégorie de la population. Désormais, il renvoie plutôt à tout ce qu'une personne ou un groupe de personnes sont capables d'obtenir ou d'effectuer pendant qu'un nombre substantiel de gens n'arrivent pas à faire autant. (Scruton, 2007, 556-557) La première définition renvoie à un privilège politique accordé par le pouvoir et qui peut être dénoncé au nom de l'égalité des chances, tandis que la seconde définition désignerait un avantage social résultant des effets de la liberté d'action et d'association et qui ne pourrait être dénoncé, dit Scruton, qu'en voulant imposer une égalité des résultats et des conditions. Le philosophe anglais pointe du doigt tant les révolutionnaires que la gauche démocratique qui souhaitent abolir les privilèges sociaux au nom de valeurs égalitaristes et de justice sociale « because there are no distinctions among human beings sufficient to justify the conferring of *any*

privilege. » (Scruton, 2007, p. 557) C'est qu'il lui semble que si les privilèges politiques peuvent avoir été injustement et arbitrairement accordés par des institutions censées faire respecter l'égalité de tous devant la loi, les privilèges sociaux découlent en retour de la libre association des personnes et des effets positifs d'une telle association advenant sa réussite :

[These privileges] result not from a hierarchy of command, but from a society rich in institutions, based in voluntary association, in charity and in the endeavour of creative individuals who have wished not to dominate, but to unite with their fellows. (Scruton, 1987, p. 39)

Il prend comme exemple les écoles privées, bâties par des gens voulant offrir une éducation fondée sur des valeurs particulières et rejoignant des parents désirant volontairement instruire leurs enfants selon ces mêmes valeurs ou selon un programme répondant à leurs exigences personnelles, enrichi par rapport au programme de base offert par l'école publique. Que tous les enfants ne puissent avoir accès à cette éducation particulière serait par définition le résultat inévitable de l'initiative privée des fondateurs de ces établissements :

Their members are chosen according to criteria that have evolved over centuries (...). The ensuing privilege is spontaneous and irrepressible. Whatever happens to 'state' education, such schools will continue to provide education and also to produce lasting association between those who have attended them. (Scruton, 1987, p. 39-40)

Scruton voit dans la dénonciation des écoles privées et des privilèges sociaux en général une ironie en cela que la solution de la gauche serait la réduction de l'initiative personnelle et de la liberté d'association pour n'offrir aux citoyens que les choix offerts par l'État. L'État, toujours au nom de la justice, viendrait donc utiliser son pouvoir législatif et coercitif pour abolir ou réduire les initiatives privées et ainsi privilégier ceux qui n'avaient pas les moyens d'y participer. Le philosophe anglais vient donc prendre fait et cause pour les initiatives privées et la liberté individuelle et ainsi marquer une fois de plus sa proximité de fait avec le libéralisme.

L'éducation n'est pas le seul exemple donné par Scruton dans sa lutte contre le rationalisme politique : il évoque aussi, notamment, la santé et l'environnement. Scruton croit que le domaine

de la santé a été emporté par la logique rationaliste et planificatrice en se donnant des objectifs démesurés. De la médecine chargée de guérir autant que faire se pouvait des patients atteints de maladies, il serait désormais passé à la pratique générique de « soins de santé » : « It's purpose is no longer to cure, but to care : in other words, to ensure that each person lives as long as he can. » (Scruton, 1990) Les hôpitaux ayant été nationalisés, c'est l'État qui se charge non plus seulement de soigner les malades, mais de réglementer l'ensemble des activités humaines en fonction des risques qu'elles font encourir pour la santé globale. Il en résulte selon Scruton une accumulation incessante de normes sanitaires et la transformation du *National Health Service* en un gouffre financier. Mais cela signifie aussi qu'un changement anthropologique majeur s'est produit : la mort et la maladie ne sont plus des compagnons naturels et inévitables de nos vies quotidiennes, mais des risques à repousser et à combattre par tous les moyens étatiques possibles (Scruton, 1990, 2001 et 2013a). Les moyens de l'État sont aussi réquisitionnés par la logique rationaliste, croit Scruton, pour protéger l'environnement et combattre les changements climatiques. Le philosophe anglais se veut un fervent défenseur de l'environnement, il y voit un combat qui peut être mené à travers des actions locales et décentralisées qui cadrent avec une vision conservatrice et l'économie de marché (Scruton, 1998a, 2006a, 2007b, 2015, 2016b). Mais il constate que les groupes écologistes sont majoritairement ancrés à gauche et qu'ils réclament surtout une planification à grande échelle pour refonder la société :

Egalitarians, who might once have blamed unbridled capitalism for the inequities of industrial society, now blame unbridled capitalism for the unjust appropriation of the earth, which by rights belongs to everyone. (Scruton, 2015, p. 75)

Ainsi Scruton considère-t-il les partis écologistes comme étant des partis socialistes parmi d'autres, simplement à la recherche de nouveaux enrobages pour justifier leur rationalisme politique et la planification étatique. Il les accuse d'importer dans la cause environnementale la même grille d'analyse que celle des mouvements révolutionnaires et de se prétendre sauveurs du monde face à des adversaires – comme les entreprises ou les voitures – présentés comme des forces des ténèbres. (Scruton, 2016b, p. 165) Pour trouver la réponse adéquate à la crise environnementale, Scruton croit qu'il faut commencer par éviter de concentrer les pouvoirs entre les mains d'une autorité centrale ordonnatrice et plutôt en revenir aux fondements de la politique occidentale moderne : une association d'individus responsables de leurs actes (Scruton, 2015, p. 97)

L'étude de la dénonciation de la gauche et des idéologies politiques par Roger Scruton nous montre qu'il partage avec les libéraux classiques et les néo-libéraux un rejet complet du rationalisme politique et des initiatives totalisantes imposées d'en haut par l'État. Cette commune opposition à la gauche n'était que l'un des exemples de ce que Scruton a en commun avec le libéralisme : un attachement envers la liberté, une méfiance à l'endroit de l'État-providence, la défense de la propriété privée, la primauté de l'initiative individuelle, la séparation de l'État et de la loi religieuse. Cela dit, ses valeurs conservatrices le poussent toujours à critiquer la remise en question des traditions, de la religion et de la nation par les libéraux et à rappeler que la liberté n'est pas une fin en soi, mais le moyen essentiel que s'est donné l'Occident moderne pour perpétuer certaines valeurs et pratiques qui l'ont forgé depuis des siècles. Citant le poète Matthew Arnold, il rappelle que « la liberté est un très bon cheval à chevaucher, mais pour chevaucher quelque part. » (Scruton, 2016b, p. 31)

CONCLUSION

*Falling up to the bottom in my own country, I have been raised to the top elsewhere and looking back over the sequence of events I can only be glad that I have lived long enough to see this happen. Coming close to death you begin to know what life means, and what it means is gratitude.*³⁷

– Roger Scruton

Ce mémoire visait à répondre à deux objectifs. D’abord, il s’agissait de mieux comprendre l’évolution du conservatisme britannique et du Parti conservateur en particulier, en voyant de quelle manière ce courant politique a pu traverser les 19^e et 20^e siècles et perpétuellement adapter son programme politique aux nouvelles réalités pour se maintenir comme parti naturel de gouvernement. Deuxièmement, nous voulions mieux comprendre la pensée politique de Roger Scruton et la situer dans l’histoire du conservatisme britannique et plus largement de la droite britannique et occidentale.

Les deux premiers chapitres ont été consacrés au premier objectif que nous nous sommes fixé. Au chapitre I, nous avons vu que le conservatisme britannique – héritier des *tories* défenseurs de la primauté royale face au parlement – s’est constitué en opposition à la tendance révolutionnaire et à ce qu’il percevait comme les excès libérateurs de la modernité. Loin de parler d’une seule voix, le Parti conservateur fondé par Robert Peel s’est divisé au 19^e siècle entre une aile réformatrice (dite *One Nation*) acceptant un certain degré d’interventionnisme et de démocratisation et une aile traditionaliste qui voulait protéger les privilèges aristocratiques et résister à l’extension du droit de vote. Le premier courant s’est cependant imposé au début du 20^e siècle, permettant de présenter le Parti conservateur comme une force politique modérée et stabilisatrice face à la montée du Parti travailliste. Après la Seconde Guerre mondiale, sous l’effet de la normalisation des idées et réformes des travaillistes au pouvoir, le Parti conservateur a *de facto* accepté l’essentiel des changements effectués et a ainsi contribué à établir au Royaume-Uni un consensus

³⁷ Scruton, Roger. « My 2019 », *Against the Tide*, Londres : Bloomsbury, 2022, p. 231.

interventionniste et keynésien.

Le chapitre II a justement été l'occasion de constater que ce consensus n'était qu'apparent puisque divers courants intellectuels classés à droite condamnaient l'action politique du Parti conservateur. Un courant traditionaliste jugeait que la société britannique (et occidentale en général) était devenue beaucoup trop laxiste en matière de mœurs et que le respect de la loi et l'ordre était chose du passé. Un courant néo-libéral croyait pour sa part que les gouvernements conservateurs successifs ne faisaient que légitimer après coup et ancrer dans le temps les politiques économiques du Parti travailliste. Il appelait à une révolution économique faite de privatisations, d'une réduction des dépenses publiques et du rôle de l'État et du remplacement des politiques de soutien à la demande par des politiques de l'offre. Un courant appelé *New Right* et incarné politiquement par Margaret Thatcher a voulu proposer une synthèse de traditionalisme et de néo-libéralisme, alliant défense de l'ordre public, conservatisme moral, libéralisme économique et rejet du keynésianisme.

Le survol du parcours intellectuel, professionnel et militant de Roger Scruton effectué au chapitre III, ainsi que la revue de littérature en introduction, permirent aussi de rattacher Scruton à la *New Right* (Kavanagh, 1990; Barry, 2005; Scruton, 2018a). Il nous apparaît peu plausible de classer Scruton parmi les conservateurs traditionalistes ou « nouveaux conservateurs » tels que Russell Kirk, Robert Nisbet ou Clinton Rossiter. Ceux-ci entretenaient une inimitié envers le libéralisme économique et l'économie de marché que Scruton ne partageait pas, au-delà des réserves ou des précautions qu'il prenait soin de préciser. Il semble que Scruton a bel et bien tenté d'élaborer une pensée politique et philosophique cohérente réunissant la disposition conservatrice, le christianisme, la référence nationale, l'économie de marché et la critique de l'État-providence. Ce souci d'équilibre et de cohérence entre ces positions et dispositions parfois ou souvent opposées nous pousse à classer très clairement Scruton parmi la *New Right* qui partageait précisément ce même but. Formé par opposition au socialisme de son père, mais néanmoins marqué par ce dernier dans sa défense de l'Angleterre rurale, Scruton s'est engagé dans la lutte intellectuelle en s'opposant frontalement à la plupart des incarnations de la gauche, qu'il s'agisse de la social-démocratie syndicaliste du Parti travailliste britannique, de la « nouvelle gauche » prisée dans le monde universitaire britannique et occidental ou du communisme des régimes totalitaires en Europe de l'Est.

Ce classement de Scruton dans la *New Right* s'est fait à travers deux constats respectivement étudiés aux chapitres IV et V. D'abord, au chapitre IV, nous avons vu que Scruton n'était pas un libéral ou un néo-libéral parce qu'il ne partageait pas la lecture de cette famille politique sur la naissance de l'ordre politique. Nous avons montré que Scruton rejette la théorie libérale de l'antériorité de la liberté individuelle sur l'autorité constituée et de la protection des libertés comme unique fin des institutions politiques. Scruton est plutôt convaincu que les individus ne naissent pas libres, mais au sein d'un réseau complexe d'influences familiales, traditionnelles et nationales. La famille, des coutumes ancestrales et une culture partagée façonnent les individus et viennent les ancrer dans une réalité leur dégageant un domaine de sécurité et de confort duquel émanent des libertés. Les institutions politiques, plutôt que de reposer sur une liberté originelle, s'appuient en fait sur des traditions faisant autorité et ouvrant diverses possibilités aux individus. Ces traditions sont à la fois des contraintes morales ou sociales et des balises ou des boussoles permettant d'agir.

Cette lecture de la pensée de Scruton aurait pu nous conduire à classer le philosophe britannique parmi les conservateurs traditionalistes (ainsi que l'ont fait plusieurs auteurs cités dans la revue de littérature). Nous avons cependant voulu montrer au chapitre V qu'il en allait autrement. Scruton s'est régulièrement livré à une défense passionnée de la propriété privée et à une opposition féroce à l'étatisme, qu'il s'agisse de l'école publique, de la santé publique ou du protectionnisme économique (pourtant défendu par plusieurs traditionalistes). Nous avons vu que la principale référence économique de Scruton restait l'école autrichienne d'économie, en particulier les économistes et philosophes Friedrich Hayek et Ludwig von Mises. De concert avec Hayek et d'autres néo-libéraux, Scruton a clairement défini la gauche (encore plus que le libéralisme) comme sa cible la plus importante. Il a élaboré un refus de l'étatisme et des mouvements révolutionnaires qui puisait explicitement aux travaux d'économistes libéraux. L'étude a souligné que Scruton se réfère autant à Edmund Burke, T.S. Eliot ou Michael Oakeshott qu'à Adam Smith ou Friedrich Hayek et qu'il établit une proximité idéologique entre ces penseurs, une filiation dans laquelle il tâche de s'inscrire (Scruton, 2018a, p. 62 et 68). Nous croyons avoir démontré qu'à travers cette filiation, Scruton a explicitement voulu montrer la perméabilité des traditions conservatrices et libérales et qu'elles avaient toutes les deux intérêt à se rapprocher pour s'opposer au socialisme qu'elles condamnent toutes les deux. En conséquence, nous ne voyons pas comment nous pourrions considérer Scruton autrement que comme un penseur de la *New Right*.

Notre lecture de la pensée de Scruton n'est pas sortie de nulle part, aussi avons-nous cité dans la revue de littérature un certain nombre d'auteurs qui avaient déjà tenté de démontrer le rapprochement de Scruton et du libéralisme. Toutefois, ce mémoire vient néanmoins approfondir ce qui a été commencé par d'autres. Si Barry (2005) classait lui aussi le philosophe britannique dans la *New Right*, tandis que Devigne (1994) et Vincent (2016) traçaient un parallèle avec la pensée de Hayek, il n'empêche que Scruton n'était pas l'objet principal de leurs publications. Hancock (2016), Mahoney (2016 et 2022a) et Wirls (2016) ont approfondi davantage les liens de Scruton avec le libéralisme, pour comparer le Britannique à des penseurs en particulier, tels que Pierre Manent et John Locke. Nous croyons que notre mémoire fait œuvre utile en analysant directement l'influence libérale classique ou néo-libérale sur la pensée de Scruton de manière plus générale et en clarifiant son positionnement au sein de la *New Right*. Nous avons moins tenté de comparer Scruton à tel ou tel auteur que de voir dans quelle mesure peut-on voir des liens entre sa pensée et tout le contexte intellectuel et politique qui était le sien. Le fait que Scruton n'était justement pas un intellectuel cantonné au monde universitaire, qu'il entretenait des liens avec le monde politique et qu'il prenait régulièrement position sur divers enjeux justifiait d'autant plus notre effort de contextualisation. Nous avons voulu donner forme à ce contexte en mobilisant une importante littérature historique et historiographique ainsi qu'une kyrielle d'auteurs tant conservateurs que libéraux. Il en résulte que notre mémoire ne fait pas qu'étudier Scruton en lui-même, il le restitue aussi dans sa place d'intellectuel public, en relation avec de nombreux autres auteurs contemporains et passés.

Un autre apport de notre mémoire, comparativement aux autres travaux et publications portant sur Scruton, consiste à avoir ancré l'œuvre du philosophe dans sa réalité nationale. Dans tous ses écrits, Roger Scruton multipliait les références à l'histoire politique britannique, citait en exemple d'anciens premiers ministres (à commencer par Disraeli et Salisbury) et mettait de l'avant une connaissance approfondie de l'histoire littéraire anglaise, notamment des écrits de certains auteurs tels que T. S. Eliot, Thomas Carlyle ou Matthew Arnold. Son écologisme plaçant pour la protection des pâturages, des cours d'eau et des campagnes était influencé, depuis l'enfance, par l'amour de son père pour ce qui restait de la vieille Angleterre rurale et préindustrielle. Sa conception de la souveraineté nationale était directement liée à sa défense de la souveraineté britannique face à l'Union européenne. Scruton apparaît donc comme un penseur profondément *anglais*, ce qui rend

d'autant plus surprenant le fait que la plupart des auteurs de notre revue de littérature n'aient pas tenté d'en tenir compte davantage dans leurs écrits respectifs. Ainsi notre mémoire, en donnant une aussi grande place à l'histoire du conservatisme britannique, est-il une tentative de situer Scruton non seulement dans le sillage du conservatisme en général, mais aussi dans une histoire longue des idées et débats politiques au Royaume-Uni.

Depuis son décès en 2020, une multitude de chroniqueurs, politologues, philosophes et politiciens ont déclaré se réclamer du philosophe anglais. À l'initiative de la veuve de Scruton et de plusieurs connaissances et amis, la *Roger Scruton Legacy Foundation* a été mise sur pied, avec une branche britannique et une autre américaine, pour appuyer « those dedicated to the achievements of Western philosophy, architecture, art and literature who are committed to living for 'the vanished things' and teaching our great inheritance to the rising generations » (*The Roger Scruton Legacy Foundation*). La fondation comprend deux comités consultatifs, l'un plus général, l'autre strictement universitaire comptant treize professeurs d'universités américaines et britanniques. Notons la participation à cette entreprise de Mark Dooley – qui a déjà publié une biographie intellectuelle du philosophe britannique (2009) et un livre d'entretiens (2016) ainsi que préfacé un recueil posthume d'articles de Scruton (Scruton, 2022) – ou encore de Rémi Brague, Daniel Mahoney, Douglas Murray ou Ignat Soljenitsyne (fils de l'auteur soviétique Alexandre Soljenitsyne). À l'initiative de la fondation, l'Université d'Oxford organise désormais chaque année une série de *Roger Scruton Memorial Lectures*, des conférences consacrées à la mémoire de Scruton ou à la défense de ses idées phares. Enfin, le *Sir Roger Scruton Prize* est aussi remis par la fondation depuis 2022 à des individus qui se sont illustrés dans la défense des humanités, la première médaille ayant d'ailleurs été remise au psychologue canadien Jordan Peterson. Ce dernier, à cette occasion, s'est réclamé de Scruton et lui a rendu hommage en ces termes: « Sir Roger's resistance to the blandishments and clichés of ideology—behind the Iron Curtain, in academia, in government and art—came at no small personal cost and set us all a daunting example. » (*The Roger Scruton Legacy Foundation*). Cette fondation n'est cependant pas le seul vecteur de transmission des principes défendus par Scruton, aussi en voyons-nous des traces ailleurs. Au nombre d'articles qu'elle a rédigés sur Scruton depuis 2014, on peut dire par exemple que la journaliste française Laetitia Strauch-Bonart, qui considérait le philosophe britannique comme son mentor (Strauch-Bonart, 2020), s'en est faite la porte-parole dans le monde francophone. On peut

aussi aller en Allemagne (Kraus, 2021) ou encore en Inde (Reddy, 2020) pour trouver des intellectuels conservateurs appelant à puiser dans la pensée de Scruton pour revigorer leurs mouvements politiques. À Budapest, en Hongrie, une chaîne de cafés nommée *Scruton* a même été fondée en hommage au philosophe anglais, dans l'objectif d'y organiser des conférences, cours et événements en lien avec le conservatisme (*Scruton*).

L'ensemble des initiatives que nous venons de citer permettent de constater l'importance accordée à Scruton dans le monde universitaire. Sa marque se trouve aussi dans la sphère politique, d'abord auprès des familles politiques de la droite classique ou du centre droit. En effet, le premier ministre britannique Boris Johnson l'a qualifié de plus grand penseur conservateur moderne (Smith, 2020), tandis que le chancelier de l'Échiquier Sajid Javid (Javid, 2020) et le chancelier du duché de Lancaster Michael Gove (Gove, 2020) ont tenu des propos tout aussi louangeurs. Aux États-Unis, on a cherché à mobiliser sa pensée pour inspirer le Parti républicain (Epstein, 2022; Singleton, 2020). En France, c'est le député Laurent Wauquiez qui le cite et dit s'en inspirer pour proposer un renouveau de la famille gaulliste maintenant incarnée par le parti Les Républicains (Faye, 2018). Cela dit, on trouve aussi sa mention auprès des partis politiques de la droite nationaliste (Lloyd, 2023; Wooldridge, 2023), si bien que le premier ministre hongrois Viktor Orbán a assisté à ses funérailles (Lees, 2020) et que la présidente du Conseil des ministres italien Georgia Meloni l'a cité dans son discours d'investiture en 2022 (Martin, 2023) et encore en 2024 lors du *Sommet pour la démocratie* organisé par le gouvernement américain (Meloni, 2024). En Suède, l'ancien chef des Démocrates de Suède, Matthias Karlsson, et Arvid Hallen, ancien conseiller du premier ministre britannique David Cameron, ont fondé un groupe de réflexion nommé *Oikos* et directement inspiré de Scruton (« Förtroenderådet », *Oikos*; Lloyd, 2023; Wooldridge, 2023).

D'aussi notables références et marques de respect témoignent de l'impact indéniable qu'a eu Scruton dans le monde politique et de la pensée politique. Sans nous aventurer trop loin sur ce sujet (qui pourrait à lui seul être l'objet d'un mémoire), il faut remarquer la diversité des personnalités qui se réclament de Scruton et des raisons pour lesquelles elles le font. Certains invoquent Scruton pour défendre un conservatisme libéral, soucieux d'équilibrer les traditions et les libertés et de préserver l'autonomie de la société civile face à l'État. On trouve par exemple un tel objectif chez Daniel Mahoney (2010, 2016, 2022a et 2022b) ou encore chez Laetitia Strauch-Bonart – autant dans sa préface de la traduction française d'un livre de Scruton (Scruton, 2016b, p. 7-11) que dans

plusieurs articles (Méheut, 2018; Strauch-Bonart, 2014, 2015a) – qui essaie d’influencer la droite française à devenir moins étatiste. C’est aussi ce qui peut en motiver certains aux États-Unis qui citent Scruton pour appeler le Parti républicain à prendre ses distances du programme de Donald Trump (Singleton, 2020). D’un autre côté, Georgia Meloni (Martin, 2023; Meloni, 2024) et Matthias Karlsson (*Oikos*; Lloyd, 2023; Wooldridge, 2023) mobilisent plutôt la pensée de Scruton au nom de la tradition, de l’enracinement et de la défense sans compromis de la nation. Ils ont vu en Scruton un philosophe attaché aux notions d’État-nation, de souveraineté et de culture nationale et fermement opposé à la « culture de la répudiation » qu’il disait voir au sein de la gauche. Cette récupération de Scruton – à tort ou à raison – par diverses tendances de la droite ou du conservatisme n’est pas vraiment étonnante à la lumière de l’hypothèse avancée dans notre mémoire, à savoir que Scruton participait lui-même d’un mouvement de synthèse de divers courants. Aussi faut-il noter, de manière plus critique, que les écrits de Scruton peuvent prêter flanc à des interprétations très diverses. Défenseur de la souveraineté nationale et de la primauté de la tradition, critique de la tentation libertarienne ou des excès de néo-libéralisme du gouvernement Thatcher, il met pourtant de l’avant, comme nous l’avons vu, une pensée économique dont la principale référence demeurera toujours le néo-libéralisme de l’école autrichienne. Qui plus est, alors qu’il tente de jumeler libéralisme économique et modération traditionaliste face à l’absolutisme du marché, rarement Scruton va-t-il donner des exemples concrets d’application de l’équilibre qu’il propose entre la liberté et la tradition. En l’absence d’un programme politique clair et complet (qui n’a d’ailleurs jamais été voulu et prétendu par Scruton), le philosophe britannique a ouvert la porte à une récupération de ses écrits par plusieurs tendances de la droite, au Royaume-Uni comme ailleurs. Considérant la nature de ses divers et nombreux écrits (qu’ils soient plus savants ou destinés au grand public), nous pouvons avancer l’hypothèse qu’il n’avait justement aucun problème avec le fait de susciter de l’intérêt dans des milieux différents.

Il faut aussi ajouter que Roger Scruton est loin d’être le premier penseur à avoir bâti des ponts entre le conservatisme et le libéralisme politique ou économique. En effet, tant notre mémoire que les auteurs cités dans la revue de littérature ont puisé dans la pensée d’Edmund Burke, Alexis de Tocqueville, Raymond Aron, Michael Oakeshott, Friedrich Hayek, Frank S. Meyer ou Pierre Manent pour montrer que d’autres penseurs ont tenté, chacun à sa manière, de lier liberté et autorité dans la lutte contre l’un ou l’autre des avatars de la gauche. Cependant, Scruton n’en demeure pas

moins original au milieu de ces penseurs. D'abord, sur le plan de ses activités professionnelles : ni acteur politique comme Burke ou Tocqueville, ni aussi bien ancré dans le monde universitaire qu'Oakeshott, Aron, Hayek ou Manent, il a fondé sa propre revue intellectuelle, mais sans se cantonner à cette activité comme Meyer le faisait. Ensuite, sur le plan de ses intérêts de recherche, les travaux de Scruton sur la politique et le conservatisme – aussi médiatisés et renommés étaient-ils – ne réfèrent pas pour autant à ses thèmes de prédilection, puisqu'à ses yeux c'était moins vers la politique et davantage vers l'art, l'architecture, l'esthétique ou la musique qu'il fallait se tourner pour trouver un idéal de beauté et d'élévation qui donne un sens à la vie humaine. Ajoutons-y notamment ses écrits sur la religion, la sexualité, le vin ou encore la philosophie de Spinoza ou de Kant : il est difficile de trouver un penseur politique ayant touché de façon aussi sérieuse et savante à une aussi vaste gamme de sujets. Peut-être de façon un peu trop pompeuse, mais non sans justesse, Mark Dooley comparait en ce sens l'approche de Scruton à celle de Hegel, qui comprenait lui aussi « that the intellectual life is ultimately a spiritual endeavour to synthesize art, music, religion, politics and philosophy » (Scruton, 2022, p. x). Scruton a donc innové moins par la nouveauté de sa pensée politique que par sa proposition d'un conservatisme « complet », qui dépassait de loin la seule question politique.

À la lumière de notre travail de mémoire, nous suggérons plusieurs pistes de recherche subséquentes, que nous diviserons en deux grandes catégories : celles concernant Roger Scruton lui-même et celles concernant son environnement intellectuel et la tradition conservatrice en général. Dans un premier temps, les nombreux écrits de Roger Scruton couvrent un très large éventail de sujets possibles. Un examen méthodique de la critique faite par Scruton des divers penseurs qu'il associe à la « nouvelle gauche » devrait être entrepris. Nous avons aussi noté brièvement, au chapitre III, que la critique générale du socialisme faite par Scruton ne l'a pas empêché de puiser aussi dans les écrits de certains penseurs classés à gauche, mais attachés à l'enracinement, au « conservatisme culturel » des milieux populaires et critiques de l'étatisme, de la bureaucratie et des mouvements totalitaires : pensons ici à George Orwell ou Simone Weil. Une analyse comparée de leurs réflexions et de celles de Scruton serait très à-propos. Les travaux du philosophe britannique sur la nation et son importance comme cadre politique moderne idéal pourraient aussi être étudiés à la lumière de son expérience de la résistance anticomuniste en Europe de l'Est et de l'influence du patriotisme et du nationalisme dans ce même mouvement. Pour

approfondir ce thème de recherche, nous pourrions aussi mettre en parallèle les écrits de Scruton sur les nations d'Europe de l'Est et leur anticommunisme avec la politique européenne de Thatcher, puisque la première ministre liait sa résistance au socialisme et à l'étatisme avec sa défense de la souveraineté nationale face à la construction européenne (Thatcher, 2016, p. 447-555). Le conservatisme politique de Scruton mériterait d'être davantage mis en relation avec ses travaux portant sur la culture, ce que nous n'avons pu faire ici, tel qu'énoncé en introduction. Il apparaît que le conservatisme de Scruton se déploie aussi dans ses écrits sur la musique et les arts, qu'il s'agisse de sa dénonciation du relativisme culturel dans *Culture Counts* (Scruton, 2017c) et du modernisme et du brutalisme architectural dans *The Aesthetics of Architecture* (Scruton, 2013b), de sa défense de l'idéalisme esthétique dans *The Aesthetic Understanding: Essays in the Philosophy of Art and Culture* (Scruton, 1998c) ou encore de ses trois livres sur les thèmes du sacrifice, de l'amour et de la rédemption dans la musique de Richard Wagner (Scruton, 2012, 2017b et 2021). Enfin, pour la postérité, la publication d'une anthologie des éditoriaux de Scruton dans la *Salisbury Review* ou de ses écrits dans *The Spectator* permettrait de rendre un grand service aux politologues et historiens cherchant à comprendre sa pensée, mais aussi l'histoire du conservatisme en général.

Dans un deuxième temps, au-delà de la pensée de Roger Scruton, le conservatisme britannique a des racines profondes et parfois contradictoires. De nouvelles études approfondies consacrées d'abord et avant tout à la pensée politique de premiers ministres tels que Peel, Disraeli ou Salisbury permettraient de mieux comprendre les filiations des tendances libérales, interventionnistes et traditionalistes au sein du Parti conservateur. Il nous a paru notamment qu'un nouvel examen des écrits de Peel et de Salisbury serait pertinent pour mieux comprendre les racines de la *New Right* et du thatchérisme en particulier. En dehors de la famille partisane conservatrice, la pensée politique de William Gladstone (qui a laissé une œuvre écrite abondante) mériterait sans doute d'être mobilisée davantage pour mieux voir son influence sur la *New Right*, d'autant plus que Margaret Thatcher a fait référence à cet ancien premier ministre libéral à plus d'une reprise.

Lors de son dernier entretien à vie avec Mark Dooley en vue de collaborations futures qui ne sont finalement pas advenues, Scruton a déclaré qu'il souhaitait remettre de l'avant la somme de ses publications journalistiques, peut-être sa contribution intellectuelle qu'il jugeait la plus importante. De concert avec la soixantaine de livres qu'il a publiés de son vivant, ses chroniques dans *The*

Times, *The Spectator* ou *The Salisbury Review* révèlent un penseur soucieux de lier le monde des idées à la vie politique courante. Lui qui considérait l'écriture comme une obligation morale et civique (il disait se sentir obligé d'écrire au moins 500 mots par jour), il n'a jamais fait montre de retenue dans la publication de sa pensée. Scruton considérait ses écrits journalistiques comme une matière à réflexion « both to those who agree with them and to those who do not » (Scruton, 2022, p. VIII). C'est ce même esprit, bien humblement, qui nous a guidés dans la rédaction de ce mémoire.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de périodiques :

- « Knights Bachelor », *The London Gazette – Supplement No. 1*, numéro 61608, 11 juin 2016, p. B2.
- Bar-On, Tamir. « The Ambiguities of the *Nouvelle Droite*, 1968-1999 », *The European Legacy*, volume 6, numéro 3, 2001, p. 333-351.
- Bendle, Mervyn F. « Seeking the Way Back Home: The Philosophy of Roger Scruton », *Quadrant*, volume 58, numéro 5, mai 2014, p. 30-36.
- Bonin, Hugo et Dupuis-Déri, Francis. « Quelle approche pour quelle histoire des idées politiques? », *Revue française d'histoire des idées politiques*, numéro 49, 2019, p. 273-303.
- Bryson, James. « Is Roger Scruton A Christian Platonist? », *International Journal of Philosophy and Theology*, volume 81, numéro 2, 14 mars 2020, p. 136-154.
- Butterworth, Charles E. « Questions about Roger Scruton », *American Journal of Islam and Society*, volume 29, numéro 1, 1 janvier 2012, p. 143-145.
- Crewe, Ivor et Searing, Donald. « Ideological Change in the British Conservative Party », *The American Political Science Review*, vol. 82, numéro 2, juin 1988, p. 361-384.
- Cullen, Daniel. « The Personal and the Political in Roger Scruton's Conservatism », *Perspectives on Political Science*, volume 45, numéro 4, 2016, p.261-271.
- Cullen, Daniel. « Roger Scruton, 1944-2020: Conservatism Unmodified », *American Political Thought*, volume 9, numéro 2, 1 mars 2020, p. iii-viii.
- Dolgoy, Erin A. « The Scientific and the Scientistic: Roger Scruton on the Consequences of Modern Science », *Perspectives of Political Science*, volume 45, numéro 4, 1 octobre 2016, p. 244-250.
- Douglas-Home, Jessica. « The Secret University », *The Critic*, numéro 17, mai 2021, p. 54-55.
- Francis, Matthew. « 'A Crusade to Enfranchise the Many': Thatcherism and the 'Property-Owning Democracy' », *Twentieth Century British History*, volume 23, numéro 2, 2012, p. 275-297.
- Grove, John G. « Place and the Nation », *National Affairs*, numéro 59, printemps 2024, p. 174-184.
- Hancock, Ralph. « Conservatism, Aesthetic and Active : Reflections on Roger Scruton and Pierre Manent », *Perspectives on Political Science*, volume 45, numéro 4, 2016, p.272-280.
- Hoover, Kenneth R. « The Rise of Conservative Capitalism : Ideological Tensions within the Reagan and Thatcher Governments », *Comparative Studies in Society and History*, volume 29, numéro 2, 1987, 245-268.
- Hörcher, Ferenc. « « Beyond the Window That Can't Be Opened » - Roger Scruton on « Moments of Revelation » in Human Life » *Religions*, volume 15, numéro 4, 1 avril 2024, p. 485.
- Ireland, Paddy. « Endarkening the Mind: Roger Scruton and the Power of Law », *Social & Legal Studies*, volume 6, numéro 1, 1997, p. 51-77.
- Jaung, Hoon. « The Rise of Neo-Liberal Revolution in Britain : Thatcherism in the British

- Conservative Party », *Global Economic Review*, volume 30, numéro 1, 2001, p. 57-78.
- Lawler, Peter Augustine. « Liberal Conservatism, Not Conservative Liberalism », *The Intercollegiate Review*, Automne 2003/Printemps 2004, p.58-62.
- _____. « Roger Scruton's Conservatism : Between Xenophobia and Oikophobia », *Perspectives on Political Science*, volume 45, numéro 4, 2016, p.251-260.
- Laybourne, Keith. « The Rise of Labour and the Decline of Liberalism: The State of the Debate », *History: The Journal of the Historical Association*, volume 80, numéro 259, 1995, p. 207-226.
- Mahoney, Daniel J. « The Utopian Fallacy », *Claremont Review of Books*, volume 11, numéro 1-2, hiver 2010, p. 49-51.
- _____. « Defending the West in All its Amplitude: The Liberal Conservative Vision of Roger Scruton », *Perspectives on Political Science*, volume 45, numéro 4, 2016, p. 281-288.
- McCann, Daryl. « Roger Scruton and Enlightened Patriotism », *Quadrant*, volume 62, numéros 1-2, Janvier 2018, p. 14-17.
- Mohadeseh, Marjani et Asghar, Fahimifar, « The Role of Roger Scruton in the Development of Analytic Aesthetics », *Journal of Philosophical Investigations*, volume 15, numéro 35, 1 août 2021, p. 317-339.
- Morrissey, Christopher S. « « The Cloven Hoof Under the Cassock » : Sacrifice Hidden in the Hebrew Bible and Roger Scruton », *Perspectives on Political Science*, volume 52, numéro 2, 3 avril 2023, p. 66-74.
- Pupo, Spartaco. « Prendersi cura delle istituzioni. Il conservatismo politico di Roger Scruton », *Rivista di Politica*, volume 4, 2014, p. 113-130.
- _____. « Oikophobic Prejudice Against Nation in the Contemporary Political Thought. The Italian Case. », *notizie di POLITEIA*, volume 31, numéro 118, 2015, p. 3-22.
- Rayner, Jeremy. « Philosophy into Dogma: The Revival of Cultural Conservatism », *British Journal of Political Science*, volume 16, numéro 4, 1 octobre 1986, p. 455-473.
- Ringe, Astrid. « The national economic development council, 1962-67 », *Contemporary British History*, volume 12, numéro 1, 1998, p. 99-130.
- Sandall, Roger. « Religion, Violence and Roger Scruton », *Quadrant*, volume 51, numéro 12, décembre 2007, p. 20-23.
- Scruton, Roger. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 1, numéro 1, automne 1982, p.37-39
- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 2, numéro 4, juillet 1984, p. 48.
- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 3, numéro 2, janvier 1985b, p. 40.
- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 3, numéro 4, juillet 1985c, p. 51.
- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 5, numéro 2, janvier 1987b, p. 55.
- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 9, numéro 1, septembre 1990, p. 46-47.
- _____. « How to be a Non-Liberal, Anti-Socialist Conservative », *The Intercollegiate Review*, volume 28, numéro 2, printemps 1993, p. 17-23.

- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 13, numéro 1, septembre 1994, p. 37.
- _____. « Editorial », *Salisbury Review*, volume 17, numéro 1, septembre 1998a, p. 44.
- _____. « Rousseau & the origins of liberalism », *The New Criterion*, volume 17, numéro 2, octobre 1998b, p. 5.
- _____. « Hiding behind the screen », *The New Atlantis*, numéro 28, été 2010b, p. 48-60.
- Skinner, Quentin. « Meanign and Understanding in the History of Ideas », *History and Theory*, volume 8, numéro 1, 1969, p. 3-53.
- Wendelken, David. « Contemporary Conservatism, Human Nature, and Identity : The Philosophy of Roger Scruton », *Politics*, volume 16, numéro 1, 1996, p.17-22.
- Wilford, Paul T. « Das Geistige Tier : Roger Scruton's Recovery of Hegel », *Perspectives on Political Science*, volume 50, numéro 2, 31 mai 2021, p. 119-137.
- Wirls, Stephen. « Roger Scruton's Conservatism and the Liberal Regime », *Perspectives on Political Science*, volume 45, numéro 4, 2016, p.237-243.

Articles de sites Internet :

- « About the Foundation », *The Roger Scruton Legacy Foundation*, <https://www.scruton.org/the-foundation>
- « Förtroenderådet », *Oikos*, <https://www.oikos.se/17/3/fortroenderad/>
- « Histoire de la fondation », *Jan Hus Educational Foundation*, <https://www.vnjh.cz/o-nadaci/historie-od-1980/>
- « Margaret Thatcher Engagement Diary – Monday 9 February 1981 », *The Margaret Thatcher Foundation*, <https://www.margareththatcher.org/document/114388>
- « Scruton Community : Our Philosophy », *Scruton*, <https://scruton.hu/en/rolunk/scruton-kozossegi-ter-filozofiank/>
- Arnaldi, Andrea. « Roger Scruton. Vita, opere e pensiero di un conservatore », *Alleanza Cattolica*, 15 avril 2022, <https://alleanzacattolica.org/roger-scruton-vita-opere-e-pensiero-di-un-conservatore/>
- Bastie, Eugénie. « Sir Roger Scruton, gentleman conservateur », *FigaroVox*, 23 mai 2018a <https://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2018/05/23/10001-20180523ARTFIG00310-sir-roger-scruton-gentleman-conservateur.php>
- _____. « Roger Scruton : « La motivation du Brexit était avant tout culturelle » », *FigaroVox*, 21 juin 2018b, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/06/21/31002-20180621ARTFIG00328-roger-scruton-la-motivation-du-brexit-etait-avant-tout-culturelle.php>
- _____. « Roger Scruton: « En France, l'intellectuel de gauche est un prêtre sans Dieu », *FigaroVox*, 12 mars 2019, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/2019/03/12/31003-20190312ARTFIG00135-roger-scruton-en-france-l-intellectuel-de-gauche-est-un-petre-sans-dieu.php>
- _____. « Mort du philosophe conservateur Roger Scruton », *FigaroVox*, 12 janvier 2020,

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/mort-du-philosophe-conservateur-roger-scruton-20200112>

Bock-Côté, Mathieu. « Le conservatisme, pour Scruton, était le parti de la durée et des permanences humaines », *FigaroVox*, 13 janvier 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/mathieu-bock-cote-le-conservatisme-pour-scruton-etait-le-parti-de-la-duree-et-des-permanences-humaines-20200113>

Burgos, Ojel L. Rodriguez. « Scrutinizing Scruton », *Law & Liberty*, 13 mai 2024, <https://lawliberty.org/scrutinising-scruton/>

Conway, David. « Till We Contemplate Faces », *Law & Liberty*, 5 novembre 2012, <https://lawliberty.org/book-review/till-we-contemplate-faces/>

Couturier, Brice. « Roger Scruton: conservateur britannique et critique du libéralisme », *Radio-France – France Culture*, 5 octobre 2016, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-tour-du-monde-des-idees/roger-scruton-conservateur-britannique-et-critique-du-liberalisme-7201954>

D'Aquin, Saint Thomas. « Somme théologique », *Projet Docteur Évangélique*, 2008, http://docteurangelique.free.fr/bibliotheque/sommes/1sommetheologique1apars.htm#_Toc123369866

Dale, Helen. « Learning from Roger Scruton », *Law & Liberty*, 23 janvier 2020, <https://lawliberty.org/learning-from-roger-scruton/>

Dalrymple, Theodore. « Reading the State of Britain with Roger Scruton », *Law & Liberty*, 19 avril 2018, <https://lawliberty.org/reading-the-state-of-britain-with-roger-scruton/>

Devecchio, Alexandre. « Roger Scruton: « Être taxé de conservateur? Un jour, ce sera une fierté » », *FigaroVox*, 18 mai 2018, <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/05/18/31001-20180518ARTFIG00026-roger-scruton-tre-taxe-de-conservateur-un-jour-ce-sera-une-fierte.php>

_____. « Farewell, dear Roger Scruton! », *FigaroVox*, 17 janvier 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/la-semaine-du-figarovox-farewell-dear-roger-scruton-20200117>

Dreher, Rod. « 1968, le retour? Ces leçons du grand philosophe conservateur britannique Roger Scruton pour notre temps », *Atlantico*, 8 mai 2024, <https://atlantico.fr/article/decryptage/1968-le-retour-ces-lecons-du-grand-philosophe-conservateur-britannique-roger-scruton-pour-notre-temps-rod-dreher>

Duggan, Michael. « Roger Scruton: ‘My Tribal Religion’ », *Catholic News Live*, 9 octobre 2015, <https://catholicnewslive.com/story/549155>

Epstein, Joseph. « What Are Republicans For? », *The Wall Street Journal*, 25 janvier 2022, <https://www.wsj.com/articles/what-are-republicans-for-gop-biden-press-conference-scruton-volunteer-charity-welfare-administrative-state-11643145502>

Faye, Olivier. « Laurent Wauquiez cherche à capter le courant conservateur », *Le Monde*, 20 octobre 2018, https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/10/20/laurent-wauquiez-cherche-a-capter-le-courant-conservateur_5372258_823448.html

George, Henry. « Patrick Deneen: Grappling with the Failures of Liberalism », *Merion West*, 16

octobre 2020, <https://merionwest.com/2020/10/16/patrick-deneen-grappling-with-the-failure-of-liberalism/>

Giesbert, Franz-Olivier. « La farce tragique des intellectuels de gauche », *Le Point*, 15 mars 2019, https://www.lepoint.fr/editos-du-point/franz-olivier-giesbert/fog-la-farce-tragique-des-intellectuels-de-gauche-15-03-2019-2301273_70.php

Gove, Michael. *Twitter*, 12 janvier 2020, <https://x.com/michaelgove/status/1216467691613061122>

Gregg, Samuel. « Roger Scruton, Sentinel of the West », *Law & Liberty*, 23 janvier 2020, <https://lawliberty.org/roger-scruton-sentinel-of-the-west/>

Grove, John G. « The World Inside the Window », *Law & Liberty*, 11 février 2022, <https://lawliberty.org/book-review/the-world-inside-the-window/>

Hankins, James. « The Conservative Virtue », *Law & Liberty*, 11 mai 2022, <https://lawliberty.org/book-review/the-conservative-virtue/>

Javid, Sajid. *Twitter*, 12 janvier 2020, <https://x.com/sajidjavid/status/1216441709539790848>

Johnson, Ben. « The ‘great adventure’ of Sir Roger Scruton, RIP », *The Acton Institute*, 13 janvier 2020, <https://rlo.acton.org/archives/114123-great-adventure-sir-roger-scruton-rip.html>

Kostamo, Leah. « Home-love and conservation : Oikophilia will save the world », *Comment*, 21 janvier 2013, <https://comment.org/home-love-and-conservation/>

Kraus, Josef. « Tod von Roger Scruton: Ein großer Verlust », *Die Tagespost*, 17 mars 2021, <https://www.die-tagespost.de/kultur/tod-von-roger-scruton-ein-grosser-verlust-art-204653>

Laine, Mathieu. « Sir Roger Scruton, ce penseur conservateur très anglais qui aimait passionnément la France », *FigaroVox*, 13 janvier 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/sir-roger-scruton-ce-penseur-conservateur-tres-anglais-qui-aimait-passionnement-la-france-20200113>

Lawler, Peter Augustine. « The Functional Anthropologist, Roger Scruton », *Law & Liberty*, 22 décembre 2015, <https://lawliberty.org/the-functional-anthropologist-roger-scruton/>

Lees, Mark. « RIP Roger Scruton (1944-2020) », *The Oldie*, 24 janvier 2020, <https://www.theoldie.co.uk/blog/rip-sir-roger-scruton-1944-2020>

Lloyd, John. « Can Roger Scruton save the European Right? A new conservative movement has found its lodestar », *UnHerd*, 14 avril 2023, <https://unherd.com/2023/04/can-roger-scruton-save-the-european-right/>

Mahoney, Daniel. « The conscience of the conservative », *Law & Liberty*, 3 mars 2022b, <https://lawliberty.org/book-review/the-conscience-of-the-conservative/>

Martin, Thierry. « Hommage à Roger Scruton, un conservateur qui a déconstruit la gauche », *FigaroVox*, 15 janvier 2020, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/hommage-a-roger-scruton-un-conservateur-qui-a-deconstruit-la-gauche-20200115>

_____. « Roger Scruton, le brexiteur, désormais incontournable philosophe conservateur-libéral européen », *Contrepoints*, 7 janvier 2023, <https://www.contrepoints.org/2023/01/07/447393-roger-scruton-le-brexiteur-desormais-incontournable-philosophe-conservateur-liberal-europeen>

McTague, Tom. « Ce que Roger Scruton peut apprendre à Starmer : La Grande-Bretagne doit se

- sentir comme chez soi », *Unherd*, 17 juillet 2024, <https://unherd.com/fr/2024/07/ce-que-roger-scruton-peut-apprendre-a-starmer/>
- Méheut, Constant. « L'esprit du conservatisme, une conversation avec Roger Scruton », *Le grand continent*, 19 décembre 2018, <https://legrandcontinent.eu/fr/2018/12/19/nous-avons-rencontre-roger-scruton-et-laetitia-strauch-bonart/>
- Meloni, Giorgia. « President Meloni's video message to third Summit for Democracy », *Italian Government – Presidency of the Council of Ministers*, 20 mars 2024, <https://www.governo.it/en/articolo/president-meloni-s-video-message-third-summit-democracy/25300>
- Murray, Douglas. « Remembering Rober Scruton », *The Spectator*, 24 août 2020, <https://www.spectator.co.uk/article/remembering-roger-scruton/>
- Newton-Smith, Bill. « Obituary – Kathy Wilkes », *The Guardian*, 19 septembre 2003, <https://www.theguardian.com/news/2003/sep/19/guardianobituaries.obituaries>
- Peel, Robert. « The Tamworth Manifesto », *Victorian Web*, 22 juillet 2002, <https://victorianweb.org/history/tamworth2.html>
- Presser, Stephen. « Sir Roger to the Rescue », *Law & Liberty*, 8 janvier 2018, <https://lawliberty.org/sir-roger-to-the-rescue/>
- Reddy, Adithya. « Indian Conservatives Have Much To Learn From Roger Scruton; More Importantly, They Have Much To Lose Otherwise », *#Swarajya*, 18 janvier 2020, <https://swarajyamag.com/ideas/indian-conservatives-have-much-to-learn-from-roger-scruton-more-importantly-they-have-much-to-lose-otherwise>
- Rogers, James R. « Arguing National Loyalty with Roger Scruton », *Law & Liberty*, 5 octobre 2017, <https://lawliberty.org/arguing-national-loyalty-with-roger-scruton/>
- Rouvillois, Frédéric. « De l'urgence de (re)lire et de célébrer Roger Scruton », *FigaroVox*, 11 janvier 2011, <https://www.lefigaro.fr/vox/societe/frederic-rouvillois-de-l-urgence-de-re-lire-et-de-celebrer-roger-scruton-20210111>
- Scruton, Roger. « What is acceptable risk? », *City Journal*, Hiver 2001, <https://www.city-journal.org/article/what-is-acceptable-risk>
- _____. « The State can't set you free », *The Spectator*, 16 octobre 2004, <https://www.spectator.co.uk/article/the-state-can-t-set-you-free/>
- _____. « A Righter Shade of Green », *The American Conservative*, 16 juillet 2007b, <https://www.theamericanconservative.com/a-righter-shade-of-green/>
- _____. « Paying the Price », *American Enterprise Institute*, 14 décembre 2011b, <https://www.aei.org/op-eds/paying-the-price/>
- _____. « The Health and Safety Culture Is Killing Volunteering and the Benefits of Risk », *Respublica – Society, Prosperity, Virtue*, 12 février 2013a, <https://www.respublica.org.uk/press-centre/media-coverage/health-safety-culture-killing-volunteering-benefits-risk/>
- _____. « Forget Scotland – When Will England Have A Parliament Of It's Own? », *Forbes*, 18 septembre 2014a, <https://www.forbes.com/sites/rogerscruton/2014/09/15/kingdom-united-or-un-tied-what-does-the-future-hold-for-scotland-and-england/>

- _____. « Brexit will restore a proper sense of patriotism », *The Times*, 17 février 2017a, <https://www.thetimes.com/uk/politics/article/brexit-will-restore-a-proper-sense-of-patriotism-wsqjlqwqh>
- _____. « Must Religious Duty Conflict With Political Order? », *Renovatio*, 12 juin 2019, <https://renovatio.zaytuna.edu/article/must-religious-duty-conflict-with-political-order>
- Singleton, Shermichael. « No place for this conservative in the party of Trump », *The Washington Post*, 9 juillet 2020, <https://www.washingtonpost.com/nation/2020/07/09/no-more-room-conservatives-party-trump/>
- Smith, Harrison. « Roger Scruton, British philosopher and conservative lightning rod, dies at 75 », *The Washington Post*, 13 janvier 2020, https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/roger-scruton-british-philosopher-and-conservative-lightning-rod-dies-at-75/2020/01/13/44b8f7d8-3615-11ea-bb7b-265f4554af6d_story.html
- Spanakos, Tony. « Scruton's Conservative Case for the Union of Arts and Politics », *Law & Liberty*, 21 avril 2023, <https://lawliberty.org/book-review/scrutons-conservative-case-for-the-union-of-arts-and-politics/>
- Spence, Kenneth. « Roger Scruton: No escaping morality in economics », *The Acton Institute*, 27 septembre 2011, <https://rlo.acton.org/archives/26375-roger-scruton-no-escaping-morality-in-economics.html>
- Strauch-Bonart, Laetitia. « Roger Scruton: le Finkielkraut anglais juge la droite française », *Le Point*, 7 décembre 2014, https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/roger-scruton-le-finkielkraut-anglais-juge-la-droite-francaise-07-12-2014-1887628_1913.php
- _____. « Roger Scruton: « Sarkozy a besoin d'une philosophie » », *Le Point*, 20 juin 2015a, https://www.lepoint.fr/politique/roger-scruton-sarkozy-a-besoin-d-une-philosophie-20-06-2015-1938432_20.php
- _____. « Roger Scruton: « L'intellectuel de gauche descend du prêtre » », *Le Point*, 22 décembre 2015b, https://www.lepoint.fr/debats/roger-scruton-l-intellectuel-de-gauche-descend-du-pretre-22-12-2015-2004621_2.php
- _____. « Conservatisme, mode d'emploi », *Le Point*, 19 septembre 2016a, https://www.lepoint.fr/invites-du-point/laetitia-strauch-bonart/conservatisme-mode-d-emploi-partie-i-19-09-2016-2069415_3096.php
- _____. « « Le progrès est une illusion des optimistes du XIX^e siècle » », *Le Point*, 19 septembre 2016b, https://www.lepoint.fr/debats/le-progres-est-une-illusion-des-optimistes-du-xixe-siecle-01-11-2016-2079903_2.php
- _____. « Roger Scruton: « « Mai 68 m'a converti au conservatisme » », *Le Point*, 25 mai 2018, https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/roger-scruton-mai-68-m-a-converti-au-conservatisme-25-05-2018-2221248_1913.php
- _____. « L'affaire Scruton », *Le Point*, 18 avril 2019, https://www.lepoint.fr/debats/laetitia-strauch-bonart-l-affaire-scruton-18-04-2019-2308369_2.php
- _____. « Hommage à Roger Scruton, mon ami et maître à penser », *Le Point*, 14 janvier 2020, https://www.lepoint.fr/debats/laetitia-strauch-bonart-hommage-a-roger-scruton-mon-ami-et-maitre-a-penser-14-01-2020-2357649_2.php

- Techera, Titus. « The Last Gentleman of the English-Speaking World », *Law & Liberty*, 23 janvier 2020, <https://lawliberty.org/the-last-gentleman-of-the-english-speaking-world/>
- Thatcher, Margaret. « 1990 Nov 22 Th – HC S: [Confidence in Her Majesty's Government] », *Margaret Thatcher Foundation*, <https://www.margaretthatcher.org/document/108256>
- Valentin, Pierre. « Sir Roger Scruton ou le conservatisme anobli », *L'incorrect*, 14 janvier 2020, <https://lincorrect.org/roger-scrutonlincorrect/>
- Vaughan, David. « Roger Scruton and a Special Relationship », *Radio Prague International*, 31 octobre 2010, <https://english.radio.cz/roger-scruton-and-a-special-relationship-8568924/>
- Wooldridge, Adrian. « The Prophet of 21st Century National Identity », *Bloomberg*, 27 avril 2023, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2023-04-27/roger-scruton-has-a-national-conservative-legacy-extending-beyond-england>
- Wroe, Nicholas. « Thinking of England », *The Guardian*, 28 octobre 2000, <https://www.theguardian.com/books/2000/oct/28/politics>

Communications dans des actes de colloques :

- Brooke, Stephen. « Abortion Law Reform 1929-68 ». In : *The Abortion Act 1967* (Londres, 10 juillet 2001), sous la dir. de Michael D. Kandiah et Gillian Staerck, p. 15-20. Londres: Institute of Contemporary British History, 2002.

Documents juridiques

- Factories Act, 1961*. RU 9 & 10 Eliz. 2, ch. 34. <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/Eliz2/9-10/34/enacted>

Encyclopédies ou dictionnaires :

- Scruton, Roger. *The Palgrave Macmillan Dictionary of Political Thought*, Londres : Palgrave Macmillan, 2007a, 744 p.

Mémoires et thèses :

- Beddeleem, Martin (2017). *Fighting for the mantle of science: the epistemologic foundations of neoliberalism, 1931-1951* [Thèse de doctorat, Université de Montréal]
- Harris, Michael John (1997). *The Subversion of Citizenship: New Right Conception of Citizenship, Thatcherism and the 'New Politics'* [Thèse de doctorat, Université de Sheffield]
- Schildrot, Eric (2017). *Schumpeter's Epistemic Intervention in Conservative Thought* [Mémoire de maîtrise, Université McGill]

Monographies :

- Aron, Raymond. *Introduction à la philosophie politique – Démocratie et révolution*. Paris: Le livre

- de poche, collection Références – Inédit, 1997, 256 p.
- _____. *Paix et guerre entre les nations*. Paris: Calmann-Lévy, 2008, 794 p.
- _____. *L'opium des intellectuels*. Paris: Pluriel, 2010, 342 p.
- _____. *Essai sur les libertés*. Paris: Pluriel, 2014, 251 p.
- _____. *La révolution introuvable*. Paris: Calmann-Lévy, 2018, 254 p.
- Audard, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme? Éthique, politique, société*. Paris : Gallimard, Folio Essais, 2009, 843 p.
- Audier, Serge. *Néolibéralisme(s) : une archéologie intellectuelle*. Paris : Grasset, 2012, 636 p.
- Bardos-Féltoronyi, Nicolas. *Où vont le conservatisme et le centrisme?* Paris : Academia-L'Harmattan, 2014, 318 p.
- Bénéton, Philippe. *Le Conservatisme*. Paris : Presses Universitaires de France, Que sais-je?, 1988, 121 p.
- Berthezène, Clarisse. *Les conservateurs britanniques dans la bataille des idées – Ashridge College, premier think tank conservateur*. Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 2011, 334 p.
- Bradford, Sarah. *Disraeli*. New York : Stein and Day, 1983, 432 p.
- Brown, Wendy. *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*. New York: Zone Books, 2015, 296 p.
- Burke, Edmund. *Réflexions sur la révolution en France*. Paris : Les Belles Lettres, collection Le goût des idées – Hors-série, 2016, 802 p.
- Charmley, John. *A History of Conservative Politics Since 1830*. New York : Palgrave Macmillan, 2008, 301 p.
- Chevrier, Marc. *L'empire en marche : Des peuples sans qualité, de Vienne à Ottawa*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2019, 636 p.
- Churchill, Winston. *A History of the English-Speaking Peoples, volume 4 : The Great Democracies*. New York : Bantam Books, 1963, 322 p.
- Churchill, Winston S. *Never Give In! The Best of Winston Churchill's Speeches, Selected by His Grandson Winston S. Churchill*. New York: Hachette Books, 2003, 528 p.
- Dangerfield, John. *The Strange Death of Liberal England*. Stanford : Stanford University Press, 1997, 364 p.
- Delannoi, Gil. *La nation contre le nationalisme, ou la résistance des nations*. Paris : Presses Universitaires de France, 2018, 254 p.
- Deneen, Patrick. *Why Liberalism Failed?* New Haven : Yale University Press, 2019, 264 p.
- _____. *Regime Change: Towards a Postliberal Future*. New York: Sentinel, 2023, 288 p.
- Devigne, Robert. *Recasting Conservatism – Oakeshott, Strauss, and the Response to Postmodernism*. New Haven : Yale University Press, 1994, 268 p.
- Dooley, Mark. *Roger Scruton – The philosopher on Dover Beach*. Londres : Continuum, 2009, 191

p.

Dreher, Rod. *The Benedict Option: A Strategy for Christians in a Post-Christian Nation*. New York: Sentinel, 2017, 272 p.

Eliot, Thomas Stearns. *Four Quarters*. Londres: Faber Editions, 1972, 240 p.

Evans, Eric J. *Sir Robert Peel: Statesmanship, power and party*. Coll. « Lancaster Pamphlets » Londres: Routledge, 2006, 107 p.

Fawcett, Edmund. *Liberalism: The Life of an Idea* (2e edition). Princeton: Princeton University Press, 2018, 514 p.

Gamble, Andrew. *The Free Economy and the Strong State: The Politics of Thatcherism*. Londres: Palgrave Macmillan, 1988, 263 p.

Garnett, Mark et Hickson, Kevin. *Conservative thinkers – The key contributors to the political thought of the modern Conservative Party*. Manchester : Manchester University Press, 2009, 194 p.

Guizot, François. *Histoire de la civilisation en Europe. Suivi de Philosophie politique de la souveraineté*. Coll. « Pluriel ». Paris : Hachette, 1985, 396 p.

Hall, Stuart et Jacques, Martin. *The Politics of Thatcherism*. Londres: Lawrence and Wishart, 1983, 344 p.

Hayek, Friedrich. *Individualism and Economic Order*. Chicago: The University of Chicago Press, 1948, 280 p.

_____. *La Constitution de la liberté*. Coll. « Liberalia » Paris: Litec, 1994, 532 p.

_____. *Droit, législation et liberté – Une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique*. Coll. « Quadrige ». Paris : Presses universitaires de France, 2013a, 960 p.

_____. *La route de la servitude*. Coll. « Quadrige ». Paris : Presses universitaires de France, 2013b, 276 p.

_____. *Studies on the Abuse and Decline of Reason*. Coll: « The Collected Works of F. A. Hayek ». Carmel: Liberty Fund, 2018, 331 p.

_____. *La présomption fatale : Les erreurs du socialisme*. Paris: Institut Coppet, 2019, 252 p.

Hoppen, K. Theodore. *The Mid Victorian Generation 1846-1886*. Oxford : Oxford University Press, The New Oxford History of England, 2000, 824 p.

Hörcher, Ferenc. *Art and Politics in Roger Scruton's Conservative Philosophy*. Londres: Palgrave Macmillan, 2023, 404 p.

Jenkins, Peter. *Mrs. Thatcher's Revolution – The Ending of the Socialist Era*. Cambridge : Harvard University Press, 1988, 417 p.

Julliard, Jacques. *Les Gauches françaises 1762-2012 – Histoire et politique*. Paris : Flammarion, Champs histoire, 2012, 910 p.

Kavanagh, Dennis. *Thatcherism and British Politics – The End of Consensus?* Oxford: Oxford University Press, 1990, 339 p.

- Kirk, Russell. *The Conservative Mind – From Burke to Eliot*. Washington : Gateway Editions, 2001, 535 p.
- Labrecque, Philippe. *Comprendre le conservatisme en quatorze entretiens*. Montréal : Liber, 2016, 204 p.
- Lampedusa, Giuseppe Tomasi de. *Le Guépard*. Paris : Éditions du Seuil, collection Points, 1959, 256 p.
- Lefort, Claude. *L'invention démocratique*. Paris : Fayard, 1994, 344 p.
- Leonard, Dick. *The Great Rivalry – Gladstone & Disraeli, a dual biography*, Londres : I.B. Tauris, 2013, 228 p.
- MacAllister, Ted V. *Revolt Against Modernity: Leo Strauss, Eric Voegelin, and the Search for a Post-Liberal Order*, Lawrence: University Press of Kansas, 1996, 340 p.
- Macpherson, Crawford Brought. *Principes et limites de la démocratie libérale*. Montréal : Boréal Express, 1985, 162 p.
- Mahoney, Daniel. *Recovering Politics, Civilization and the Soul: Essays on Pierre Manent and Roger Scruton*. South Bend: St. Augustine's Press, 2022a, 160 p.
- Manchester, William. *The Last Lion : Winston Spencer Churchill – Visions of Glory, 1874-1932*, New York : Bantam Books, 2013, 973 p.
- Manent, Pierre. *Les libéraux*. Paris : Éditions Gallimard, collection Tel, 2001, 891 p.
- Meyer, Frank S. *In Defense of Freedom and Related Essays*. Indianapolis : Liberty Fund, 1996, 238 p.
- Nash, George H. *The Conservative Intellectual Movement in America since 1945*. New York : Basic Books Inc, 1979, 462 p.
- Nisbet, Robert. *La tradition sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France, Quadrige – Grands textes, 2012, 416 p.
- Oakeshott, Michael. *On History and Other Essays*. Oxford: Blackwell, 1983, 198 p.
- _____. *On Human Conduct*. Oxford: Oxford University Press, collection Clarendon Paperbacks, 1990, 334 p.
- _____. *Rationalism in politics and other essays*. Indianapolis: Liberty Press, 1991, 558 p.
- _____. *The Politics of Faith & the Politics of Scepticism*. New Haven et Londres : Yale University Press, 1996, 142 p.
- Pocock, John. *Le moment machiavélien : La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*. Paris : Presses Universitaires de France, coll. Léviathan, 1997, 586 p.
- Prévost, Jean-Guy. *De l'étude des idées politiques*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 1995, 110 p.
- Rawls, John. *Théorie de la justice*. Paris : Éditions du Seuil, 1987, 667 p.
- Ricci, Jean-Claude. *Histoire des idées politiques* (2^e édition). Paris : Éditions Dalloz, 2011, 499 p.
- Roberts, Andre. *Salisbury : Victorian Titan*. Londres : Phoenix, 1999, 938 p.

- Salisbury, Robert Arthur Talbot Gascoyne-Cecil, 3^e marquis de. *Speeches of the Marquis of Salisbury (with a Sketch of his Life)* (sous la direction de Henry W. Lucy). Londres : G. Routledge, 1885, 258 p.
- _____. *Lord Salisbury on Politics – A selection from his articles in the Quarterly review, 1860-1883* (sous la direction de Paul Smith). Cambridge: Cambridge University Press, 1972, 387 p.
- Scruton, Roger. *The Meaning of Conservatism* (première édition). Totowa: Barnes and Noble Books, 1980, 205 p.
- _____. *Thinkers of the New Left*. Harlow: Longman, 1985a, 227 p.
- _____. *Sexual Desire – A Philosophical Investigation*. Londres: Weidenfeld and Nicholson, 1986, 428 p.
- _____. *Untimely Tracts*. New York : St. Martin's Press, 1987a, 272 p.
- _____. *The Aesthetic Understanding : Essays in the Philosophy of Art and Culture*. South Bend : St. Augustine's Press, 1998c, 286 p.
- _____. *The Meaning of Conservatism* (troisième édition révisée). South Bend : St. Augustine's Press, 2002, 210 p.
- _____. *Gentle Regrets – Thoughts from a Life*. Londres : Bloomsbury, 2005a, 256 p.
- _____. *A Political Philosophy – Arguments for Conservatism*. Londres : Continuum, 2006a, 214 p.
- _____. *England: An Elegy*. Londres: Bloomsbury, 2006b, 288 p.
- _____. *Culture Counts : Faith and Feeling in a World Besieged*. New York: Encounter Books, 2007c, 120 p.
- _____. *The Uses of Pessimism*. New York : Oxford University Press, 2010a, 232 p.
- _____. *Our Church: A Personal History of the Church of England*. Londres: Atlantic Books, 2012a, 119 p.
- _____. *Death-Devoted Heart: Sex and the Sacred in Wagner's Tristan and Isolde*. Oxford: Oxford University Press, 2012b, 248 p.
- _____. *The Aesthetics of Architecture*. Princeton : Princeton University Press, 2013b, 320 p.
- _____. *The Soul of the World*. Princeton : Princeton University Press, 2014b, 205 p.
- _____. *How To Think Seriously About the Planet : The Case For An Environmental Conservatism*. New York: Oxford University Press, 2015, 458 p.
- _____. *Fools, Frauds and Firebrands – Thinkers of the New Left*. Londre: Bloomsbury, 2016a, 296 p.
- _____. *De l'urgence d'être conservateur – Territoire, coutumes, esthétique : Un héritage pour l'avenir*. Paris : Éditions du Toucan, 2016b, 288 p.
- _____. *The Ring of Truth : The Wisdom of Wagner's Ring of the Nibelung*. Londres: Penguin UK, 2017b, 416 p.
- _____. *Conservatisme*. Paris : Éditions Albin Michel, 2018a, 234 p.

- _____. *Wagner's Pasifal : The Music of Redemption*. New York: Penguin Random House, 2021, 208 p.
- _____. *Against the Tide – The best of Roger Scruton's columns, commentaries and criticism*. Londres: Bloomsbury, 2022, 242 p.
- Scruton, Roger et Dooley, Mark. *Conversations with Roger Scruton*. Londres : Bloomsbury, 2016, 213 p.
- Searle, Geoffrey Russell. *A New England? Peace and War 1886-1918*. Oxford : Oxford University Press, The New Oxford History of England, 2005, 990 p.
- Sergeant, Jean-Claude. *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher 1979-1990*. Paris: Presses Universitaires de France, coll. Perspectives anglo-saxonnes, 1994, 266 p.
- Simon, Claude. *L'idéologie néolibérale : ses fondements, ses dégâts*. Paris : Les éditions du Temps présent, 2016, 144 p.
- Skinner, Quentin. *Les fondements de la pensée politique moderne*, Paris : Albin Michel, 2009, 922 p.
- Smith, Paul. *Disraelian Conservatism and Social Reform*. Toronto : University of Toronto Press, 1967, 358 p.
- Strauss, Leo. *Droit naturel et histoire*. Paris : Librairie Plon, 1954, 389 p.
- _____. *Le libéralisme antique et moderne*. Coll. Politique d'aujourd'hui, Paris : Presses Universitaires de France, 1990, 394 p.
- _____. *Qu'est-ce que la philosophie politique?*. Coll. Quadriga, Paris : Presses Universitaires de France, 2016, 300 p.
- Thatcher, Margaret. *Discours – 1968-1992*. Coll. Bibliothèque classique de la liberté, Paris : Les Belles Lettres, 2016, 558 p.
- Thiériot, Jean-Louis. *Margaret Thatcher*. Coll. Tempus, Paris: Perrin, 2007, 610 p.
- Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique, tome I*. Coll. Folio Histoire, Paris : Gallimard, 2017, 640 p.
- Vermeule, Adrian. *Common Good Constitutionalism*. New York: Wiley, 2022, 270 p.
- Vincent, Jean-Philippe. *Qu'est-ce que le conservatisme? Histoire intellectuelle d'une idée politique*. Coll. «Penseurs de la liberté». Paris : Éditions Les Belles Lettres, 2016, 272 p.
- Voegelin, Eric. *The New Science of Politics*. Chicago: The University of Chicago Press. 1966, 193 p.
- Willis, Michael. *Gladstone and Disraeli: Principles and Policies*. Coll.: Cambridge Topics in History. Cambridge: Cambridge University Press, 1989, 107 p.
- Young, Hugo. *One of Us: A Biography of Mrs. Thatcher*. Londres: Macmillan Publisher, 1989, 672 p.
- Ziblatt, Daniel. *Conservative Parties and the Birth of Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press, 2017, 448 p.

Ouvrage collectifs et chapitres tirés d'ouvrages collectifs :

- Arnhart, Larry. « Friedrich Hayek's Darwinian Conservatism ». In *Liberalism, Conservatism, and Hayek's Idea of Spontaneous Order*, sous la direction de Louis Hunt Peter McNamara, p. 127-148. New York : Palgrave Macmillan, 2007.
- Aughley, Arthur. « Traditional Toryism ». In *The Political Thought of the Conservative Party since 1945*, sous la direction de Kevin Hickson, p. 7-27. New York : Palgrave Macmillan, 2005.
- Barry, Norman. « New Right ». In *The Political Thought of the Conservative Party since 1945*, sous la direction de Kevin Hickson, p. 28-50. New York : Palgrave Macmillan, 2005.
- Bevir, Mark. « The Contextual Approach ». In *The Oxford Handbook of the History of Political Philosophy*, sous la direction de George Klosko, p. 11-23. Oxford: Oxford University Press, 2011.
- Bryson, James (sous la direction de). *The Religious Philosophy of Roger Scruton*, Londres: Bloomsbury, 2017, 304 p.
- Disraeli, Benjamin. « Benjamin Disraeli ». In *Conservative Texts: An Anthology*, sous la direction de Roger Scruton, p. 71-77. Londres : Macmillan Academic and Professional, 1991.
- Harris, Jose. « Principes, marchés et intérêt national : Les approches conservatrices de la politique sociale ». In *Conservatismes en mouvement – Une approche transnationale au XXe siècle*, sous la direction de Clarisse Berthezène et Jean-Christian Vinel, p. 67-92. Paris : Éditions EHESS, 2016.
- Levitas, Ruth (sous la direction de). *The Ideology of the New Right*, Oxford: Polity Press, 1986, 208 p.
- Marquand, David. « The Paradoxes of Thatcherism ». In *Thatcherism*, sous la direction de Robert Skidelsky, p. 159-172. Oxford : Basil Blackwell, 1988.
- Minogue, Kenneth. « The Emergence of the New Right ». In *Thatcherism*, sous la direction de Robert Skidelsky, p. 125-142. Oxford : Basil Blackwell, 1988.
- Raynaud, Philippe. « Libéralisme ». In *Dictionnaire de philosophie politique*, sous la direction de Philippe Raynaud et Stéphane Rials, p. 338-344. Paris : Presses Universitaires de France, 1996, 776 p.
- Rollings, Neil. « Butskellism, the Postwar Consensus and the Managed Economy ». In *The Myth of Consensus : New Views on British History, 1945-64*, sous la direction de Harriet Jones et Michael Kandiah, Londres : Palgrave Macmillan, 1996, 97-119.
- Scruton, Roger. « Man's Second Disobedience : a Vindication of Burke ». In *The French Revolution and British Culture*, sous la direction de Ceri Crossley et Ian Small, New York: Oxford University Press, 1989, p. 187-222.
- _____. « Sexual Morality and the Liberal Consensus ». In *Morality and Religion in Liberal Democratic Societies*, sous la direction de Gordon L. Anderson et Morton A. Kaplan, New York: Paragon House, 1992, p. 259-271.
- _____. « Foreword ». In *Edmund Burke – A Genius Reconsidered*, Russell Kirk, Wilmington : Intercollegiate Studies Institute, 1997, p. vii-ix.
- _____. « Hayek and Conservatism ». In *The Cambridge Companion to Hayek*, sous la direction

de Edward Feser, p. 208-231. Cambridge : Cambridge University Press, 2006c.

_____. « The Open Society from a Conservative Perspective ». In *Rethinking Open Society*, sous la direction de Michael Ignatieff et Stefan Roch, p. 31-46. Budapest : Central European University Press, 2018b.

Seawright, David. « One Nation ». In *The Political Thought of the Conservative Party since 1945*, sous la direction de Kevin Hickson, p. 69-90. New York : Palgrave Macmillan, 2005.

Solchany, Jean. « La rénovation néolibérale : une réaction antimoderne? ». In *Histoire de l'Europe libérale – Libéraux et libéralisme en Europe, XVIIIe-XXIe siècle*, sous la direction de Dominique Barjot, Olivier Dard, Frédéric Fogacci et Jérôme Grondeux, p. 115-131. Paris : Nouveau Monde éditions, 2016.

Thomas, Jean-Paul. « Socialisme ». In *Dictionnaire de philosophie politique*, sous la direction de Philippe Raynaud et Stéphane Rials, p. 609-615. Paris : Presses Universitaires de France, 1996, 776 p.

Torp, Cornelius. « Social justice in the welfare state from the perspective of the comparative history of institutions ». In *The Many Concepts of Social Justice* sous la direction de H. W. Micklitz, p. 214-236. Cheltenham : Edward Edgar Publishing Limited, 2011, 479 p.